

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DU CENTRE OUEST

Société coopérative à capital et personnel variables régie par les dispositions du Livre V du Code monétaire et financier au capital de 57 801 280,00 euros

Siège social : 20, rue Pierre Boulez 87 044 Limoges Cedex 1 391 007 457 R.C.S LIMOGES

A. COMPTES SOCIAUX

BILAN AU 31 DECEMBRE 2024

ACTIF

-En milliers d'euros	Notes	31/12/2024	31/12/2023
OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES		111 012	103 848
Caisse, banques centrales		42 317	43 299
Effets publics et valeurs assimilées	5	15 672	26 113
Créances sur les établissements de crédit	3	53 023	34 436
OPERATIONS INTERNES AU CREDIT AGRICOLE	3	1 123 654	948 928
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	4	7 594 659	7 703 844
OPERATIONS SUR TITRES		513 770	460 895
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	379 885	365 419
Actions et autres titres à revenu variable	5	133 885	95 476
VALEURS IMMOBILISEES		787 319	768 560
Participations et autres titres détenus à long terme	67	669 990	663 915
Parts dans les entreprises liées	67	15 688	9 805
Immobilisations incorporelles	7	1 711	1 720
Immobilisations corporelles	7	99 930	93 120
CAPITAL SOUSCRIT NON VERSE			
ACTIONS PROPRES			
COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS		135 675	148 425
Autres actifs	8	81 481	69 977
Comptes de régularisation	8	54 194	78 448
TOTAL ACTIF		10 266 089	10 134 500

PASSIF

-En milliers d'euros	Notes	31/12/2024	31/12/2023
OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES		37 088	29 143
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	10	37 088	29 143
OPERATIONS INTERNES AU CREDIT AGRICOLE	10	5 205 954	5 254 345
COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE	11	3 306 247	3 139 823
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	12	20 423	26 055
COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS		291 600	316 940
Autres passifs	13	189 858	220 169

Comptes de régularisation	13	101 742	96 771
PROVISIONS ET DETTES SUBORDONNEES		162 316	164 474
Provisions	141516	92 777	93 498
Dettes subordonnées	17	69 539	70 976
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX -FRBG		56 600	49 600
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	18	1 185 861	1 154 120
Capital souscrit		57 801	57 801
Primes d'émission		82 722	82 722
Réserves		1 009 769	980 467
Ecart de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice		35 569	33 130
TOTAL PASSIF		10 266 089	10 134 500

HORS BILAN AU 31 DECEMBRE 2024

	Notes	31/12/2024	31/12/2023
<i>-En milliers d'euros</i>			
ENGAGEMENTS DONNES		696 799	792 548
Engagements de financement	27	533 806	612 486
Engagements de garantie	27	162 340	179 772
Engagements sur titres	27	653	290
ENGAGEMENTS RECUS		2 834 801	2 891 105
Engagements de financement	27	8 041	8 041
Engagements de garantie	27	2 824 289	2 882 774
Engagements sur titres	27	2 471	290

Les opérations de change Hors bilan et les opérations sur instruments financiers à terme sont présentées respectivement en note 23 et 24.

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2024

	Notes	31/12/2024	31/12/2023
<i>-En milliers d'euros</i>			
Intérêts et produits assimilés	29	275 699	238 239
Intérêts et charges assimilés	29	-216 784	-180 027
Revenus des titres à revenu variable	30	39 079	32 909
Commissions -Produits	31	108 513	104 586
Commissions -Charges	31	-18 201	-16 432
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	32	332	361
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	33	-506	2 022
Autres produits d'exploitation bancaire	34	1 253	4 374
Autres charges d'exploitation bancaire	34	-2 193	-2 070

PRODUIT NET BANCAIRE		187 192	183 962
Charges générales d'exploitation	35	-123 120	-124 583
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-6 808	-6 163
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION		57 264	53 216
Coût du risque	31	-9 384	-11 019
RESULTAT D'EXPLOITATION		47 880	42 197
Résultat net sur actifs immobilisés	37	782	2 449
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		48 662	44 646
Résultat exceptionnel			
Impôts sur les bénéfices	38	-6 093	-5 716
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		-7 000	-5 800
RESULTAT NET DE L'EXERCICE		35 569	33 130

Note 1 CADRE JURIDIQUE ET FINANCIER ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Note 1.1 Cadre juridique et financier

La Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest est une société coopérative à capital variable régie par les articles L.51220 et suivants du Code monétaire et financier et la loi n°471775 du 10/09/1947 portant statut de la coopération.

Sont affiliées à la Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest, 51 Caisses locales qui constituent des sociétés coopératives ayant une personnalité juridique propre.

Les comptes individuels sont représentatifs des comptes de la Caisse régionale seule, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'entité consolidante, intègrent également les comptes des Caisses locales et le cas échéant, les comptes des filiales consolidables.

La Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest est agréée, avec l'ensemble des Caisses locales qui lui sont affiliées, en qualité de banque mutualiste ou coopérative, avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est de ce fait soumise à la réglementation applicable aux établissements de crédit.

Au 31 décembre 2024, la Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest fait partie, avec 38 autres Caisses régionales, du réseau Crédit Agricole dont l'organe central, en application de l'article L.51130 du Code monétaire et financier, est Crédit Agricole S.A. Les Caisses régionales détiennent la totalité du capital de la SAS Rue La Boétie, qui détient elle-même, 62,45 % du capital de Crédit Agricole S.A., cotée depuis le 14 décembre 2001, Crédit Agricole SA est à ce jour cotée sur Euronext Paris compartiment A.

Le solde du capital de Crédit Agricole S.A. est détenu par le public (y compris les salariés) à hauteur de 37,55 %.

Crédit Agricole S.A. coordonne l'action des Caisses régionales et exerce, à leur égard, un contrôle administratif, technique et financier et un pouvoir de tutelle conformément au Code monétaire et financier. Du fait de son rôle d'organe central, confirmé par la loi bancaire, il a en charge de veiller à la cohésion du réseau et à son bon fonctionnement, ainsi qu'au respect, par chaque Caisse régionale, des normes de gestion. Il garantit leur liquidité et leur solvabilité. Par ailleurs, en 1988, les Caisses régionales ont consenti une garantie au bénéfice des tiers créanciers de Crédit Agricole S.A., solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

Note 1.2 Relations internes au Crédit Agricole

Mécanismes financiers internes

L'appartenance de la Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest au réseau du Crédit Agricole se traduit en outre par l'adhésion à un système de relations financières dont les règles de fonctionnement sont les suivantes :

☐ Comptes ordinaires des Caisses régionales

Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB, qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe.

☐ Comptes d'épargne à régime spécial

Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable et solidaire, compte et plan épargne logement, livret épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Comptes créditeurs de la clientèle ».

☐ Comptes et avances à terme

Les ressources d'épargne non réglementées (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc....) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

50% des ressources d'épargne collectées par les Caisses régionales leur sont restituées sous forme d'avances, dites « avances miroirs » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), dont elles ont la libre disposition. Depuis le 1er janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances miroirs) sont partagées entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de remplacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, les Caisses régionales peuvent être refinancées sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

☐ Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales

Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôts négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A. où ils sont enregistrés en comptes ordinaires dans la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit » (selon le sens du compte ordinaire ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB – Cf. ci-dessus) ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

☐ Opérations en devises

Le refinancement des activités en devises des Caisses régionales est réalisé auprès de Crédit Agricole S.A.

☐ Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A.

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Provisions et dettes subordonnées ».

Couverture des risques de liquidité et de solvabilité, et résolution bancaire

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 51131 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du CMF ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au réseau Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive (UE) 2014/59 (dite Bank Recovery and Resolution Directive « BRRD »), transposée en droit français par l'ordonnance 20151024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique. La directive (UE) 2017/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée par l'Ordonnance 20201636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de « point d'entrée unique élargi » (« *extended SPE* ») qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole S.A. et des entités affiliées. A ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existant au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elle considère que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la réglementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 61357.I du CMF). Ainsi, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le groupe Crédit Agricole, elles procéderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de Fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2 ^[1]. Ensuite, si les autorités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette ^[2], c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

[1] Articles L. 61348 et L. 613483 du CMF

[2] Articles L. 61355 et L. 613551 du CMF

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L 613555 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit être conscient qu'il existe donc un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 51131 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R 51218 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

Note 1.3 Événements significatifs relatifs à l'exercice 2024

Risque de crédit

Le calcul du montant des pertes attendues doit s'effectuer en prenant compte des conditions économiques politique et géopolitique.

Dans le contexte macroéconomique global, le Groupe a revu ses prévisions macroéconomiques prospectives (forward looking) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit.

La Caisse Régionale a décidé d'augmenter le stress de la filière Immobilier en la découpant en 2 sous-filières :

- une sous-filière « IMMOBILIER Marchands de bien, Promotion/Construction et partie Corporate d'Exploitation Investissements dégradé » pour laquelle un choc de dégradation des Stage 1 en Stage 2 est appliqué
- une sous-filière « IMMOBILIER hors Marchands de bien et Promotion/Construction » avec des chocs de PD et LGD (PD x 2 en structurel et conjoncturel + LGD sur le Retail x 1,3 en structurel et x 1,2 en conjoncturel)

En outre, elle a choisi de maintenir les stress de l'an passé sur les filières Agriculture et Résilience (9 secteurs les plus fragilisés par les crises successives : hôtellerie, restauration, tourisme, transport de voyageurs, commerce de détail non alimentaire, événementiel, salles de spectacle, culture, parcs d'attraction, sports, sous-traitance automobile).

Les provisions FLC et FLL s'élèvent à 76.4 M€ au 31/12/2024 contre 74.8 M€ au 31/12/2023.

FCT Crédit Agricole Habitat 2024

Au 31/12/2024, une nouvelle opération de titrisation (FCT Crédit Agricole Habitat 2024) a été réalisée au sein du groupe Crédit Agricole, portant sur les créances habitat des Caisses régionales et LCL, le 27 mars 2024. Cette transaction est pour partie un RMBS français auto-souscrit et pour le reste un RMBS français placé sur le marché.

Cette opération s'est traduite par une cession de prêts à l'habitat octroyés par les Caisses régionales et LCL au FCT Crédit Agricole Habitat 2024 pour un montant de 1,67 milliard d'euros.

Les Caisses régionales ont souscrit pour 166,7 millions d'euros de titres subordonnés et pour 750 millions d'euros de titres senior (émission auto-souscrite uniquement).

Pour l'émission placée sur le marché, les titres seniors adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès d'investisseurs (gestionnaires d'actifs (61%) et établissements de crédit (39%)) pour un montant de 750 M€.

Dans le cadre de cette titrisation, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Centre Ouest a cédé, à l'origine, des créances pour un montant de 12.7 millions d'euros au FCT Crédit Agricole Habitat 2024. Elle a souscrit pour 7 millions d'euros de titres dont 5.7 M€ de titre sénior et 1.3 M€ de titre subordonné (mis sur le marché).

Avances faites par les CR à SAS RLB au Trimestre 4 dans le cadre du projet RESEDA

Sur le même schéma, dans le cadre du projet RESEDA, une nouvelle opération de rachat d'actions Crédit Agricole SA a été lancée au cours du 2ème semestre 2023. La CRCO a ainsi financé la SAS RLB au travers d'une avance de 15.402K€ qui a été remboursée par capitalisation à hauteur de 14.785K€ et remboursement pour le restant soit 617K€ au cours du premier semestre 2024.

Remboursement au Trimestre 1 2024 de l'intégralité des encours TLTRO III résiduels au 31/12/2023.

Le TLTRO III (targeted longerterm refinancing operations) lancé en 2019 a permis un refinancement à taux négatif sur les exercices 2020 à 2022. L'encours pour la CR a alors atteint 929 M€ à son pic. La modification de la règle de calcul des intérêts du TLTRO fin 2022 a fait fortement remonter le coût de ce refinancement pour se rapprocher des taux de marché. « L'effet TLTRO » sur la MIG s'est donc estompé sur 2023 sous les effets conjugués de la baisse de l'encours (238 M€ au 31/12/2023 par suite des remboursements anticipés) et de la hausse de son taux moyen. Les dernières lignes du TLTRO III sont arrivées à échéance au 27 mars 2024.

Note 1.4

Événements postérieurs à l'exercice 2024

Néant

Note 2 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers de Crédit Agricole du Centre Ouest sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A., agissant en tant qu'organe central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du groupe Crédit Agricole.

Compte tenu de l'intégration de ses Caisses locales dans le périmètre de consolidation, la Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest publie des comptes individuels et des comptes consolidés.

La présentation des états financiers de Crédit Agricole du Centre Ouest est conforme aux dispositions du règlement ANC 201407 qui regroupe dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Note 2.1

Créances et engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par le règlement ANC 201407.

Elles sont ventilées selon leur durée résiduelle ou la nature des concours :

- Les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;

- Les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ; Les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

La rubrique clientèle inclut les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, opérations internes au Crédit Agricole, clientèle).

Les créances sur les établissements de crédits et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale y compris les intérêts courus non échus.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

En application du règlement ANC 201407, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les engagements par signature comptabilisés au hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

Le traitement comptable du risque de crédit est défini ci-après.

Les créances et les engagements par signature sont répartis entre les encours sains et douteux.

Créances saines

Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines ou dégradées, elles demeurent dans leur poste d'origine.

- Provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés

Crédit Agricole du Centre Ouest constate au titre des expositions de crédits des provisions au passif de son bilan pour couvrir les risques de crédit attendus sur les 12 mois à venir (expositions qualifiées de saines) et / ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).

Ces provisions sont déterminées dans le cadre d'un processus de suivi particulier et reposent sur des estimations traduisant le niveau de perte de crédit attendue.

- La notion de perte de crédit attendue « Expected Credit Loss » ou « ECL »

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

- Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres de provisionnement s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe Crédit Agricole est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de dépréciation des encours.

Le groupe Crédit Agricole s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et d'extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, sont retenues.

L'estimation des ECL intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Son appréciation s'appuie largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les *floors* qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut ("*Loss Given Default*" ou "LGD").

Les modalités de détermination de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : prêts et créances sur la clientèle et engagements par signature.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie ; et représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'exposition est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE (Taux d'Intérêt Effectif) déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'encours. Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui égale la somme des flux décaissés et encaissés au titre de l'émission ou de l'acquisition d'un crédit et la valeur actuelle des flux contractuels à recevoir de la contrepartie sur la durée de vie effective de cet encours.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que Crédit Agricole du Centre Ouest ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. La prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Les paramètres de provisionnement sont mesurés et mis à jour selon les méthodologies définies par le groupe Crédit Agricole et permettent ainsi d'établir un premier niveau de référence, ou socle partagé, de provisionnement. L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes permet d'apprécier le niveau d'un risque de crédit.

Le *backtesting* des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima annuellement.

Les données macroéconomiques prospectives (« *Forward Looking* ») sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- Au niveau du groupe Crédit Agricole dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du *Forward Looking* dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- Au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles. Crédit Agricole du Centre Ouest applique des paramètres complémentaires pour le *Forward Looking* sur des portefeuilles de prêts et créances sur la clientèle et d'engagement de financement et de garantie sains et dégradés pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe.

• Dégradation significative du risque de crédit

Crédit Agricole du Centre Ouest apprécie, pour chaque encours, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêt. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (expositions qualifiées de saines / expositions qualifiées de dégradées / expositions douteuses).

Le Stage 1 correspond à des ECL à 12 mois, le Stage 2 correspond à des ECL à maturité.

Afin d'apprécier la dégradation significative, le groupe Crédit Agricole prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- Un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;
- Un second niveau propre à chaque entité lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre des paramètres complémentaires pour le *Forward Looking* pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement d'encours sains à encours dégradés (basculé de portefeuille ou sous-portefeuille d'ECL à 12 mois à un ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque encours. Aucune contagion n'est requise pour le passage de sain à dégradé des encours d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les deux critères suivants :

1. Critère relatif

Pour apprécier le caractère significatif de la dégradation relative du risque de crédit, des seuils sont calibrés régulièrement en fonction des probabilités de défaut à maturité qui incluent l'information prospective en date de clôture et en date de comptabilisation initiale.

Ainsi, un instrument financier est classé en Stage 2 (ECL à maturité), si le ratio entre la probabilité de défaut de l'instrument en date de clôture d'une part et celle en date de comptabilisation initiale d'autre part est supérieur au seuil multiplicatif défini par le Groupe.

Ces seuils sont déterminés par portefeuille homogène d'instruments financiers en s'appuyant sur la segmentation du dispositif prudentiel de gestion des risques.

Le Groupe décline également systématiquement en Stage 2 dès lors que la probabilité de défaut à date est supérieure à 3 fois la probabilité de défaut à l'origine et si la probabilité de défaut à date est supérieure à 0,3%.

Ce critère en variation relative est complété par un critère en variation absolue de la probabilité de défaut de +30bp. Lorsque la probabilité de défaut à un an est inférieure 0,3%, le risque de crédit est considéré « non significatif ».

2. Critère absolu

Compte tenu des pratiques de gestion du risque de crédit du groupe Crédit Agricole, quand la probabilité de défaut à 1 an en date de clôture est supérieure à 15 % pour la clientèle de détail et 12 % pour la grande clientèle, la dégradation du risque est considérée comme significative et l'instrument financier classé en Stage 2.

Le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil de dégradation significative et de classement en Stage 2.

L'instrument financier est classé en Stage 2 en cas de restructuration en raison de difficultés financières.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en encours dégradé (Stage 2).

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (Stage 1).

Afin de suppléer le fait que certains facteur ou indicateur de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- Le type d'encours ;
- La note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- Le type de garantie ;
- La date de comptabilisation initiale ;
- La durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- Le secteur d'activité ;
- L'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- La valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- Le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur base de portefeuille homogène peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Les dotations et reprises des provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés sont inscrites en coût du risque.

Créances douteuses

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- L'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours est dit douteux lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur ses flux de trésorerie futurs estimés. Les événements qui suivent sont des données observables, indicatives d'un encours douteux :

- Des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- Un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- L'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- La probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- La disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- L'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Le caractère douteux d'un encours peut résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

Une contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation qui permet de valider que le débiteur

Parmi les encours douteux, Crédit Agricole du Centre Ouest distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

- Créances douteuses non compromises :

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

- Créances douteuses compromises :

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné et l'encours est porté à nouveau en encours sain.

• Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par Crédit Agricole du Centre Ouest par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Les pertes probables relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

• Traitement comptable des dépréciations

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non-recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque.

Conformément au règlement ANC 201407 le Groupe a fait le choix d'enregistrer en coût du risque les effets de désactualisations des dépréciations.

Passage en perte

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, Crédit Agricole du Centre Ouest le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Créances restructurées

Les créances restructurées pour difficultés financières sont des créances pour lesquelles l'entité a modifié les conditions contractuelles initiales (taux d'intérêt, maturité etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances.

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- Des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;

- Un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

Elles concernent les créances classées en douteuses et les créances saines, au moment de la restructuration.

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité ou des difficultés financières. Les créances renégociées sont décomptabilisées. La fraction restant à étaler des commissions reçues et des coûts marginaux de transaction est enregistrée dans le compte de résultat à la date de cette renégociation, dans la mesure où il est considéré qu'un nouvel encours a pris naissance.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- La valeur nominale du prêt ;

- Et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est comptabilisée en déduction de l'actif et dotée en coût du risque

Les crédits restructurés du fait de la situation financière du débiteur font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé.

Dès lors que l'opération de restructuration a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période d'observation à minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

Note 2.2 Portefeuille Titres

Les règles relatives à la comptabilisation du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe sont définies par les articles 23111 à 23911 ainsi que par les articles 22111 à 225113 du règlement ANC 201407.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, investissement, placement, activité de portefeuille, valeurs immobilisées, autres titres détenus à long terme, participation, parts dans les entreprises liées) en fonction de l'intention de gestion de l'entité et des caractéristiques de l'instrument au moment de la souscription du produit.

Titres de placement

Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits parmi les autres catégories de titres.

Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

Obligations et autres titres à revenu fixe

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ». Actions et autres titres à revenu variable

Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus des Organismes de Placements Collectifs sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi, lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêté) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens du règlement ANC 201407, prenant la forme d'achats ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

En outre, pour les titres à revenu fixe, des dépréciations destinées à prendre en compte le risque de contrepartie et comptabilisées en coût du risque, sont constituées sur cette catégorie de titres :

- S'il s'agit de titres cotés, sur la base de la valeur de marché qui tient intrinsèquement compte du risque de crédit. Cependant, si Crédit Agricole du Centre Ouest dispose d'informations particulières sur la situation financière de l'émetteur qui ne sont pas reflétées dans la valeur de marché, une dépréciation spécifique est constituée ;

- S'il s'agit de titres non cotés, la dépréciation est constituée de manière similaire à celle des créances sur la clientèle au regard des pertes probables avérées (Cf. note 2.1 Créances et engagements par signature – Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux).

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de même nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat.

Titres d'investissement

Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels Crédit Agricole du Centre Ouest dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition et coupons inclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie résiduelle du titre.

Il n'est pas constitué de dépréciation des titres d'investissement si leur valeur de marché est inférieure à leur prix de revient. En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre à l'émetteur du titre, une dépréciation est enregistrée dans la rubrique « Coût

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir conformément au règlement ANC 201407.

Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme

- Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.
- Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.
- Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

Prix de marché

Le prix de marché auquel sont évaluées, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

- Les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent,
- Si le marché sur lequel le titre est négocié n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, Crédit Agricole du Centre Ouest détermine la valeur probable de négociation du titre concerné en utilisant des techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, Crédit Agricole du Centre Ouest utilise des techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

Dates d'enregistrement

Crédit Agricole du Centre Ouest enregistre les titres classés en titres d'investissement à la date de règlement livraison. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés, sont enregistrés à la date de négociation.

Pensions livrées

Les titres donnés en pension livrée sont maintenus au bilan et le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension livrée ne sont pas inscrits au bilan mais le montant décaissé, représentatif de la créance sur le cédant, est enregistré à l'actif du bilan.

Les titres donnés en pension livrée font l'objet des traitements comptables correspondant à la catégorie de portefeuille dont ils sont issus. **Reclassement de titres**

Conformément au règlement ANC 201407, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

- Du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance,
- Du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

Crédit Agricole du Centre Ouest n'a pas opéré, en 2024, de reclassement au titre du règlement ANC 201407.

Crédit Agricole du Centre Ouest applique le règlement ANC 201403 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Elle applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée « en magasin ».

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

En cas de mali technique de fusion, celui-ci est comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté, en « Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières... ». Il est ensuite amorti puis déprécié et sorti du bilan, le cas échéant selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par Crédit Agricole du Centre Ouest, à la suite de l'application de la comptabilisation des immobilisations par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement doivent être adaptées à la nature de la construction et à sa localisation.

Consécutivement à l'emménagement dans le nouveau siège des Casseaux, la Caisse Régionale Centre Ouest a révisé les durées d'utilité de ses actifs immobiliers. Cette révision a été traitée comme un changement d'estimation conformément à l'article 112413 des normes comptables françaises du secteur bancaire, avec une application prospective.

Ainsi, à compte du 01/11/2024, la Caisse Régionale a allongé ses durées d'amortissements de 30 à 50 ans pour la construction, de 20 à 40 ans pour le second œuvre et de 8 à 15 ans pour le mobilier et l'agencement. Ce changement d'estimation a eu un impact en résultat pour 2024 de 0,4 m€.

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	30 à 50 ans
Second œuvre	8 à 40 ans
Installations techniques	5 à 15 ans
Agencements	5 à 15 ans
Matériel informatique	4 ans -dégressif
Matériel spécialisé	4 ans -dégressif

Enfin les éléments dont dispose la Caisse Régionale Centre Ouest sur la valeur de ses immobilisations lui permettent de conclure que des tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification de la base amortissable existante.

Note 2.4 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers

selon leur durée résiduelle ou la nature de ces dettes :

- Dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit,
- Comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole,
- Comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les comptes d'épargne à régime spécial sont présentés après compensation avec la créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations).

Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Note 2.5 Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire, titres de créances négociables, emprunts obligataires et autres titres de dettes, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif « Dettes subordonnées ».

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés, la charge correspondante est inscrite dans la rubrique « Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Les primes de remboursement et les primes d'émission des dettes représentées par des titres sont amorties selon la méthode de l'amortissement actuariel.

Crédit Agricole du Centre Ouest applique également la méthode d'étalement des frais d'emprunts dans ses comptes individuels.

Les commissions de services financiers versées aux Caisses régionales sont comptabilisées en charges dans la rubrique « Commissions (charges) ».

Note 2.6 Provisions

Crédit Agricole du Centre Ouest applique le règlement ANC 201403 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

Les provisions incluent également les risques pays. L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un examen trimestriel.

Les risques pays sont provisionnés après analyse des types d'opérations, de la durée des engagements, de leur nature (créances, titres, produits de marché) ainsi que de la qualité du pays.

Crédit Agricole du Centre Ouest a partiellement couvert les provisions constituées sur ces créances libellées en monnaies étrangères par achat de devises pour limiter l'incidence de la variation des cours de change sur le niveau de provisionnement.

La provision pour risque de déséquilibre du contrat épargne logement est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- le comportement des souscripteurs, ainsi que l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur. Ces estimations sont établies à partir d'observations historiques de longue période.
- la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

Les modalités de calcul de cette provision sont établies en conformité avec le Titre 6 Epargne réglementée du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 201407.

Provision pour risques sur GIE d'investissement

Afin de donner une image fidèle de ses comptes, Crédit Agricole du Centre Ouest constitue une provision spécifique pour pertes et charges dans le but de compenser l'incidence temporaire sur la charge d'impôt et sur le résultat net, de la participation de Crédit Agricole du Centre Ouest à certains GIE réalisant des opérations de financement par crédit-bail ou des opérations particulières. Cette provision d'exploitation sera reprise au fur et à mesure des suppléments d'impôts que devra acquitter Crédit Agricole du Centre Ouest au cours des exercices ultérieurs, de manière à neutraliser l'impact de ces opérations sur le résultat net.

Note 2.7 Fonds pour risques bancaires généraux (F.R.B.G.)

Les fonds pour risques bancaires généraux sont constitués par Crédit Agricole du Centre Ouest à la discrétion de ses dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

Ils sont repris pour couvrir la concrétisation de ces risques en cours d'exercice.

Note 2.8

Opérations sur les Instruments financiers à terme et conditionnels

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement ANC 201407.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

Opérations de couverture

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 25221 du règlement ANC 201407) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de Crédit Agricole S.A. (catégorie « c » article 25221 du règlement ANC 201407) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s – Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Opérations de marché

Les opérations de marché regroupent :

- Les positions ouvertes isolées (catégorie « a » de l'article 25221 du règlement ANC 201407),
- La gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (catégorie « d » de l'article 2522 du règlement ANC 201407).

Elles sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

Celle-ci est déterminée à partir des prix de marché disponibles, s'il existe un marché actif, ou à l'aide de méthodologies et de modèles de valorisation internes, en l'absence de marché actif.

Pour les instruments :

- En position ouverte isolée négociés sur des marchés organisés ou assimilés, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé ;
- En position ouverte isolée négociés sur des marchés de gré à gré, les charges et produits sont inscrits en résultat prorata temporis. De plus, seules les pertes latentes éventuelles sont constatées via une provision. Les plus et moins-values réalisées sont comptabilisées en résultat au moment du dénouement ;
- Faisant partie d'un portefeuille de transaction, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé.

Risque de contrepartie sur les dérivés

Conformément au règlement ANC 201407, Crédit Agricole du Centre Ouest intègre l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs dans la valeur de marché des dérivés. A ce titre, seuls les dérivés comptabilisés en position ouverte isolée et en portefeuille de transaction (respectivement les dérivés classés selon les catégories a et d de l'article 25221 du règlement précité) font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie sur les dérivés actifs. (CVA *Credit Valuation Adjustment*).

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue de Crédit Agricole du Centre Ouest.

Le calcul du CVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables.

Elle repose :

- Prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS (Credit Default Swap) nominatifs cotés (ou CDS Single Name) ou les CDS indiciels ;
- En l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie, d'une approximation fondée sur la base d'un panier de CDS S/N de contreparties du même rating, opérant dans le même secteur et localisées dans la même région.

Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

Note 2.9

Opérations en devises

A chaque arrêté, les créances et les dettes ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors bilan libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date d'arrêté.

Les produits perçus et les charges payées sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture.

A chaque arrêté, les opérations de change à terme sont évaluées au cours à terme restant à courir de la devise concernée. Les gains ou les pertes constatés sont portés au compte de résultat sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de négociation Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés ».

Dans le cadre de l'application du règlement ANC 201407, Crédit Agricole du Centre Ouest a mis en place une comptabilité multidevises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque.

Note 2.10 Engagements hors bilan

Le hors bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour Crédit Agricole du Centre Ouest.

Le hors bilan publiable ne fait mention ni des engagements sur instruments financiers à terme, ni des opérations de change. De même, il ne comporte pas les engagements reçus concernant les Bons du Trésor, les valeurs assimilées et les autres valeurs données en garantie.

Note 2.11 Participation des salariés aux fruits de l'expansion et intéressement

La participation des salariés aux fruits de l'expansion est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né.

L'intéressement est couvert par l'accord 126 du 28 juin 2023, pour les années 2023, 2024 et 2025.

La participation et l'intéressement figurent dans les « Frais de personnel ».

Note 2.12 Avantages au personnel postérieurs à l'emploi

Engagements en matière de retraite, de préretraite et d'indemnités de fin de carrière – régimes à prestations définies

Crédit Agricole du Centre Ouest a appliqué la recommandation 201302 de l'Autorité des normes comptables relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans le règlement ANC 201403.

Cette recommandation a été modifiée par l'ANC le 5 novembre 2021. Elle permet, pour les régimes à prestations définies conditionnant l'octroi d'une prestation à la fois en fonction de l'ancienneté, pour un montant maximal plafonné et au fait qu'un membre du personnel soit employé par l'entité lorsqu'il atteint l'âge de la retraite, de déterminer la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de :

- Soit la date de prise de service du membre du personnel ;
- Soit la date à partir de laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation.

En application de ce règlement, Crédit Agricole du Centre Ouest provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des Unités de Crédits Projétés. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Depuis 2021, Crédit Agricole du Centre Ouest applique la détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date à laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation (i.e. convergence avec la décision IFRS IC d'avril 2021 portant sur IAS 19).

Pour l'exercice 2024, Crédit Agricole du Centre Ouest maintient sa méthode historique de détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date de prise de service du membre du personnel.

Crédit Agricole du Centre Ouest a opté pour la méthode 2 qui prévoit notamment la comptabilisation des profits ou pertes constatés au titre des modifications des régimes à prestations définies au moment où se produit la réduction ou la liquidation.

Le règlement autorise également la comptabilisation des écarts actuariels selon la méthode du corridor ou selon toute autre méthode conduisant à les comptabiliser plus rapidement en résultat.

Crédit Agricole du Centre Ouest a fait le choix de comptabiliser les écarts actuariels immédiatement en résultat, par conséquent le montant de la provision est égal à :

- La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par le règlement,
- Diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs du régime. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Plans de retraite – régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes

indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, Crédit Agricole du Centre Ouest n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé. Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en « Frais de personnel ».

Note 2.13 Charges et produits exceptionnels

Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes de Crédit Agricole du Centre Ouest.

Note 2.14 Impôt sur les bénéfices (charge fiscale)

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre la contribution sociale sur les bénéfices.

Les revenus de créances et de portefeuilles titres sont comptabilisés nets de crédits d'impôts.

Crédit Agricole du Centre Ouest a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, Crédit Agricole du Centre Ouest constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle est redevable au titre de cette convention fiscale.

Note 3 CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

-En milliers d'euros	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Établissements de crédit Comptes et prêts :								
à vue	13 096				13 096	102	13 198	5 333
à terme - 1	6 940			32 860	39 800	25	39 825	29 103
Valeurs reçues en pension								
Titres reçus en pension livrée								
Prêts subordonnés								
Total	20 036			32 860	52 896	127	53 023	34 436
Dépréciations								
VALEUR NETTE AU BILAN							53 023	34 436
Opérations internes au Crédit								
Agricole	181 091				181 091		181 091	258 604
Comptes ordinaires								
Comptes et avances à terme	20 121	29 074	834 457	54 591	938 243	4 320	942 563	690 324
Titres reçus en pension livrée								
Prêts subordonnés								
Total	201 212	29 074	834 457	54 591	1 119 334	4 320	1 123 654	948 928
Dépréciations								
VALEUR NETTE AU BILAN							1 123 654	948 928
TOTAL							1 176 677	983 364

(1) La créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations) est présentée en déduction des comptes d'épargne à régime spécial présentés au passif du bilan.

Commentaires :

Opérations internes au Crédit Agricole : en matière de comptes et avances à terme, cette rubrique enregistre les placements monétaires réalisés par la Caisse régionale auprès de Crédit Agricole S.A. dans le cadre des Relations Financières Internes.

Note 4 OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

Note 4.1 Opérations avec la clientèle analyse par durée résiduelle

-En milliers d'euros	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Créances commerciales	6 380	174			6 554		6 554	3 809

vendredi 24 octobre 2025		BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES						Bulletin n° 128	
Autres concours à la clientèle	369 442	708 488	2 510 924	4 027 023	7 615 877	24 655	7 640 532	7 758 332	
Valeurs reçues en pension livrée									
Comptes ordinaires débiteurs	24 654				24 654	428	25 082	21 532	
Dépréciations							-77 509	-79 829	
VALEUR NETTE AU BILAN							7 594 659	7 703 844	

Les prêts subordonnés et participatifs consentis à la clientèle s'élèvent à 1 255 milliers d'euros.

Parmi les créances sur la clientèle 694 436 milliers d'euros sont éligibles au refinancement de la banque centrale au 31 décembre 2024 contre 1 144 291 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Le montant des créances restructurées pour difficultés financières inscrites en encours douteux au moment de la restructuration s'élève à 22 580 milliers au 31 décembre 2024 d'euros contre 22 926 milliers d'euros au 31 décembre 2023. Elles conservent la qualification de « créances restructurées » jusqu'à la fin de leur vie.

Note 4.2 Opérations avec la clientèle Analyse par zone géographique

	31/12/2024	31/12/2023
-En milliers d'euros		
France -y compris DROMCOM	7 605 423	7 725 397
Autres pays de l'U.E.	21 695	14 540
Autres pays d'Europe	10 184	10 625
Amérique du Nord	2 027	2 057
Amérique Centrale et du Sud	394	463
Afrique et Moyen-Orient	4 823	5 091
Asie et Océanie -hors Japon	2 539	2 838
Japon		
Non ventilés et organismes internationaux		
Total en principal	7 647 085	7 761 011
Créances rattachées	25 083	22 662
Dépréciations	-77 509	-79 829
VALEUR NETTE AU BILAN	7 594 659	7 703 844

Note 4.3 Opérations avec la clientèle Encours douteux et dépréciations par zone géographique

	31/12/2024					31/12/2023				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis
-En milliers d'euros										
France -y compris DROMCOM	7 630 450	153 294	83 891	-77 509	-53 835	7 748 015	141 305	79 823	-79 829	-58 171
Autres pays de l'U.E.	21 730	155	153			14 563	146	146		
Autres pays d'Europe	10 195	137	79			10 638	103	101		
Amérique du Nord	2 031					2 059	1			
Amérique Centrale et du Sud	394					463				
Afrique et Moyen-Orient	4 826					5 095				
Asie et Océanie -hors Japon	2 542					2 840				
Japon										
Non ventilés et organismes internationaux										
TOTAL	7 672 168	153 586	84 123	-77 509	-53 835	7 783 673	141 555	80 070	-79 829	-58 171

Note 4.4 Opérations avec la clientèle Analyse par agents économiques

	31/12/2024					31/12/2023				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis
-En milliers d'euros										
Particuliers	3 974 950	39 010	16 599	-15 817	-8 494	4 031 355	34 276	15 223	-16 123	-8 934
Agriculteurs	1 040 719	33 995	17 916	-18 342	-12 426	1 014 508	27 651	16 415	-17 933	-12 069
Autres professionnels	731 555	33 811	21 485	-17 511	-13 396	744 830	33 136	18 787	-17 553	-13 256
Clientèle financière	166 334	4 581	3 885	-2 800	-2 289	172 153	8 308	7 243	-6 223	-6 057
Entreprises	1 386 634	42 013	24 071	-22 902	-17 102	1 394 031	37 988	22 210	-21 849	-17 711
Collectivités publiques	331 360					383 207				
Autres agents économiques	40 616	176	167	-137	-128	43 589	196	192	-148	-144
TOTAL	7 672 168	153 586	84 123	-77 509	-53 835	7 783 673	141 555	80 070	-79 829	-58 171

Note 5 TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT, D'INVESTISSEMENT ET TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE

	31/12/2024					31/12/2023
	Transaction	Placement	Titres de l'activité de portefeuille	Investissement	Total	Total
-En milliers d'euros						
Effets publics et valeurs assimilées :				15 566	15 566	25 872
dont surcote restant à amortir						
dont décote restant à amortir						
Créances rattachées				106	106	241
Dépréciations						
VALEUR NETTE AU BILAN				15 672	15 672	26 113
Obligations et autres titres à revenu fixe -1 :						
Emis par organismes publics				144 446	144 446	121 123
Autres émetteurs		200		232 996	233 196	242 312
dont surcote restant à amortir						
dont décote restant à amortir						
Créances rattachées				2 249	2 249	2 021
Dépréciations		-6			-6	-37
VALEUR NETTE AU BILAN		194		379 691	379 885	365 419
Actions et autres titres à revenu variable		137 225			137 225	97 750
Créances rattachées						
Dépréciations		-3 340			-3 340	-2 274
VALEUR NETTE AU BILAN		133 885			133 885	95 476
TOTAL		134 079		395 363	529 442	487 008
Valeurs estimatives		141 218		369 165	510 383	463 123

(1) dont 4 900 milliers d'euros de titres subordonnés (hors créances rattachées) au 31 décembre 2024 et 3 600 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Valeurs estimatives :

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres de placement s'élève à 7 139 milliers d'euros au 31 décembre 2024, contre 4 271 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

La valeur estimative des titres de placement correspond au dernier cours de bourse.

La valeur estimative des titres de l'activité de portefeuille est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention (pour les sociétés cotées, il s'agit généralement de la moyenne des cours de bourse constatée sur une période suffisamment longue tenant compte de l'horizon de détention).

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à 881 milliers d'euros au 31 décembre 2024, contre 1 341 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

La valeur estimée des moins-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à 24 724 milliers d'euros au 31 décembre 2024, contre 27 234 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

-En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Administration et banques centrales -y compris Etats	43 896	53 979
Etablissements de crédit	100 882	100 369
Clientèle financière	139 282	92 132
Collectivités locales	100 549	67 144
Entreprises, assurances et autres clientèles	130 258	147 561
Divers et non ventilés		
Total en principal	514 867	461 185
Créances rattachées	2 249	2 021
Dépréciations	-3 346	-2 311
VALEUR NETTE AU BILAN	513 770	460 895

Note 5.2

Ventilation des titres cotés et non cotés à revenu fixe ou variable

-En milliers d'euros	31/12/2024				31/12/2023			
	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total
Titres à revenu fixe ou variable	377 642	15 566	137 225	530 433	363 435	25 872	97 750	487 057
dont titres cotés	372 742	15 566		388 308	359 835	25 872		385 707
dont titres non cotés -1	4 900		137 225	142 125	3 600		97 750	101 350
Créances rattachées	2 249	106		2 355	2 021	241		2 262
Dépréciations	-6		-3 340	-3 346	-37		-2 274	-2 311
VALEUR NETTE AU BILAN	379 885	15 672	133 885	529 442	365 419	26 113	95 476	487 008

(1) La répartition des parts d'OPC est la suivante :

- OPC français 117 294 milliers d'euros (dont OPC français de capitalisation 83 923 milliers d'euros)
- OPC étrangers 14 874 milliers d'euros (dont OPC étrangers de capitalisation 14 693 milliers d'euros)

Les OPC figurent à l'actif du bilan pour 132 168 milliers d'euros. Leur valeur estimative au 31 décembre 2024 s'élève à 139 309 d'euros.

La répartition de l'ensemble des OPC par nature est la suivante au 31 décembre 2024 :

-En milliers d'euros	Valeur d'inventaire		Valeur liquidative
OPC monétaires	40 005		40 048
OPC obligataires	53 159		57 466
OPC actions			
OPC autres	39 004		41 795
TOTAL	132 168		139 309

Note 5.3 Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par durée résiduelle

-En milliers d'euros	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total

Obligations et autres titres à revenu fixe Valeur Brute	9 999	14 925	139 629	213 089	377 642	2 249	379 891	365 456
Dépréciations							-6	-37
VALEUR NETTE AU BILAN	9 999	14 925	139 629	213 089	377 642	2 249	379 885	365 419
Effets publics et valeurs assimilées Valeur Brute		5 141	10 425		15 566	106	15 672	26 113
Dépréciations								
VALEUR NETTE AU BILAN		5 141	10 425		15 566	106	15 672	26 113

Note 5.4

Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par zone géographique

	31/12/2024	31/12/2023		
	Encours bruts	Dont Encours douteux	Encours bruts	Dont Encours douteux
<i>-En milliers d'euros</i>				
France -y compris DROMCOM	218 379		229 293	
Autres pays de l'U.E.	169 835		155 022	
Autres pays d'Europe				
Amérique du Nord	4 994		4 992	
Amérique Centrale et du Sud				
Afrique et Moyen-Orient				
Asie et Océanie -hors Japon				
Japon				
Total en principal	393 208		389 307	
Créances rattachées	2 355		2 262	
Dépréciations	-6		-37	
VALEUR NETTE AU BILAN	395 557		391 532	

Note 6 TITRES DE PARTICIPATION ET DE FILIALES

INFORMATIONS FINANCIERES	Capital	Capitaux propres	Capitaux propres autres que le capital	Quotepart de capital détenue -en %	Valeurs comptables Brutes	Valeurs comptables Nettes	PNB ou CA hors HT du dernier exercice écoulé	Résultats - du dernier exercice clos -1	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
<i>-en millier d'euros -2</i>									
Participations dont la valeur d'inventaire excède 1% du capital de Crédit Agricole Centre Ouest									
<i>Parts dans les entreprises liées</i>									
29 BD DE VANTEAUX	2 145	2 300	155	98,58%	2 114	2 114	350	155	153
CENTRE OUEST EXPANSION	5 000	4 807	193	100,00%	5 000	4 807		321	
SARL CENTRE PIERRE INVESTISSEMENT	59	41	18	100%	5 000	5 000	77	3	
<i>Participations dans des établissements de crédit :</i>									
RUE LA BOETIE	3 073 326	21 589 050	18 515 724	1,55%	347 862	347 862		1 895 511	30 556
SACAM AVENIR	277 663	277 424	239	1,43%	5 314	3 952		49	
SAS SACAM DEVELOPPEMENT	725 471	836 753	111 282	1,56%	11 420	11 420		72 131	608
SACAM INTERNATIONAL	469 221	575 841	106 620	1,55%	13 969	10 905		90 492	419
SACAM MUTUALISATION	18 556 577	18 568 379	11 802	1,34%	248 341	248 341		262 902	3 437
ESTEY -SIGMA 52	22 053	22 053		0,78%	173	173			
<i>Autres titres de participations :</i>									
SACAM IMMOBILIER	173 273	187 787	14 514	1,71%	3 102	3 102		4 447	41
SACAM FIRECA	69 334	52 949	16 385	1,23%	1 287	649		4 586	

SACAM PARTICIPATIONS	62 558	87 495	24 938	1,69%	1 225	1 225	163	2 749	
SACAM TRANSITION ENERGIES	400 193	400 193		1,26%	5 052	5 052			
C2MS	53 053	65 531	12 477	2,21%	1 980	1 980		2 962	45
SAS DELTA	79 550	77 727	1 823	1,34%	1 069	1 069		34	
SAS GRANDS CRUS INVESTISSEMENTS	44 993	75 143	30 151	1,18%	1 000	1 000		954	
CA TRANSITIONS A	154 080	153 900	181	0,63%	1 000	1 000		4 399	
CA INNOVATIONS & TERRITOIRES	53 136	41 903	11 233	1,36%	723	632		7 187	
CREDIT AGRICOLE REGIONS DEVELOPPEMENT	214 706	368 188	153 482	0,29%	799	799	27	16 963	174
CREDIT AGRICOLE CAPITAL PME	52 665	73 978	21 313	7,51%	4 233	4 233		12 548	894
CREDIT AGRICOLE CAPITAL PME 2	100 000	98 039	1 961	6,00%	6 000	6 000		2 046	
LIMOGES BIOMASSE ENERGIE SAS	2 475	3 920	1 445	39,50%	978	978	9 086	964	485
Participations dont la valeur d'inventaire est inférieure à 1% du capital de Crédit Agricole Centre Ouest									
<i>Autres parts dans les entreprises liées -ensemble :</i>									
CACO IMMOBILIER	37	164	201	100,00%	37	37	328	39	
SCI PATRIMOINE PIERRE	742	764	21	100%	314	314	90	21	21
SCI SAINT LUC INVESTISSEMENT	8	93	101	100%	8	8	39	101	
<i>Autres titres de participation -ensemble :</i>									
LIMOUSIN PARTICIPATION	9 343	7 333	2 009	5,01%	523	368		1 432	
SCALIS	14 869	145 946	131 077	0,52%	13	13	60 370	1 280	
CA PROTECTION SECURITE	511	43 878	43 367	0,81%	487	377	13 881	1 077	
GOLF DE CELICROUX SCI				0,46%	5	3			
SEM AEROPORT DE CHATEAUROUX	2 250	1 580	670	4,80%	108	76	4	33	
SACAM NEOPRO	45 169	45 145	24	1,26%	569	568		15	
SNC CREDIT AGRICOLE TITRE	15 245	68 686	53 441	0,65%	33	33		6 750	34
SAFER DU CENTRE	947	12 124	11 177	3,54%	32	32	16 249	611	
SAS MIROMESNIL	38	26	12	1,55%	1	1		2	
SAS SEGRUR	38	28	11	1,55%	1	1		2	
SEPAI	15	532	517	10,00%	2	2	95	37	
SACAM ASSURANCE CAUTION	13 713	38 938	25 225	1,48%	491	491		3 555	51
SCI CAM	14 563	45 275	30 712	1,57%	227	227	3 584	792	
SIRCA	7	1 277	1 269	2,04%	0	0	178 513	1 269	5
SEM ENERGIES RENOUVELABLES	3 100	4 575	1 475	9,68%	300	300	5 311	803	74
TAVERNE DU LION D'OR	191	191		30,00%	57	57	51	30	20
STE EQUIPEMENT DU LIMOUSIN SEL	1 976	27 725	25 749	6,15%	375	375	13 546	845	
FIRECA EXPERIMENTATIONS -EX CAINNOVE	55 241	53 233	2 009	0,60%	381	317	282	219	
CARCIE	3 000	3 267	267	17,00%	510	510	1 090	54	
CARVEST	300	2 441	2 141	5,00%	21	21	6 260	1 243	60
SAS TERRA ENERGIES	8 226	8 553	327	1,34%	200	195	938	497	2
CA PAIEMENT SERVICES -CAPS	49 027	151 026	102 000	0,86%	420	420	431 159	27 771	
CENTRE CAPITAL DEVELOPPEMENT	11 362	17 427	6 065	0,53%	60	60		329	
CACHEQUES SAS	3 360	3 522	162	2,38%	80	80	24 396		
CREDIT AGRICOLE ASSURANCES SOLUTIONS	13 692	30 467	16 776	0,00%	0		571 695	475	
CA TECHNOLOGIES & SERVICES	6	2 330	2 324	2,56%	0	0	954 830	1 044	20
SAS VILLAGE BY CA CHATEAUROUX	100	36	136	100,00%	100	100	331	31	
CA LOGEMENT ET TERRITOIRES	8 600	8 507	93	3,20%	275	275		30	
SEML ELINA	4 760	3 725	1 035	2,68%	188	147	398	133	
SAFER NOUVELLE AQUITAINE	4 143	38 990	34 847	1,67%	69	69	55 259	928	
GIE CA eDEVELOPEMENT	2 025	2 025		1,29%	26	26	20 384		
DOXIO /COFILMO	488	5 883	5 395	1,13%	96	96	9 416	648	
CEINTURE VERTE DES TERROIRS DE HAUTE VIENNE	342	1 096	754	23,90%	50	50	2	2	
EDOKIAL	661	38 748	38 087	0,66%	595	595	60 346	4 196	
CREDIT AGRICOLE REGIONS DETTE PRIVEE	5 000	5 000		6,00%	300	300			
ENR CENTRE 1 -SAS	600	600		12,25%	74	74			

ENR CENTRE 2 -SAS	670	670		12,25%	82	82			
SAS SOLEO DEVELOPPEMENT	4 500	4 631	131	1,11%	50	50		120	
SOCIETE D'EDITIONS PERIGORD LIMOUSIN -SEH SCIC	32	766	734	10,90%	6	6	1 010	4	
ARIANE 6 n°8M	0	0	0		900				
CACO IMMOBILIER AVANCE	0	0	0		515				
SAINT LUC INVESTISSEMENT AVANCE	0	0	0		728				
CENTRE PIERRE INVESTISSEMENT AVANCE	0	0	0		1 690				
SAS VILLAGE BY CA AVANCE	0	0	0		375				
SACAM DEVELOPP IERE CONV 07/2003	0	0	0		3 528				
SACAM DEVELOP 2EME CONV 01/2009	0	0	0		1 813				
GIE IFCAM	0	0	0		44				
INPAQ INVESTISSEMENT	0	0	0		8				
AVANCE TAVERNE LION D'OR	0	0	0		5				
FI VENTURE	105 847	137 922	32 076	0,07%	55	55		1 535	
F/I VENTURE II	83 046	79 075	3 971	1,75%	553	481		3 971	
FPCI AMBITION AGRIAGRO INVESTISSEMENT Parts A	42 257	40 133	2 124	0,03%	333	326		1 939	
FONDS DEVELOPPEMENT FILIERE BOIS	25 050	671	24 379	2,04%	500	482			
SLP AAP Parts B1 Compartiment Support	353 360	332 752	20 609	0,55%	193	193	4 156	13 310	
SLP AAP Parts B2 Compartiment Plateforme	280 059	243 464	36 595	0,55%	250	244	2 022	10 848	
FPCI CA AMBITION AGRIOAGRO TECH	58 228	1 347	56 881	0,85%	500	500			
TOTAL PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES ET PARTICIPATIONS					686 794	671 327	2 445 736	2 349 893	37 100
(1) L'information "résultat du dernier exercice" concerne le résultat de l'exercice antérieur									
(2) Le tableau comprend les informations financières des parts dans les entreprises liées, des titres de participations et des autres immobilisations financières									

Valeur estimative des titres de participation

	31/12/2024		31/12/2023	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
<i>-En milliers d'euros</i>				
Parts dans les entreprises liées				
Titres non cotés	12 573	12 380	5 489	6 355
Titres cotés				
Avances consolidables	3 308	3 308	5 555	4 316
Créances rattachées				
Dépréciations	-193		-1 239	
VALEUR NETTE AU BILAN	15 688	15 688	9 805	10 671
Titres de participation et autres titres détenus à long terme				
Titres de participation				
Titres non cotés	659 709	1 054 887	639 894	975 003
Titres cotés				
Avances consolidables	6 290	6 290	21 702	21 702
Créances rattachées	76	76	180	180
Dépréciations	-5 474		-6 870	
Sous-total titres de participation	660 601	1 061 253	654 906	996 885
Autres titres détenus à long terme				
Titres non cotés	9 575	9 920	9 049	9 553
Titres cotés				
Avances consolidables	8	8	9	9
Créances rattachées				
Dépréciations	-194		-49	

Sous-total autres titres détenus à long terme	9 389	9 928	9 009	9 562
VALEUR NETTE AU BILAN	669 990	1 071 181	663 915	1 006 447
TOTAL DES TITRES DE PARTICIPATION	685 678	1 086 869	673 720	1 017 118

	31/12/2024		31/12/2023	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
-En milliers d'euros				
Total valeurs brutes				
Titres non cotés	681 857		654 432	
Titres cotés				
TOTAL	681 857		654 432	

Les valeurs estimatives sont déterminées d'après la valeur d'utilité des titres ; celle-ci n'est pas nécessairement la valeur de marché.

Note 7 VARIATION DE L'ACTIF IMMOBILISE

Immobilisations financières

	01/01/2024	Augmentations -acquisitions	Diminutions -cessions, échéance	Autres mouvements -1	31/12/2024
-En milliers d'euros					
Parts dans les entreprises liées Valeurs brutes					
	5 489	7 084			12 573
Avances consolidables	5 555	1 870	-4 117		3 308
Créances rattachées					
Dépréciations	-1 239	-193	1 239		-193
VALEUR NETTE AU BILAN	9 805	8 761	-2 878		15 688
Titres de participation et autres titres détenus à long terme					
Titres de participation					
Valeurs brutes	639 894	20 534	-719		659 709
Avances consolidables	21 702		-15 412		6 290
Créances rattachées	180		-104		76
Dépréciations	-6 870	-146	1 542		-5 474
Sous-total titres de participation	654 906	20 388	-14 693		660 601
Autres titres détenus à long terme Valeurs brutes	9 049	587	-61		9 575
Avances consolidables	9		-1		8
Créances rattachées					
Dépréciations	-49	-145			-194
Sous-total autres titres détenus à long terme	9 009	442	-62		9 389
VALEUR NETTE AU BILAN	663 915	20 830	-14 755		669 990
TOTAL	673 720	29 591	-17 633		685 678

(1) La rubrique "Autres mouvements" présente notamment l'effet des variations de cours de change sur la valeur des actifs immobilisés en devises.

Immobilisations corporelles et incorporelles

	01/01/2024	Augmentations -acquisitions	Diminutions -cessions, échéance	Autres mouvements -1	31/12/2024
-En milliers d'euros					
Immobilisations corporelles Valeurs brutes	159 511	60 647	-52 683		167 475

Amortissements et dépréciations	-66 391	-6 789	5 635	-67 545
Mali technique de fusion sur immobilisations corporelles				
Valeurs brutes				
Amortissements et dépréciations				
VALEUR NETTE AU BILAN	93 120	53 858	-47 048	99 930
Immobilisations incorporelles Valeurs brutes				
	2 281	11	-54	2 238
Amortissements et dépréciations	-561	-19	53	-527
Mali technique de fusion sur immobilisations incorporelles				
Valeurs brutes				
Amortissements et dépréciations				
VALEUR NETTE AU BILAN	1 720	-8	-1	1 711
TOTAL	94 840	53 850	-47 049	101 641

(1) La rubrique "Autres mouvements" présente notamment l'effet des variations de cours de change sur la valeur des actifs immobilisés en devises.

Commentaires sur les immobilisations incorporelles et corporelles :

« Pour le siège de Limoges, 44 837 milliers d'euros d'immobilisations en cours ont été mis en service au 29/04/2024, entraînant une augmentation des immobilisations corporelles de 8 788 milliers d'euros. »

Note 8 COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS

-En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Autres actifs -1		
Instruments conditionnels achetés	45	239
Comptes de stock et emplois divers	246	478
Débiteurs divers -1	81 181	69 254
Gestion collective des titres Livret de développement durable		
Comptes de règlement	9	6
VALEUR NETTE AU BILAN	81 481	69 977
Comptes de régularisation		
Comptes d'encaissement et de transfert	10 768	28 491
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	88	20
Pertes latentes et pertes à étaler sur instruments financiers	805	524
Charges constatées d'avance	600	775
Produits à recevoir sur engagements sur instruments financiers à terme	5 916	7 163
Autres produits à recevoir	35 397	40 829
Charges à répartir		
Autres comptes de régularisation	620	646
VALEUR NETTE AU BILAN	54 194	78 448
TOTAL	135 675	148 425

- (1) Les montants incluent les créances rattachées.
- (2) dont 1 991 milliers d'euros au titre du dépôt de garantie constitué au bénéfice du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2024 contre 1 960 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Pour rappel, le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière a été complété par la directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 (Directive relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances) établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. Le dispositif de financement du mécanisme de résolution est institué par le règlement européen UE n° 806/2014 du 15 juillet 2014 pour les établissements assujettis.

Le dépôt de garantie correspond aux garanties pour les établissements ayant eu recours aux engagements de paiement irrévocables visés à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 prévoyant que ces engagements ne dépassent pas 30 % du montant total des contributions perçues conformément à ce même article).

Au titre de l'exercice 2024, le montant de la contribution sous forme d'engagements irrévocables de paiement s'élève à 3 984 milliers d'euros ; le montant versé sous forme de cotisation s'élève à 107 milliers d'euros en Charges générales d'exploitation (Cf. note 35 des présents états financiers).

Conformément au règlement d'Exécution UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, lorsqu'une mesure de résolution fait intervenir le Fonds conformément à l'article 76 du règlement (UE) n° 806/2014, le CRU appelle tout ou partie des engagements de paiement irrévocables, effectués conformément au règlement (UE) n° 806/2014, afin de rétablir la part des engagements de paiement irrévocables dans les moyens financiers disponibles du Fonds fixés par le CRU dans la limite du plafond fixé à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 susmentionné.

Les garanties dont sont assortis ces engagements seront restituées conformément à l'article 3 du règlement UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, une fois que le Fonds reçoit dûment la contribution liée aux engagements de paiement irrévocables qui ont été appelés. Le Groupe ne s'attend pas à ce qu'une mesure de résolution nécessitant un appel complémentaire pour le Groupe, dans le cadre du dispositif susmentionné, intervienne en zone euro dans un horizon prévisible ; ni à une perte ou un retrait de son agrément bancaire.

Par ailleurs, ce dépôt de garantie classé en débiteur divers, à l'actif de l'établissement, sans changement par rapport aux exercices précédents, est rémunéré conformément à l'accord concernant l'engagement de paiement irrévocable et le dispositif de garantie contracté entre le Groupe et le Conseil de Résolution Unique. Celui-ci s'élève à 70 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 57 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

(3) Les produits à recevoir sur créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations) sont présentés en déduction des dettes rattachées sur comptes d'épargne à régime spécial au passif du bilan.

Note 9 DEPRECIATIONS INSCRITES EN DEDUCTION DE L'ACTIF

-En milliers d'euros	Solde au 01/01/2024	Dotations	Reprises utilisations	Désactualisation	Autres mouvements	Solde au 31/12/2024
Sur opérations interbancaires et assimilées						
Sur créances clientèle	79 829	24 061	-25 306	-1 075		77 509
Sur opérations sur titres	2 311	1 625	-590			3 346
Sur valeurs immobilisées	8 158	484	-2 781			5 861
Sur autres actifs	23	44	-9			58
TOTAL	90 321	26 214	-28 686	-1 075		86 774

Note 10 DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

-En milliers d'euros	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Établissements de crédit Comptes et emprunts :								
à vue	3 961				3 961		3 961	7 388
à terme				32 970	32 970	157	33 127	21 755
Valeurs données en pension								
Titres donnés en pension livrée								
VALEUR AU BILAN	3 961			32 970	36 931	157	37 088	29 143
Opérations internes au Crédit Agricole Comptes ordinaires								
	3 551				3 551	181	3 732	6 962
Comptes et avances à terme	427 121	1 027 743	2 757 033	977 847	5 189 744	12 478	5 202 222	5 247 383
Titres donnés en pension livrée								
VALEUR AU BILAN	430 672	1 027 743	2 757 033	977 847	5 193 295	12 659	5 205 954	5 254 345

TOTAL	434 633	1 027 743	2 757 033	1 010 817	5 230 226	12 816	5 243 042	5 283 488
-------	---------	-----------	-----------	-----------	-----------	--------	-----------	-----------

Opérations internes au Crédit Agricole : Ce poste est constitué pour une large part des avances accordées par Crédit Agricole S.A. et nécessaires au financement de l'encours des prêts sur avances octroyés par la Caisse régionale.

Note 11 COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE

Note 11.1 Comptes créditeurs de la clientèle analyse par durée résiduelle

	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
<i>-En milliers d'euros</i>								
Comptes ordinaires créditeurs	2 212 526				2 212 526	315	2 212 841	2 335 940
Comptes d'épargne à régime spécial -1 :	26 161				26 161		26 161	27 033
à vue	26 161				26 161		26 161	27 033
à terme								
Autres dettes envers la clientèle :	216 431	317 501	507 273	7 406	1 048 611	18 634	1 067 245	776 850
à vue	9 367				9 367	18	9 385	9 842
à terme	207 064	317 501	507 273	7 406	1 039 244	18 616	1 057 860	767 008
Valeurs données en pension livrée								
VALEUR AU BILAN	2 455 118	317 501	507 273	7 406	3 287 298	18 949	3 306 247	3 139 823

(1) Les Comptes d'épargne à régime spécial sont présentés sous déduction de la créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations)

Note 11.2 Comptes créditeurs de la clientèle analyse par zone géographique

	31/12/2024	31/12/2023
<i>-En milliers d'euros</i>		
France -y compris DROMCOM	3 264 784	3 108 028
Autres pays de l'U.E.	6 879	5 973
Autres pays d'Europe	5 965	5 713
Amérique du Nord	4 280	4 758
Amérique Centrale et du Sud	476	528
Afrique et Moyen-Orient	2 826	2 720
Asie et Océanie -hors Japon	2 081	1 776
Japon	7	3
Non ventilés et organismes internationaux		
Total en principal	3 287 298	3 129 499
Dettes rattachées	18 949	10 324
VALEUR AU BILAN	3 306 247	3 139 823

Note 11.3 Comptes créditeurs de la clientèle analyse par agents économiques

	31/12/2024	31/12/2023
<i>-En milliers d'euros</i>		
Particuliers	1 554 698	1 413 873
Agriculteurs	300 217	313 883
Autres professionnels	197 864	181 435
Clientèle financière	125 002	95 410
Entreprises	979 799	993 489
Collectivités publiques	18 024	21 830
Autres agents économiques	111 694	109 579

Total en principal	3 287 298	3 129 499
Dettes rattachées	18 949	10 324
VALEUR AU BILAN	3 306 247	3 139 823

Note 12 DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE

Note 12.1 Dettes représentées par un titre analyse par durée résiduelle

	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
-En milliers d'euros								
Bons de caisse								
Titres du marché interbancaire								
Titres de créances négociables -1		20 000			20 000	423	20 423	26 055
Emprunts obligataires								
Autres dettes représentées par un titre								
VALEUR NETTE AU BILAN		20 000			20 000	423	20 423	26 055

(1) dont aucun émis à l'étranger au 31 décembre 2024

Note 13 COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS

	31/12/2024	31/12/2023
-En milliers d'euros		
Autres passifs -1		
Opérations de contrepartie -titres de transaction		
Dettes représentatives de titres empruntés -2		
Instruments conditionnels vendus	45	239
Comptes de règlement et de négociation		
Créditeurs divers	181 288	208 553
Versements restant à effectuer sur titres	8 525	11 377
VALEUR AU BILAN	189 858	220 169
Comptes de régularisation		
Comptes d'encaissement et de transfert	21 162	12 931
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	78	8
Gains latents et gains à étaler sur instruments financiers	249	98
Produits constatés d'avance	40 993	33 942
Charges à payer sur engagements sur instruments financiers à terme	3 297	2 819
Autres charges à payer	34 598	43 186
Autres comptes de régularisation	1 365	3 787
VALEUR AU BILAN	101 742	96 771
TOTAL	291 600	316 940

(1) Les montants incluent les dettes rattachées.

Note 14 PROVISIONS

	Solde au 01/01/2024	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	Solde au 31/12/2024
-En milliers d'euros						
Provisions pour engagements de retraite et assimilés		762	-685			77

Provisions pour autres engagements sociaux	528	60			588
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	10 741	24 534		-27 051	8 224
Provisions pour litiges fiscaux -1	4 794		-5	-50	4 739
Provisions pour autres litiges	79	50			129
Provisions pour risques pays					
Provisions pour risques de crédit -2	67 356	187 640		-183 809	71 187
Provisions pour restructurations					
Provisions pour impôts					
Provisions sur participations -3	743	2 633	-437	-1 544	1 395
Provisions pour risques opérationnels -4	2 090	585	-177	-210	2 288
Provisions pour risque de déséquilibre du contrat épargne logement -5	2 566			-541	2 025
Autres provisions -6	4 601	769	-735	-2 510	2 125
VALEUR AU BILAN	93 498	217 033	-2 039	-215 715	92 777

-1 Provisions couvrant des redressements fiscaux déjà notifiés.

- (2) Ces provisions sont établies sur base collective à partir notamment des estimations découlant des modèles bâlois.
- (3) Y compris sociétés en participation, GIE, risques immobiliers de participations ...
- (4) Cette provision est destinée à couvrir les risques d'insuffisance de conception, d'organisation et de mise en œuvre des procédures d'enregistrement dans le système comptable et plus généralement dans les systèmes d'information de l'ensemble des événements relatifs aux opérations de l'établissement.
- (5) Cf note 15 ci-après
- (6) Y compris les provisions pour risques sur GIE d'investissement.

Note 15

EPARGNE LOGEMENT

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne logement sur la phase d'épargne

-En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Plans d'épargne logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	93 037	70 732
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	74 225	84 044
Ancienneté de plus de 10 ans	748 462	829 697
Total plans d'épargne logement	915 725	984 473
Total des comptes épargne logement	143 599	142 427
TOTAL ENCOURS COLLECTES AU TITRE DES CONTRATS EPARGNELOGEMENT	1 059 324	1 126 900

L'ancienneté est déterminée conformément au règlement ANC 201407.

Les encours de collecte sont des encours hors prime d'état.

Encours de crédits octroyés au titre des comptes et plans d'épargne logement

-En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Plans d'épargne logement Comptes épargne logement	5 678	1 362
	1 613	1 037
TOTAL ENCOURS DE CREDIT OCTROYES AU TITRE DES CONTRATS EPARGNELOGEMENT	7 291	2 399

Provision au titre des comptes et plans d'épargne logement

-En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Plans d'épargne logement		3
Ancienneté de moins de 4 ans	200	390
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	112	257
Ancienneté de plus de 10 ans	931	1 857

Total plans d'épargne logement	1 243	2 504
Total comptes épargne logement	55	62
TOTAL PROVISION AU TITRE DES CONTRATS EPARGNELOGEMENT	1 298	2 566

La provision Epargne Logement comprend 3 composantes :

- La composante épargne est liée à l'option vendue au détenteur d'un PEL de pouvoir proroger son placement à des conditions de taux préfixés.
- La composante engagement est liée aux crédits PEL et CEL qui pourront être réalisés dans le futur à des conditions de taux préfixés.
- La composante crédit est liée aux crédits PEL et CEL déjà réalisés à des conditions de taux qui, à l'époque de leur réalisation, ont pu être en décalage avec les taux de marché.

Crédit Agricole du Centre Ouest a décidé de figer le niveau de la provision Epargne Logement (EL) au 31 décembre 2024 à son niveau du 30 juin 2024, soit 2.2025 M€.

L'option clientèle d'utilisation des droits portée par les contrats PEL/CEL donnerait la possibilité d'un tirage de crédit à taux réduits. Elle n'a été utilisée que très marginalement avant 2022 et demeure très faiblement exercée par la clientèle en raison d'un marché immobilier perturbé par la hausse des taux historique de 2023. La récente stabilisation du marché immobilier engendre une incertitude quant au niveau futur du coefficient d'utilisation des droits à prêt des PEL et CEL. Des travaux d'évaluation ont été lancés et sont toujours en cours. Dans ces conditions, par prudence, le niveau des provisions est resté figé au 31 décembre 2024.

Le calcul de la provision de la composante engagement prend en compte des paramètres qui ont été fixés à dire d'expert pour les générations PEL à 2.5%, 2%, 1.5% et 1% : le coefficient d'utilisation trimestrielle des droits à prêt et le taux des prêts accordés dans le cadre du contrat du PEL. Ces paramètres ont été fixés à dire d'expert dans la mesure où l'historique à notre disposition qui aurait permis leur évaluation ne reflète pas les conditions actuelles.

Une hausse de 0.1% du coefficient d'utilisation trimestrielle des droits à prêt engendrerait (toutes choses égales par ailleurs) une hausse de la provision de 5,97 % pour les Caisses régionales. Une hausse de 0.1% du taux des prêts accordés dans le cadre du contrat du PEL engendrerait (toutes choses égales par ailleurs) une baisse de la provision de 16,02 % pour la Caisse-régionale.

Note 16 ENGAGEMENTS SOCIAUX : AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI, REGIMES A PRESTATIONS DEFINIES

Variations de la dette actuarielle

-En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Dette actuarielle à l'ouverture	20 301	18 789
Coût des services rendus sur l'exercice	1 619	1 426
Coût financier	644	689
Cotisations employés	0	0
Modifications, réductions et liquidations de régime -1	0	726
Variation de périmètre	30	20
Indemnités de cessation d'activité	0	0
Prestations versées -obligatoire	1 755	1 512
-Gains / pertes actuariels	1 185	1 655
Autres mouvements	0	0
DETTE ACTUARIELLE A LA CLOTURE	22 024	20 301

(1) Au 31/12/2024, l'impact de la réforme des retraites est de 0 milliers d'euros.

Détail de la charge comptabilisée au compte de résultat

-En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Coût des services rendus	1 619	1 426
Coût financier	644	689
Rendement attendu des actifs	553	689
Coût des services passés	0	726
-Gains / pertes actuariels net	204	81
-Gains / pertes sur réductions et liquidations de régimes	0	0
-Gains / pertes du-es au changement de limitation d'actif	198	414

CHARGE NETTE COMPTABILISEE AU COMPTE DE RESULTAT	1 716	369
--	-------	-----

Variations de juste valeur des actifs des régimes

-En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Juste valeur des actifs / droits à remboursement à l'ouverture	18 474	18 810
Rendement attendu des actifs	554	689
Gains / -pertes actuariels	77	83
Cotisations payées par l'employeur	1 368	590
Cotisations payées par les employés	0	0
Modifications, réductions et liquidations de régime	0	0
Variation de périmètre	30	20
Indemnités de cessation d'activité	0	0
Prestations payées par le fonds	1 756	1 512
Autres mouvements	0	0
JUSTE VALEUR DES ACTIFS / DROITS A REMBOURSEMENT A LA CLOTURE	18 747	18 474

Variations de la provision

-En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Dette actuarielle à la clôture	22 025	20 301
Impact de la limitation d'actifs	0	198
Gains et -pertes actuariels restant à étaler	3 201	2 298
Juste valeur des actifs fin de période	18 747	18 474
POSITION NETTE -PASSIF / ACTIFS A LA CLOTURE	77	272

Rendement des actifs des régimes

Le rendement attendu des actifs et les taux actuariels retenus sont les suivants :

- Indemnités de Fin de Carrières : 3,38% et 3,17%
- Contrats de retraite supplémentaire des cadres dirigeants :
ADICAM – Retraite : 3,18% et 3,17%
ADICAM – Retraite L137 : 3,38% et 3,17%
ADICAM – IFC : 3,18% et 3,08%
- Contrat de retraite supplémentaire du Président : 3,55 % et 3,51 %

Hypothèses actuarielles utilisées

Le taux d'actualisation utilisé en 2024 est le taux iBoxx 10+ au 31/12/2024, soit 3,38 %.

Au 31 décembre 2024, les taux de sensibilité démontrent que :

	Sensibilité des engagements aux variations du taux de base				
	Indemnités fin de carrière des salariés	Indemnités fin de carrière des cadres dirigeants	Contrats de retraite supplémentaire des cadres dirigeants	Contrats de retraite supplémentaire du Président	Contrats de retraite supplémentaire nouveau régime L.137112
Taux de base +0,5%	6,15 %	2,13 %	0,91 %	0,50%	3,09 %
Taux de base 0,5%	6,80%	2,22%	0,94%	0,60%	3,27%

	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
-En milliers d'euros								
Dettes subordonnées à terme								
Euro								
Autres devises de l'Union Europ.								
Franc Suisse								
Dollar								
Yen								
Autres devises								
Titres et emprunts participatifs								
Autres emprunts subordonnés à terme								
Dettes subordonnées à durée indéterminée -1								
Euro								
Autres devises de l'Union Europ.								
Franc Suisse								
Dollar								
Yen								
Autres devises								
Placement des fonds propres des Caisses Locales				67 501	67 501	2 038	69 539	70 976
Dépôts de garantie à caractère mutuel								
VALEUR AU BILAN				67 501	67 501	2 038	69 539	70 976

(1) Durée résiduelle des dettes subordonnées à durée indéterminée positionnées par défaut en > 5 ans.

Commentaire :

Le montant des charges relatives aux dettes subordonnées s'élève à 2 591 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 2 446 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Note 18 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (avant répartition)

Variation des capitaux propres

	Capitaux propres							
	Capital	Réserve légale	Réserve statutaire	Primes, autres réserves et report à nouveau	Ecart de conversion / réévaluation	Provisions réglementées & subventions d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
-En milliers d'euros								
Solde au 31/12/2022	57 801	669 380	286 175	82 722			27 869	1 123 947
Dividendes versés au titre de N2								
Variation de capital-5								
Variation des primes et réserves-5								
Affectation du résultat social N2		18 684	6 228				-27 869	-2 957
Report à nouveau								
Résultat de l'exercice N1							33 130	33 130
Autres variations								
Solde au 31/12/2023	57 801	688 064	292 403	82 722			33 130	1 154 120
Dividendes versés au titre de N1								
Variation de capital								
Variation des primes et réserves								
Affectation du résultat social N1		21 976	7 326				-33 130	-3 828
Report à nouveau								
Résultat de l'exercice N							35 569	35 569
Autres variations								
Solde au 31/12/2024	57 801	710 040	299 729	82 722			35 569	1 185 861

(1) Capital dont :

- * 43 348 565 parts sociales de 1€ détenues par les Caisses locales et conférant 51 droits de vote
- * 1 part sociale de 1€ détenue par SACAM MUTUALISATION et conférant 1 droit de vote
- * 2 432 parts sociales de 1€ détenues par les administrateurs de la Caisse régionale et conférant 16 droits de vote
- * 14 450 282 certificats coopératifs d'association de 1€

(3) Dont 74 847 milliers d'euros de primes d'émission, dont 7 875 milliers d'euros de primes de fusion.

Note 19 COMPOSITION DES CAPITAUX PROPRES

<i>-En milliers d'euros</i>	31/12/2024	31/12/2023
Capitaux propres hors FRBG	1 185 861	1 154 120
Fonds pour risques bancaires généraux	56 600	49 600
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	1 242 461	1 203 720

Note 20 OPERATIONS EFFECTUEES AVEC LES ENTREPRISES LIEES ET LES PARTICIPATIONS

Les parts sociales constituant le capital de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Ouest sont principalement détenues par les Caisses Locales de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Ouest.

D'autre part, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre Ouest détient 100 % du capital des sociétés :

- SAS Centre Ouest Foncière investissement soit 5 000 milliers d'euros ;
- SAS Centre Ouest Expansion soit 5 000 milliers d'euros ;
- SAS Cyber Conseil SA soit 37 milliers d'euros ;
- SAS Village by CA soit 100 milliers d'euros.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre ouest est engagée dans la limite de ses fonds propres à couvrir une éventuelle insuffisance d'actif de Crédit Agricole SA au bénéfice des tiers créanciers de celle-ci.

Aucune opération n'a été réalisée avec des entreprises liées, c'est-à-dire susceptibles d'être incluses par intégration globale dans l'ensemble consolidable du Crédit Agricole Centre Ouest, ou avec des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation.

Note 21 TRANSACTIONS EFFECTUEES AVEC LES PARTIES LIEES

Les parties liées incluent notamment :

- Les entités qui ont l'une sur l'autre, directement ou indirectement, un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable ;
- Les entreprises sous contrôle commun (exclusif ou conjoint) d'un même tiers, ou les entreprises dont l'une est contrôlée par un tiers ayant une influence notable sur l'autre ;
- Les entreprises contrôlées (exclusivement ou conjointement) par les principaux dirigeants de la société présentant l'information ;
- Les personnes physiques et les membres de leur famille proche, étant l'un des principaux dirigeants de la société ou de la société mère, ayant le contrôle exclusif, conjoint ou exerçant une influence notable sur la société présentant l'information.

Sont exclues les transactions effectuées :

- Par la société avec les filiales qu'elle détient en totalité,
- Ou entre sociétés sœurs détenues en totalité par une même société mère.

La Caisse régionale Crédit Agricole du Centre Ouest n'a pas effectué de transactions significatives avec des parties liées non conclues à des conditions normales de marché.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Centre Ouest n'a pas conclu, au cours de l'année 2024, de transactions avec les parties liées à des conditions anormales de marché.

Note 22 OPERATIONS EFFECTUEES EN DEVISES

Contributions par devise au bilan

	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
-En milliers d'euros				
Euro	10 249 230	10 112 714	10 108 953	9 999 819
Autres devises de l'Union Europ.				
Franc Suisse	610	610	428	428
Dollar	15 955	15 955	6 416	6 416
Yen	2	2	18	18
Autres devises	840	840	1 203	1 203
Valeur brute	10 266 637	10 130 121	10 117 018	10 007 884
Créances, dettes rattachées et comptes de régularisation	86 227	135 968	107 801	126 616
Dépréciations	-86 775		-90 319	
TOTAL	10 266 089	10 266 089	10 134 500	10 134 500

Note 23 OPERATIONS DE CHANGE, PRETS ET EMPRUNTS EN DEVISES

	31/12/2024		31/12/2023	
	A recevoir	A livrer	A recevoir	A livrer
-En milliers d'euros				
Opérations de change au comptant				
Devises				
Euros				
Opérations de change à terme	5 360	5 353	6 155	6 145
Devises	2 710	2 710	3 071	3 071
Euros	2 650	2 643	3 084	3 074
Prêts et emprunts en devises				
TOTAL	5 360	5 353	6 155	6 145

Note 24 OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME

	31/12/2024			31/12/2023
	Opérations de couverture	Opérations autres que de couverture	Total	Total
-En milliers d'euros				
Opérations fermes	2 717 278	30 042	2 747 320	2 970 885
Opérations sur marchés organisés -1				
Contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers				
Autres contrats à terme				
Opérations de gré à gré -1	2 717 278	30 042	2 747 320	2 970 885
Swaps de taux d'intérêt	2 717 278	29 654	2 746 932	2 970 497
Autres contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
FRA				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers		388	388	388

Autres contrats à terme				
Opérations conditionnelles		44 270	44 270	28 236
Opérations sur marchés organisés				
Instruments de taux d'intérêt à terme Achetés				
Vendus				
Instruments sur action et indices boursiers à terme Achetés				
Vendus				
Instruments de taux de change à terme Achetés				
Vendus				
Autres instruments à terme conditionnels Achetés				
Vendus				
Opérations de gré à gré		44 270	44 270	28 236
Options de swaps de taux Achetées				
Vendues				
Instruments de taux d'intérêts à terme Achetés				
Vendus				
Instruments de taux de change à terme Achetés				
		22 135	22 135	14 118
Vendus		22 135	22 135	14 118
Instruments sur actions et indices boursiers à terme Achetés				
Vendus				
Autres instruments à terme conditionnels Achetés				
Vendus				
Dérivés de crédit				
Contrats de dérivés de crédit Achetés				
Vendus				
TOTAL	2 717 278	74 312	2 791 590	2 999 121

(1) Les montants indiqués sur les opérations fermes correspondent au cumul des positions prêteuses et emprunteuses (swaps de taux et options de swap de taux), ou au cumul des achats et ventes de contrats (autres contrats).

Contrats d'échange de taux :

Swaps prêteurs :

- En macro-couverture : 80 000 milliers d'euros de souscription pour l'année 2024
- En micro-couverture : 4 375 milliers d'euros de souscription pour l'année 2024
- Swap d'intermédiation : aucune nouvelle souscription pour l'année 2024
- Swaps échus ou résiliés : 8 813 milliers d'euros (échéance) pour l'année 2024 Amortissements sur swaps en 2024 pour 146 624 milliers d'euros

Swaps emprunteurs :

- En macro-couverture : 80 000 milliers d'euros de souscription pour l'année 2024
- En micro-couverture : 15 000 milliers d'euros de souscription pour l'année 2024
- Swap d'intermédiation : aucune nouvelle souscription pour l'année 2024
- Swaps échus ou résiliés : 8 813 milliers d'euros (échéance) pour l'année 2024 Amortissements sur swaps en 2024 pour 247 505 milliers d'euros

La juste valeur nette des swaps de taux d'intérêts s'élève à 91 030 milliers d'euros au 31/12/2024 contre 142 676 milliers d'euros au 31/12/2023.

-En milliers d'euros	Total 31/12/2024			dont opérations effectuées de gré à gré			dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans
Futures									
Options de change	44 270			44 270					
Options de taux									
Opérations fermes en devise sur marchés organisés									
F.R.A.									
Swaps de taux d'intérêt	471 717	1 023 368	1 251 847	471 717	1 023 368	1 251 847			
Caps, Floors, Collars									
Forward taux									
Opérations fermes sur actions et indices		388			388				
Opérations conditionnelles sur actions et indices									
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux									
Dérivés de crédit									
Sous total	515 987	1 023 756	1 251 847	515 987	1 023 756	1 251 847			
Swaps de devises									
Opérations de change à terme	10 713			10 713					
Sous total	10 713			10 713					
TOTAL	526 700	1 023 756	1 251 847	526 700	1 023 756	1 251 847			

-En milliers d'euros	Total 31/12/2023			dont opérations effectuées de gré à gré			dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans
Futures									
Options de change	24 606	3 630		24 606	3 630				
Options de taux									
Opérations fermes en devise sur marchés organisés									
F.R.A.									
Swaps de taux d'intérêt	349 658	1 192 820	1 428 019	349 658	1 192 820	1 428 019			
Caps, Floors, Collars									
Forward taux									
Opérations fermes sur actions et indices		388			388				
Opérations conditionnelles sur actions et indices									
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux									
Dérivés de crédit									
Sous total	374 264	1 196 838	1 428 019	374 264	1 196 838	1 428 019			
Swaps de devises									
Opérations de change à terme	10 494	1 805		10 494	1 805				
Sous total	10 494	1 805		10 494	1 805				
TOTAL	384 758	1 198 643	1 428 019	384 758	1 198 643	1 428 019			

Note 24.2 Instruments financiers à terme : juste valeur

-En milliers d'euros	Juste Valeur Positive au 31/12/2024	Juste Valeur Négative au 31/12/2024	Encours Notionnel au 31/12/2024	Juste Valeur Positive au 31/12/2023	Juste Valeur Négative au 31/12/2023	Encours Notionnel au 31/12/2023
Futures						
Options de change	45	45	44 270	239		28 236
Options de taux						
Opérations fermes en devise sur marchés organisés						
F.R.A.						
Swaps de taux d'intérêt	123 303	28 090	2 746 932	168 673	22 939	2 970 497
Caps, Floors, Collars						
Forward taux						

Opérations fermes sur actions et indices	3 647		388	6 096		388
Opérations conditionnelles sur actions et indices						
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux						
Dérivés de crédit						
Sous total	126 995	28 135	2 791 590	175 008	22 939	2 999 121
Swaps de devises						
Opérations de change à terme	169	162	10 713	154		12 299
Sous total	169	162	10 713	154		12 299
TOTAL	127 164	28 297	2 802 303	175 162	22 939	3 011 420

Note 24.3 Information sur les Swaps

Ventilation des swaps de taux d'intérêt

	Position ouverte isolée	Micro-couverture	Macro-couverture	Portefeuille de transaction
-En milliers d'euros				
Swaps de taux		101 278	2 616 000	29 654
Contrats assimilés - 1				

(1) Il s'agit des contrats assimilés au sens de l'article 25211 du règlement ANC 201407.

Note 25 INFORMATIONS RELATIVES AU RISQUE DE CONTREPARTIE SUR PRODUITS DERIVES

L'évaluation du risque de contrepartie attaché aux Instruments Financiers à Terme utilisés par l'établissement mesurée par la valeur de marché de ces instruments et par le risque de crédit potentiel résultant de l'application de facteurs de majoration (*addon*) réglementaires, fonction de la durée résiduelle et de la nature des contrats peut être résumée de la façon suivante :

Répartition des risques de contrepartie sur instruments financiers à terme

	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur de marché	Risque de crédit potentiel *	Total risque de contrepartie	Valeur de marché	Risque de crédit potentiel	Total risque de contrepartie
-En milliers d'euros						
Risques sur les gouvernements et banques centrales de l'OCDE et organismes assimilés	0	0	0	0	0	0
Risques sur les établissements financiers de l'OCDE et organismes assimilés	0	0	0	0	0	0
Risques sur les autres contreparties	556	204	760	15	233	248
Total avant effet des accords de compensation	556	204	760	15	233	248
Dont risques sur contrats de :	0	0	0	0	0	
taux d'intérêt, change et matières premières	0	0	0	0	0	0
dérivés actions et sur indices	0	0	0	0	0	0
Total avant effet des accords de compensation	0	0	0	0	0	0
Incidences des accords de compensation et de collatéralisation	0	0	0	0	0	0
TOTAL APRES EFFET DES ACCORDS DE COMPENSATION ET DE COLLATERALISATION	0	0	0	0	0	0

*Calculé selon les normes prudentielles CRR2 / CRD5

Note 26 ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES

	31/12/2024	31/12/2023
-En milliers d'euros		
Engagements donnés		
Engagements de financement	533 806	612 486
Engagements en faveur d'établissements de crédit		

Engagements en faveur de la clientèle	533 806	612 486
Engagements de garantie	162 340	179 772
Engagements d'ordre d'établissement de crédit		11 072
Engagements d'ordre de la clientèle	162 340	168 700
Engagements sur titres	653	290
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements à donner	653	290

Engagements reçus		
Engagements de financement	8 041	8 041
Engagements reçus d'établissements de crédit	8 041	8 041
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	2 824 289	2 882 774
Engagements reçus d'établissements de crédit	152 652	157 445
Engagements reçus de la clientèle	2 671 637	2 725 329
Engagements sur titres	2 471	290
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements reçus	2 471	290

Note 27 ACTIFS DONNES ET REÇUS EN GARANTIE

Créances apportées en garantie :

Au cours de l'année 2024, Crédit Agricole du Centre Ouest a apporté 2 233 948 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 2 632 269 milliers d'euros en 2023. La Caisse Régionales Crédit Agricole du Centre Ouest conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, Crédit Agricole du Centre Ouest a apporté :

- 674 654 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 1 123 452 milliers d'euros en 2023 ;
- 54 347 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 53 193 milliers d'euros en 2023 ;
- 1 504 947 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 1 455 623 milliers d'euros en 2023.

La Banque de France a mis fin, à compter du 13 décembre 2024, au canal de remise *Additional Credit Claims Corporates* dans le cadre des dispositifs exceptionnels mis en place en 2011 en réponse à la crise financière. Seules les créances « Prêts Garantis par l'Etat » resteront éligibles aux remises de créances en Banque Centrale.

En conséquence, Crédit Agricole du Centre Ouest ne postera plus 1 107 M€ de créance immobilière auprès de la Banque de France.

Note 28 OPERATIONS DE TITRISATION

Note 28.1 Titrisation

Au 31/12/2024, une nouvelle opération de titrisation (FCT Crédit Agricole Habitat 2024) a été réalisée au sein du groupe Crédit Agricole, portant sur les créances habitat des Caisses régionales et LCL, le 27 mars 2024. L'opération est décrite dans la note 1.3 Evénements significatifs relatifs à l'exercice 2024.

Plus spécifiquement pour la caisse régionale de Centre ouest ce représente une cession de 114 créances pour 12,7M€ (capital + ICNE) et une émission de Titres pour 7M€ dont 5,7M€ de titre sénior et 1,3M€ de titre subordonné.

	31/12/2024	31/12/2023
-En milliers d'euros		
Sur opérations avec les établissements de crédit	3 230	1 472
Sur opérations internes au Crédit Agricole	43 039	36 574
Sur opérations avec la clientèle	167 615	147 565
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	6 614	4 718
Produit net sur opérations de macro-couverture	55 199	47 909
Sur dettes représentées par un titre		
Autres intérêts et produits assimilés	2	1
Intérêts et produits assimilés	275 699	238 239
Sur opérations avec les établissements de crédit	-7 662	-12 646
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-167 855	-145 344
Sur opérations avec la clientèle	-39 664	-21 704
Charge nette sur opérations de macro-couverture		
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	-581	-13
Sur dettes représentées par un titre	-1 022	-320
Autres intérêts et charges assimilées		
Intérêts et charges assimilées	-216 784	-180 027
TOTAL PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES -1	58 915	58 212

(1) Le montant des charges nettes d'intérêts et revenus assimilés des dettes subordonnées au 31 décembre 2024 est de 2 591 milliers d'euros contre 2 446 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Les opérations de macro-couverture portent sur l'ensemble du portefeuille et sont, par nature, non affectables à un type d'opérations. Elles sont présentées sur des lignes spécifiques.

Note 30 REVENUS DES TITRES A REVENUS VARIABLES

	31/12/2024	31/12/2023
-En milliers d'euros		
Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme	37 788	31 640
Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille	1 291	1 269
Opérations diverses sur titres		
TOTAL DES REVENUS DES TITRES A REVENUS VARIABLES	39 079	32 909

Note 31 PRODUIT NET DES COMMISSIONS

	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
-En milliers d'euros						
Sur opérations avec les établissements de crédit	205	-13	192	290	-16	274
Sur opérations internes au Crédit Agricole	12 294	-11 370	924	14 228	-10 098	4 130
Sur opérations avec la clientèle	21 431	-293	21 138	20 802	-339	20 463
Sur opérations sur titres						
Sur opérations de change	107		107	110		110

Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors bilan						
Sur prestations de services financiers -I	74 254	-6 477	67 777	69 104	-5 758	63 346
Provision pour risques sur commissions	222	-48	174	52	-221	-169
TOTAL PRODUIT NET DES COMMISSIONS	108 513	-18 201	90 312	104 586	-16 432	88 154

(1) Dont prestations assurance-vie : 15 868 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 13 355 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Note 32 GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION

-En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Solde des opérations sur titres de transaction		
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés	342	357
Solde des autres opérations sur instruments financiers à terme	-10	4
GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	332	361

Note 33 GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES

-En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Titres de placement		
Dotations aux dépréciations	-1 625	-1 011
Reprises de dépréciations	589	2 589
Dotations ou reprises nettes aux dépréciations	-1 036	1 578
Plus-values de cession réalisées	603	1 341
Moins-values de cession réalisées	-73	-897
Solde des plus et moins-values de cession réalisées	530	444
Solde des opérations sur titres de placement	-506	2 022
Titres de l'activité de portefeuille		
Dotations aux dépréciations		
Reprises de dépréciations		
Dotations ou reprises nettes aux dépréciations		
Plus-values de cession réalisées		
Moins-values de cession réalisées		
Solde des plus et moins-values de cession réalisées		
Solde des opérations sur titres de l'activité de portefeuille		
GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	-506	2 022

Note 34 AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

-En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Produits divers	1 226	3 737
Quote-part des opérations faites en commun		
Refacturation et transfert de charges	27	52
Reprises provisions		585

Autres produits d'exploitation bancaire	1 253	4 374
Charges diverses	-594	-622
Quote-part des opérations faites en commun	-1 583	-1 448
Refacturation et transfert de charges		
Dotations provisions	-16	
Autres charges d'exploitation bancaire	-2 193	-2 070
TOTAL AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-940	2 304

Note 35 CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

	31/12/2024	31/12/2023
-En milliers d'euros		
Frais de personnel		
Salaires et traitements	-46 651	-45 436
Charges sociales	-22 982	-20 612
dont cotisations au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations	-5 217	-5 094
Intéressement et participation	-7 079	-6 916
Impôts et taxes sur rémunérations	-7 311	-7 056
Total des charges de personnel	-84 023	-80 020
Refacturation et transferts de charges de personnel	6 291	6 267
Frais de personnel nets	-77 732	-73 753
Frais administratifs		
Impôts et taxes	-1 218	-1 512
Services extérieurs, autres frais administratifs et contributions réglementaires - I	-45 532	-50 519
Total des charges administratives	-46 750	-52 031
Refacturation et transferts de charges administratives	1 362	1 201
Frais administratifs nets	-45 388	-50 830
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	-123 120	-124 583

(1) Dont 1 107 milliers d'euros au titre du fonds de résolution unique au titre de l'exercice

Effectif moyen

Effectif par catégorie

(Effectif moyen du personnel en activité au prorata de l'activité)

Catégories de personnel	31/12/2024	31/12/2023
Cadres	304	304
Non cadres	626	622
Total de l'effectif moyen	930	927

Dont : France	930	927
Etranger		
Dont : personnel mis à disposition		

Le montant global des rémunérations allouées en 2024 aux membres des organes de direction et de surveillance s'élèvent à 2 276 milliers d'euros. Quant aux rémunérations versées pendant l'exercice aux membres des organes d'administration, elles s'élèvent à 210 milliers d'euros.

Le montant global des avances et crédit accordés pendant l'exercice à l'ensemble des membres des organes de direction et d'administration (liens capitalistiques inclus) est de 5 394 milliers d'euros aux conditions standard.

Note 36

COUT DU RISQUE

-En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Dotations aux provisions et dépréciations	-235 581	-218 531
Dépréciations de créances douteuses	-22 724	-22 893
Autres provisions et dépréciations	-212 857	-195 638
Reprises de provisions et dépréciations	236 485	211 668
Reprises de dépréciations de créances douteuses - 1	25 176	22 460
Autres reprises de provisions et dépréciations - 2	211 309	189 208
Variation des provisions et dépréciations	904	-6 863
Pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées - 3	-15	-60
Pertes sur créances irrécouvrables dépréciées - 4	-10 166	-4 520
Décote sur prêts restructurés	-181	-150
Récupérations sur créances amorties	209	802
Autres pertes	-135	-228
Autres produits		
COUT DU RISQUE	-9 384	-11 019

- (1) Dont 617 milliers d'euros utilisées en couverture de pertes sur créances douteuses non compromises et 1 075 milliers d'euros liés à l'effet de désactualisation des dépréciations sur créances douteuses.
- (2) Dont 3 milliers d'euros utilisés en couverture de risques provisionnés au passif
- (3) Dont 3 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises
- (4) Dont 9 549 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises

Note 37 RESULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISES

-En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations financières		
Dotations aux dépréciations	-3 118	-1 025
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-3 118	-1 025
Reprises de dépréciations	4 762	3 251
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	4 762	3 251
Dotation ou reprise nette aux dépréciations	1 644	2 226
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	1 644	2 226
Plus-values de cessions réalisées	407	259
Sur titres d'investissement		

Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	407	259
Moins-values de cessions réalisées	-1 290	-498
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme		
Pertes sur créances liées à des titres de participation	-1 290	-498
Solde des plus et moins-values de cessions	-883	-239
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-883	-239
Solde en perte ou en bénéfice	761	1 987
Immobilisations corporelles et incorporelles		
Plus-values de cessions	118	850
Moins-values de cessions	-97	-388
Solde en perte ou en bénéfice	21	462
RESULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISES	782	2 449

Note 38**IMPOT SUR LES BENEFICES**

-en milliers d'euros	31/12/2023	31/12/2024
Ventilation de l'impôt	2 519	10 151
Partie afférente au résultat ordinaire	2 519	10 151
Partie afférente à un redressement fiscale		
Total	2 519	10 151

La Caisse régionale Crédit Agricole du Centre Ouest a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, chacune des sociétés constate dans ses comptes la dette d'impôts dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale. La différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt qui aurait été supporté en l'absence d'In tégration Fiscale s'élève à 1 519 milliers d'euros.

Note 39**INFORMATIONS RELATIVES AUX RESULTATS DES ACTIVITES BANCAIRES**

La Caisse régionale Crédit Agricole du Centre Ouest exerce une activité de Banque de proximité à fort ancrage local auprès des particuliers, des agriculteurs, des professionnels, des entreprises et des collectivités locales.

La Caisse régionale Crédit Agricole du Centre Ouest commercialise une gamme de services bancaires et financiers : support d'épargne (monétaire, obligataire, titres), placement d'assurance-vie, distribution de crédits, notamment à l'habitat et à la consommation, offre de moyens de paiement. Elle distribue également une gamme très large de produits d'assurance IARD et de prévoyance, s'ajoutant à la gamme d'assurance-vie.

Note 40**AFFECTATION DES RESULTATS**

-en milliers d'euros	RESULTAT A AFFECTER	EXCEDENTS CONSERVES	EXCEDENTS DISTRIBUES
Bénéfice après IS	35 569		
Report à nouveau			
SOUS TOTAL : résultat à affecter	35 569		
Intérêts aux parts			1 301
Rémunérations des CCA			2 668
Réserves légales		23 700	
Autres réserves		7 900	

Total	35 568	31 600	3 968
-------	--------	--------	-------

Le taux de rémunération des parts sociales de 2024 est de 3,0%.

Note 41 **IMPLANTATION DANS DES ETATS OU TERRITOIRES NON COOPERATIFS**

Les informations données dans la lettre jaune 2009438 du 18 décembre 2009 restent toujours d'actualité à l'exception de la liste des « Etats ou territoires non coopératifs » qu'il est nécessaire d'actualiser tous les ans.

La liste des Etats et territoires mentionnée au deuxième alinéa du 1 de l'article 2380 A du Code général des impôts est, au titre de l'année 2024, composée des Etats et territoires suivants :

Anquilla	Seychelles	Bahamas	Iles Turques et Caïques
Vanuatu	Antigua-et-Barbuda	Belize	Fidji
Guam	Iles vierges américaines	Palaos	Panama
Russie	Samoa	Samoa américaines	Trinité-et-Tobago

Crédit Agricole du Centre Ouest ne détient aucune implantation directe ou indirecte dans un Etat ou un territoire non coopératif au sens de l'article 2380 A du Code général des impôts.

Note 42 PUBLICITE DES HONORAIRES DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

Collège des Commissaires aux Comptes de Crédit Agricole du Centre Ouest

	KPMG	%	MAZARS	%
-En milliers d'euros hors taxes				
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels - *	70	78 %	67	94 %
Certification des informations en matière de durabilité -CSRD				
Services autres que la certification des comptes	20	22%	4	6 %
TOTAL	90		71	

(*) compris les prestations d'experts indépendants ou du réseau à la demande des commissaires aux comptes dans le cadre de la certification des comptes.

B. COMPTES CONSOLIDÉS

CADRE GENERAL

Présentation juridique de l'entité

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DU CENTRE OUEST

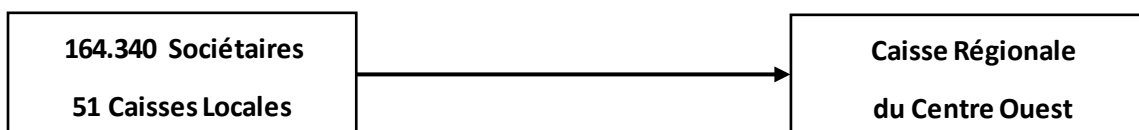
Siège social : 20 Rue Pierre Boulez 87000 LIMOGES Siren : 391 007 457 R.C.S LIMOGES

Société coopérative à capital et personnel variables régie par les dispositions du Livre V du Code monétaire et financier au capital de 57 801 280,00 euros.

Agréée en tant qu'établissement de crédit.

Reconnue société de courtage d'assurance immatriculée au RIA sous le n°07022854.

Organigramme Caisse Régionale du Crédit Agricole de CENTRE OUEST



Un Groupe bancaire d'essence mutualiste

L'organisation du Crédit Agricole fait de lui un Groupe uni et décentralisé : sa cohésion financière, commerciale et juridique va de pair avec la décentralisation des responsabilités. Les Caisses locales forment le socle de l'organisation mutualiste du Groupe. Leur capital social est détenu par plus de 11 millions de sociétaires. Elles assurent un rôle essentiel dans l'ancrage local et la relation de proximité avec les clients. Les Caisses locales détiennent la majeure partie du capital des Caisses régionales, sociétés coopératives à capital variable et banques régionales de plein exercice.

La SAS Rue La Boétie, détenue exclusivement par les Caisses régionales, détient la majorité du capital de Crédit Agricole S.A. Les titres SAS Rue La Boétie ne sont pas cessibles en dehors de la communauté des Caisses régionales. Par ailleurs, les transactions éventuelles sur ces titres entre Caisses régionales sont encadrées par une convention de liquidité qui fixe notamment les modalités de détermination du prix de transaction. Ces opérations recouvrent les cessions de titres entre les Caisses régionales et les augmentations de capital de la SAS Rue la Boétie.

La Fédération Nationale du Crédit Agricole (FNCA) constitue une instance d'information, de dialogue et d'expression pour les Caisses régionales.

Crédit Agricole S.A. en qualité d'organe central du réseau Crédit Agricole, tel que défini à l'article R. 51218 du Code monétaire et financier veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier (article L. 51131 et article L. 51132), à la cohésion du réseau Crédit Agricole, au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent et au respect des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont propres en exerçant sur Ceux-ci un contrôle administratif, technique et financier. A ce titre, Crédit Agricole S.A. peut prendre toute mesure nécessaire, notamment pour garantir la liquidité et la solvabilité tant de l'ensemble du réseau que de chacun des établissements qui lui sont affiliés.

Relations internes au Crédit Agricole

☐ Mécanismes financiers internes

Les mécanismes financiers qui régissent les relations réciproques au sein du Crédit Agricole sont spécifiques au Groupe.

• Comptes ordinaires des Caisses régionales

Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB, qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe. Ce compte, qui peut être débiteur ou créditeur, est présenté au bilan sur la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit ».

• Comptes d'épargne à régime spécial

Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable et solidaire, compte et plan épargne logement, livret d'épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Dettes envers la clientèle ».

• Comptes et avances à terme

Les ressources d'épargne non réglementée (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc.) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances

» (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

50% des ressources d'épargne collectées par les Caisses régionales leur sont restituées sous forme d'avances, dites « avances miroirs » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), dont elles ont la libre disposition.

Depuis le 1er janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances miroirs) sont partagées entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de remplacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, les Caisses régionales peuvent être refinancées sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

- **Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales**

Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôt négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A., où ils sont enregistrés en comptes ordinaires dans la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit » (selon le sens du compte ordinaire ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB Cf. ci-dessus) ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

- **Opérations en devises**

Le refinancement des activités en devises des Caisses régionales est réalisé auprès de Crédit Agricole S.A.

- **Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A.**

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Dettes subordonnées ».

□ Couverture des risques de liquidité et de solvabilité, et résolution bancaire

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 51131 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du CMF ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au réseau Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive (UE) 2014/59 (dite « BRRD »), transposée en droit français par l'ordonnance 20151024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique. La directive (UE) 201/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée par Ordonnance 20201636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de « point d'entrée unique élargi » (« *extended SPE* ») qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole S.A. et des entités affiliées. A ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existant au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elle considère que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif

de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la réglementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 61357.I du CMF). Ainsi, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le groupe Crédit Agricole, elles procéderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de Fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2 ^[1]. Ensuite, si les autorités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil

^[1] Articles L. 61348 et L. 613483 du CMF

de renflouement interne sur les instruments de dette ^[2], c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L. 613555 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit donc être conscient qu'il existe un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 51131 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R 51218 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution. _____

^[2] Articles L. 61355 et L. 613551 du CMF

Informations relatives aux parties liées

Les Caisses Locales affiliées à la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest font partie du périmètre de consolidation. Les Caisses locales investissent leurs fonds propres dans le capital de la Caisse Régionale (43,3M€ au 31/12/2024 contre 43,3M€ au 31/12/2023). La trésorerie résiduelle est placée dans un compte courant ouvert dans les livres de la Caisse Régionale (2.532K€ au 31/12/2024 contre 937K€ au 31/12/2023).

Depuis le 21 octobre 2015, la Caisse Régionale du Centre Ouest intègre de façon globale dans son périmètre de consolidation le FCT Crédit Agricole Habitat.

Depuis le 30 septembre 2024, la Caisse Régionale du Centre Ouest intègre de façon globale dans son périmètre de consolidation l'entité Centre Ouest Expansion.

Au cours de l'exercice 2016, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Centre Ouest a participé à l'opération visant à simplifier et à rendre plus transparente la structure du Groupe et à renforcer le niveau de capital de Crédit Agricole S.A., au travers d'un reclassement de la participation détenue par Crédit Agricole S.A., sous forme de Certificats Coopératifs d'Associés (CCA), dans le capital des Caisses régionales, à une entité intégralement détenue par les Caisses régionales, SACAM Mutualisation.

Dans le cadre du refinancement du groupe Crédit Agricole via les émissions obligataires CRH, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Centre Ouest a apporté en garantie 54,3 millions d'euros de créances habitat. Les risques et les avantages associés à ces créances sont conservés par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Centre Ouest.

Concernant l'information relative aux parties liées que sont les principaux dirigeants, les rémunérations sont citées dans le paragraphe 7.6.

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

COMPTE DE RESULTAT

<i>-en milliers d'euros</i>	<i>Notes</i>	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	4.1	322 111	287 039
Intérêts et charges assimilées	4.1	-260 010	-223 577
Commissions -produits	4.2	108 308	104 454
Commissions -charges	4.2	-18 214	-16 278
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	7 452	5 032
<i>Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction</i>		4	31
<i>Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat</i>		7 448	5 001
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.4	36 034	30 946
<i>Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables</i>		-	-
<i>Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables -dividendes</i>		36 034	30 946
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti		-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat		-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat		-	-
Produit net des activités d'assurance		-	-
<i>Produits des activités d'assurance</i>		-	-
<i>Charges afférentes aux activités d'assurance</i>		-	-
<i>Produits et charges afférents aux contrats de réassurance détenus</i>		-	-
<i>Produits financiers ou charges financières d'assurance</i>		-	-
<i>Produits financiers ou charges financières d'assurance afférents aux contrats de réassurance détenus</i>		-	-
<i>Coût du risque de crédit sur les placements financiers des activités d'assurance</i>		-	-
Produits des autres activités	4.5	1 191	1 982
Charges des autres activités	4.5	-2 336	-2 715
PRODUIT NET BANCAIRE		194 536	186 883
Charges générales d'exploitation	4.6	-123 268	-124 114
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	4.7	-7 150	-6 685
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION		64 118	56 084
Coût du risque	4.8	-11 576	-12 388
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		52 542	43 696
Quotepart du résultat net des entreprises mises en équivalence		-	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4.9	-41	136
Variations de valeur des écarts d'acquisition		-	-
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		52 501	43 832
Impôts sur les bénéfices	4.10	-3 226	-5 062
Résultat net d'impôts des activités abandonnées		-	-
RÉSULTAT NET		49 275	38 770
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-

RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

-en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Résultat net	49 275	38 770
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	-1 108	-1 738
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre -1	-	-
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables -1	88 588	76 547
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres non recyclables	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	87 480	74 809
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	-2 431	-1 898
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	85 049	72 911
Gains et pertes sur écarts de conversion	-	-
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	-	-
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres recyclables	-	-
Produits financiers ou charges financières de réassurance ventilés en capitaux propres	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	85 049	72 911
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	134 324	111 681
Dont part du Groupe	134 324	111 681
Dont participations ne donnant pas le contrôle	-	-

-en milliers d'euros	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Caisse, banques centrales	6.1	42 317	43 299
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	173 996	124 682
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		5 120	4 292
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat		168 876	120 390
Instruments dérivés de couverture	6.3	118 422	164 823
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	6.4	975 680	863 933
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		-	-
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		975 680	863 933
Actifs financiers au coût amorti	6.5	9 096 380	9 033 249
Prêts et créances sur les établissements de crédit		1 142 175	954 756
Prêts et créances sur la clientèle		7 569 203	7 690 623
Titres de dettes		385 002	387 870
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		-84 535	-133 278
Actifs d'impôts courants et différés	6.9	25 753	28 875
Comptes de régularisation et actifs divers	6.10	112 145	125 568
Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées		-	-
Contrats d'assurance émis Actif		-	-
Contrats de réassurance détenus Actif		-	-
Participation dans les entreprises mises en équivalence		-	-
Immeubles de placement	6.12	3 831	3 690
Immobilisations corporelles	6.13	99 292	91 730
Immobilisations incorporelles	6.13	25	34
Ecart d'acquisition		-	-
TOTAL DE L'ACTIF		10 563 306	10 346 605

BILAN PASSIF

-en milliers d'euros	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Banques centrales	6.1	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	5 139	4 259
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		5 139	4 259
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		-	-
Instruments dérivés de couverture	6.3	27 393	22 148
Passifs financiers au coût amorti	6.7	8 556 433	8 444 635
Dettes envers les établissements de crédit		5 204 313	5 251 883
Dettes envers la clientèle		3 304 165	3 144 722

Dettes représentées par un titre		47 955	48 030
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		-2 172	-3 609
Passifs d'impôts courants et différés	6.9	4 484	4 540
Comptes de régularisation et passifs divers	6.10	278 281	308 444
Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées		-	-
Contrats d'assurance émis Passif		-	-
Contrats de réassurance détenus Passif		-	-
Provisions	6.15	20 349	23 684
Dettes subordonnées		-	-
Total dettes		8 889 907	8 804 101
Capitaux propres	6.16	1 673 399	1 542 504
Capitaux propres part du Groupe		1 673 399	1 542 504
Capital et réserves liées		172 978	173 830
Réserves consolidées		1 133 951	1 097 758
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		317 195	232 146
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées		-	-
Résultat de l'exercice		49 275	38 770
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-
TOTAL DU PASSIF		10 563 306	10 346 605

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

-en milliers d'euros	Part du Groupe							Capitaux propres consolidés
	Capital et réserves liées			Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		Résultat net	Capitaux propres	
	Capital	Primes et réserves consolidées liées au capital - I	Total Capital et réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			
Capitaux propres au 1er janvier 2023 Publiés	94 795	1 183 822	1 278 617	159 235	159 235	-	1 437 852	1 437 849
Capitaux propres au 1er janvier 2023 Retraités	94 795	1 183 822	1 278 617	159 235	159 235	-	1 437 852	1 437 849
Augmentation / réduction de capital	-3 687	-	-3 687	-	-	-	-3 687	-3 687
Dividendes versés en 2023	-	-3 701	-3 701	-	-	-	-3 701	-3 701
Mouvements liés aux paiements en actions	-	359	359	-	-	-	359	359
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-3 687	-3 342	-7 029	-	-	-	-7 029	-7 029
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	72 911	72 911	-	72 911	72 911
Résultat 2023	-	-	-	-	-	38 770	38 770	38 770
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 31 décembre 2023 Retraités	91 108	1 180 480	1 271 588	232 146	232 146	38 770	1 542 504	1 542 504
Affectation du résultat 2023	-	38 767	38 767	-	-	-38 770	-3	-
Capitaux propres au 1er janvier 2024 Retraités	91 108	1 219 247	1 310 355	232 146	232 146	-	1 542 504	1 542 504

Capitaux propres au 1er janvier 2024 retraité	91 108	1 219 247	1 310 355	232 146	232 146	-	1 542 504	1 542 504
Augmentation / réduction de capital	-851	-	-851	-	-	-	-851	-851
Dividendes versés en 2024	-	-4 919	-4 919	-	-	-	-4 919	-4 919
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle	-	2 117	2 117	-	-	-	2 117	2 117
Mouvements liés aux paiements en actions	-	228	228	-	-	-	228	228
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-851	-2 574	-3 425	-	-	-	-3 425	-3 425
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	85 049	85 049	-	85 049	85 049
Résultat 2024	-	-	-	-	-	49 275	49 275	49 275
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2024	90 257	1 216 673	1 306 930	317 195	317 195	49 275	1 673 399	1 673 399

(1) Réserves consolidées avant élimination des titres d'autocontrôle.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans les rubriques « Juste valeur par résultat » ou « Juste valeur par capitaux propres non recyclables » sont compris dans cette rubrique.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

-en milliers d'euros	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Résultat avant impôt		52 501	43 832
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		7 149	6 685
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		-	-
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions		7 519	9 294
Quotepart de résultat liée aux entreprises mises en équivalence		-	-
Résultat net des activités d'investissement		40	-159
Résultat net des activités de financement		1 176	965
Autres mouvements		2 470	-7 020
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements		18 354	9 765
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit		-291 251	-3 237
Flux liés aux opérations avec la clientèle		254 383	-113 523
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers		-46 082	87 538
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		-19 791	-109 837
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence		-	-
Impôts versés		-3 451	-1 714

Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-106 192	-140 773
Flux provenant des activités abandonnées	-	-
Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle -A	-35 337	-87 176
Flux liés aux participations -1	-9 429	106
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-15 699	-13 570
Flux provenant des activités abandonnées	-	-
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement -B	-25 128	-13 464
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires -2	-5 770	-7 388
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement -3	4 381	-12 376
Flux provenant des activités abandonnées	-	-
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement -C	-1 389	-19 764
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie -D	-	-
AUGMENTATION/-DIMINUTION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE -A + B + C + D	-61 854	-120 404
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	291 854	412 473
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	43 299	34 996
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	248 555	377 477
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	230 000	291 854
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	42 317	43 299
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	187 683	248 555
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE ET DES EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	-61 854	-120 619

* Composé du solde net du poste « Caisse, banques centrales », hors intérêts courus et y compris trésorerie des entités reclassées en activités abandonnées.

** Composé du solde des postes « Comptes ordinaires débiteurs non douteux » et « Comptes et prêts au jour le jour non douteux » tels que détaillés en note 6.5 et des postes « Comptes ordinaires créditeurs » et « Comptes et emprunts au jour le jour » tels que détaillés en note 6.7 (hors intérêts courus).

(1) Flux liés aux participations : cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Au cours de l'année 2024, l'impact net des acquisitions sur la trésorerie s'élève à 9.429 milliers d'euros, portant notamment sur les opérations suivantes : financement d'une augmentation de capital de 4.941 milliers d'euros au profit de la filiale CENTRE PIERRE INVESTISSEMENT devenue COFI ; participation à l'augmentation de capital SACAM TRANSITION ENERGIE pour 2.152 milliers d'euros ; participation à l'augmentation de capital de SELI à hauteur de 278 milliers d'euros ; ou encore une prise de participation de 173 milliers d'euros dans l'entité ESTEY.

(2) Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires : il comprend le paiement des dividendes versés par la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest à ses actionnaires sur 2024, à hauteur de 4.919 milliers d'euros dont 2.485 milliers d'euros liés aux certificats coopératifs d'associés détenus par SACAM MUTUALISATION et 2.434 milliers d'euros pour les Sociétaires de la Caisse Régionale.

(3) Au cours de l'année 2024, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest n'a pas fait d'émission de dettes subordonnées.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

1 Principes et méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés.

1.1 Normes applicables et comparabilité

Sauf mention contraire, tous les montants indiqués dans le présent rapport financier sont exprimés en euros et sont indiqués en milliers, sans décimale. Les arrondis au millier d’euros le plus proche peuvent, dans certains cas, conduire à des écarts non significatifs au niveau des totaux et des sous-totaux figurant dans les tableaux.

En application du règlement CE n°1606/2002, les états financiers consolidés ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2024 et telles qu’adoptées par l’Union européenne (version dite *carve out*), en utilisant donc certaines dérogations dans l’application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne, à l’adresse suivante : https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du Groupe au 31 décembre 2023.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu’adoptées par l’Union européenne au 31 décembre 2024 et dont l’application est obligatoire pour la première fois sur l’exercice 2024.

Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de 1 ^{ère} application : exercices ouverts à compter du	Effet significatif potentiel pour le Groupe
Amendement IAS 1 Présentation des états financiers <i>Classification des passifs courants et passifs non courants</i>	1 ^{er} janvier 2024	Non
Amendement IFRS 16 Contrats de location <i>Dettes locatives dans une opération de cession-bail</i>	1 ^{er} janvier 2024	Non
Amendement IAS 1 Présentation des états financiers <i>Dettes non courantes avec covenants</i>	1 ^{er} janvier 2024	Non
Amendement IAS 7 / IFRS 7 Opérations d’affacturage	1 ^{er} janvier 2024	Non

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l’application anticipée de normes et interprétations adoptées par l’Union européenne est optionnelle sur une période, l’option n’est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

Normes et interprétations non encore adoptées par l’Union européenne au 31 décembre 2024

Les normes et interprétations publiées par l’IASB au 31 décembre 2024 mais non encore adoptées par l’Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n’entreront en vigueur d’une manière obligatoire qu’à partir de la date prévue par l’Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 31 décembre 2024.

IFRS 18 Présentation et informations à fournir dans les états financiers

La norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers » publiée en avril 2024 remplacera la norme IAS 1 « Présentation des états financiers » et sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027, sous réserve

d'adoption par l'Union européenne.

La norme IFRS 18 imposera une nouvelle structure du compte de résultat et des sous-totaux obligatoires avec un classement des produits et charges dans 3 catégories : « exploitation », « investissement » et « financement » dans l'état du compte de résultat.

La norme IFRS 18 imposera également de décrire dans les notes annexes les mesures de performance définies par la Direction et utilisées dans la communication publique hors des états financiers IFRS.

Les travaux d'analyse et de préparation de mise en œuvre au sein du Groupe sont en cours.

IFRS 9 / IFRS 7 Classement et évaluation des instruments financiers

Les amendements aux normes IFRS 9 et IFRS 7, publiés en mai 2024 et applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2026, sous réserve d'adoption par l'Union européenne, viennent notamment clarifier le classement des actifs financiers assortis de caractéristiques conditionnelles, telles que des caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance d'entreprise (ESG), dans le cadre du test SPPI.

Ces amendements requerront des informations supplémentaires concernant les placements dans des instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et les instruments financiers assortis de caractéristiques conditionnelles.

Les travaux d'analyse et de préparation de mise en œuvre au sein du Groupe sont en cours.

Décisions IFRS IC, finalisées et approuvées par l'IASB pouvant affecter le Groupe

Pas de décision impactant significativement le Groupe au 31 décembre 2024.

1.2 Principes et méthodes comptables

□ Utilisation de jugements et estimations dans la préparation des états financiers

Etant donné leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- les fluctuations des taux d'intérêt et de change ;
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- les modifications de la réglementation ou de la législation.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- les instruments financiers évalués à la juste valeur (y compris les participations non consolidées) ;
- les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ;
- les dépréciations d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les provisions ;
- les dépréciations des écarts d'acquisition ;
- les actifs d'impôts différés ;
- la valorisation des entreprises mises en équivalence ;

Les modalités de recours à des jugements ou à des estimations sont précisées dans les paragraphes concernés ci-après.

☐ Instruments financiers (IFRS 9, IFRS 13, IAS 32 et 39)

☐ Définitions

La norme IAS 32 définit un instrument financier comme tout contrat qui donne lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité, c'est-à-dire tout contrat représentant les droits ou obligations contractuels de recevoir ou de payer des liquidités ou d'autres actifs financiers.

Les actifs et passifs financiers sont traités dans les états financiers selon les dispositions de la norme IFRS 9 telle qu'adoptée par l'Union européenne.

Les instruments dérivés sont des actifs ou passifs financiers dont la valeur évolue en fonction de celle d'un sous-jacent (à condition que, dans le cas d'une variable non financière, celle-ci ne soit pas spécifique à l'une des parties au contrat), qui requièrent un investissement initial faible ou nul, et dont le règlement intervient à une date future.

La norme IFRS 9 définit les principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation / provisionnement du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

Il est toutefois précisé que la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest utilise l'option de ne pas appliquer le modèle général de couverture d'IFRS 9. L'ensemble des relations de couverture reste en conséquence dans le champ d'IAS 39 en attendant les futures dispositions relatives à la macro-couverture.

Les actifs financiers dits « verts » ou « ESG » et les passifs financiers dits « green bonds » comprennent des instruments variés, ils portent notamment sur des prêts ou emprunts permettant de financer des projets environnementaux ou de transition écologique. Il est rappelé que l'ensemble des instruments financiers portant ces qualifications ne présentent pas nécessairement une rémunération variant en fonction de critères ESG. Cette terminologie est susceptible d'évoluer en fonction de la réglementation européenne relative à la finance durable. Ces instruments sont comptabilisés conformément à IFRS 9 selon les principes énoncés ci-après. Notamment, les prêts dont l'indexation de la rémunération du critère ESG n'introduit pas d'effet levier ou est considérée comme non matérielle en termes de variabilité des flux de trésorerie de l'instrument, ne sont pas considérés comme échouant au test SPPI (analyse des clauses contractuelles) sur la base de ce seul critère.

✓ **Conventions d'évaluation des actifs et passifs financiers**

• Evaluation initiale

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.

La juste valeur telle que définie par IFRS 13 correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

• Evaluation ultérieure

Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classement soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) pour les instruments de dette, soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13. Les instruments dérivés sont toujours évalués à leur juste valeur.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux qui actualise les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs prévus sur la durée de vie attendue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Le coût amorti correspond au montant auquel est évalué l'actif financier ou le passif financier lors de sa comptabilisation initiale, en intégrant les coûts de transaction directement attribuables à leur acquisition ou à leur émission, diminué des remboursements en principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) de toute différence (décote ou prime) entre le montant initial et le montant à l'échéance. Dans le cas d'un actif financier au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant peut être ajusté si nécessaire au titre de la correction pour pertes de valeur (Cf. paragraphe « Provisionnement pour risque de crédit »).

✓ **Actifs financiers**

• Classement et évaluation des actifs financiers

Les actifs financiers non dérivés (instruments de dette ou de capitaux propres) sont classés au bilan dans des catégories comptables qui déterminent leur traitement comptable et leur mode d'évaluation ultérieur.

Les critères de classement et d'évaluation des actifs financiers dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié :

- d'instruments de dette (par exemple des prêts et titres à revenu fixe ou déterminable) ; ou
- d'instruments de capitaux propres (par exemple des actions).

Ces actifs financiers sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- actifs financiers au coût amorti (instruments de dette uniquement) ;
- actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (recyclables pour les instruments de dette, non recyclables pour les instruments de capitaux propres).

o Instruments de dette

Le classement et l'évaluation d'un instrument de dette dépendent de deux critères réunis : le modèle de gestion défini au niveau portefeuille et l'analyse des caractéristiques contractuelles (test SPPI) déterminée par instrument de dette sauf utilisation de l'option à la juste valeur.

- Les trois modèles de gestion :

Le modèle de gestion est représentatif de la stratégie que suit le management de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest pour la gestion de ses actifs financiers, dans l'atteinte de ses objectifs. Le modèle de gestion est spécifié pour un portefeuille d'actifs et ne constitue pas une intention au cas par cas pour un actif financier isolé.

On distingue trois modèles de gestion :

- Le modèle « Collecte » dont l'objectif est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs ; ce modèle n'implique pas systématiquement de détenir la totalité des actifs jusqu'à leur échéance contractuelle ; toutefois, les ventes d'actifs sont strictement encadrées ;
- Le modèle « Collecte et Vente » dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie sur la durée de vie et de céder les actifs ; dans ce modèle, la vente d'actifs financiers et la perception de flux de trésorerie sont toutes les deux essentielles ; et
- Le modèle « Autre / Vente » dont l'objectif principal est de céder les actifs. Il concerne notamment les portefeuilles dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie via les cessions, les portefeuilles dont la performance est appréciée sur la base de sa juste valeur, les portefeuilles d'actifs financiers détenus à des fins de transaction.

Lorsque la stratégie que suit le management pour la gestion d'actifs financiers ne correspond ni au modèle collecte, ni au modèle collecte et vente, ces actifs financiers sont classés dans un portefeuille dont le modèle de gestion est autre / vente.

- Les caractéristiques contractuelles (test « Solely Payments of Principal & Interests » ou test « SPPI ») :

Le test « SPPI » regroupe un ensemble de critères, examinés cumulativement, permettant d'établir si les flux de trésorerie contractuels respectent les caractéristiques d'un financement simple (remboursements de nominal et versements d'intérêts sur le nominal restant dû).

Le test est satisfait lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable.

Dans un financement simple, l'intérêt représente le coût du passage du temps, le prix du risque de crédit et de liquidité sur la période, et d'autres composantes liées au coût du portage de l'actif (ex : coûts administratifs...).

Dans certains cas, cette analyse qualitative ne permettant pas de conclure, une analyse quantitative (ou Benchmark test) est effectuée. Cette analyse complémentaire consiste à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié et les flux de trésorerie d'un actif de référence.

Si la différence entre les flux de trésorerie de l'actif financier et celui de référence est jugée non significative, l'actif est considéré comme un financement simple.

Par ailleurs, une analyse spécifique sera menée dans le cas où l'actif financier est émis par des entités ad hoc établissant un ordre de priorité de paiement entre les porteurs des actifs financiers en liant de multiples instruments entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit (des « tranches »).

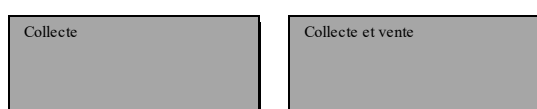
Chaque tranche se voit attribuer un rang de subordination qui précise l'ordre de distribution des flux de trésorerie générés par l'entité structurée.

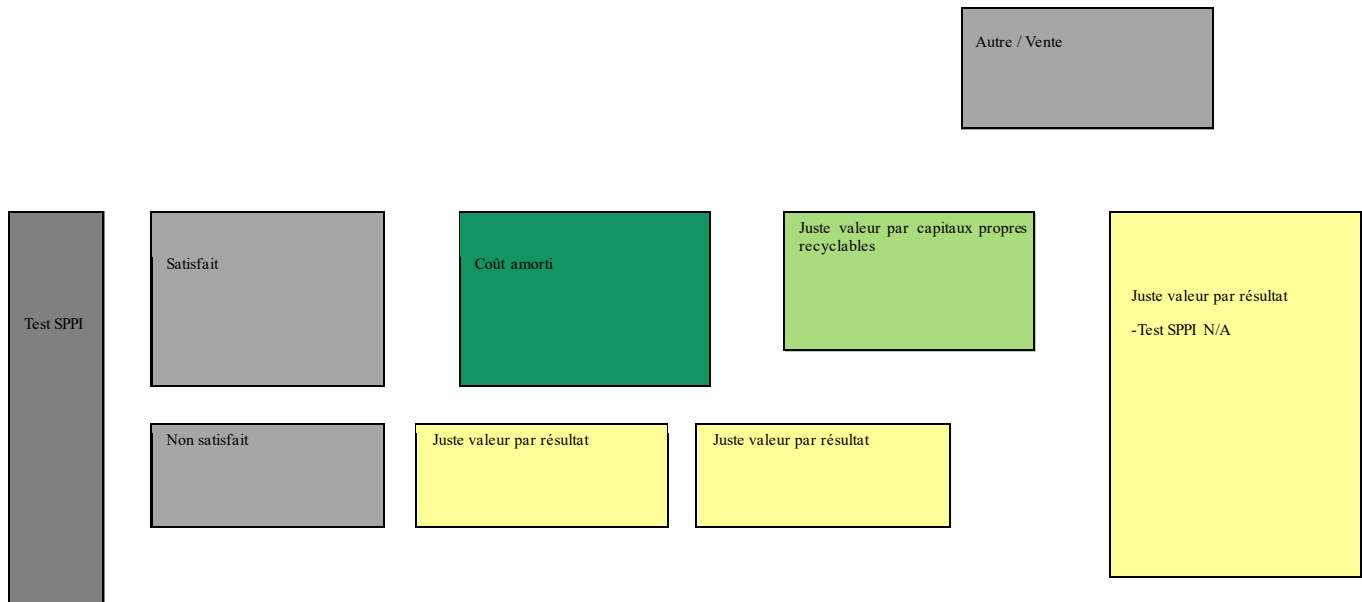
Dans ce cas le test « SPPI » nécessite une analyse des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif concerné et des actifs sous-jacents selon l'approche "lookthrough" et du risque de crédit supporté par les tranches souscrites comparé au risque de crédit des actifs sous-jacents.

Le mode de comptabilisation des instruments de dette résultant de la qualification du modèle de gestion couplée au test « SPPI » peut être présenté sous la forme du diagramme ci-après :

Modèles de gestion

Instruments de dette





❖ Instruments de dette au coût amorti

Initialement évalués à la juste valeur, les instruments de dette sont évalués ultérieurement au coût amorti s'ils sont éligibles au modèle « Collecte » et s'ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de règlement livraison et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction.

L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des prêts et créances, et des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation / Provisionnement pour risque de crédit ».

❖ Instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables

Initialement évalués à la juste valeur, les instruments de dette sont évalués ultérieurement à la juste valeur par capitaux propres recyclables s'ils sont éligibles au modèle « Collecte et Vente » et s'ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de négociation et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction. L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ces actifs financiers sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres recyclables en contrepartie du compte d'encours (hors intérêts courus comptabilisés en résultat selon la méthode du TIE).

En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation / Provisionnement pour risque de crédit » (sans que cela n'affecte la juste valeur au bilan).

□ Instruments de dette à la juste valeur par résultat

Les instruments de dette sont évalués en juste valeur par résultat dans les cas suivants :

- Les instruments sont classés dans des portefeuilles constitués d'actifs financiers détenus à des fins de transaction ou dont l'objectif principal est la cession ;

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont des actifs acquis ou gérés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitrage. Bien que les flux de trésorerie contractuels soient perçus pendant le temps durant lequel la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest détient les actifs, la perception de ces flux de trésorerie contractuels n'est pas essentielle mais accessoire.

- Les instruments de dette qui ne respectent pas les critères du test « SPPI ». C'est notamment le cas des OPC (Organismes de Placement Collectif) ;

- Les instruments financiers classés dans des portefeuilles pour lesquels la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest choisit la valorisation à la juste valeur afin de réduire une différence de traitement comptable au compte de résultat. Dans ce cas, il s'agit d'un classement sur option à la juste valeur par résultat.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat) et coupons courus inclus.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours. Les intérêts de ces instruments sont comptabilisés dans la rubrique « gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation au titre du risque de crédit.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature dont le modèle de gestion est « Autre / Vente » sont enregistrés à la date de règlement livraison.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat sur option sont enregistrés à la date de négociation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature, par échec au test SPPI, sont enregistrés à la date de règlement livraison.

o Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres sont par défaut comptabilisés à la juste valeur par résultat, sauf option irrévocable pour un classement et une évaluation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction.

❖ Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat). Les instruments de capitaux propres détenus à des fins de transaction sont enregistrés à la date de négociation. Les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par résultat et non détenus à des fins de transaction sont enregistrés en date de règlement livraison.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

❖ Instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sur option irrévocable)

L'option irrévocable de comptabiliser les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est retenue au niveau transactionnel (ligne par ligne) et s'applique à la date de comptabilisation initiale. Ces titres sont enregistrés à la date de négociation.

La juste valeur initiale intègre les coûts de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres non recyclables. En cas de cession, ces variations ne sont pas recyclées en résultat, le résultat de cession est comptabilisé en capitaux propres.

Seuls les dividendes sont reconnus en résultat si :

- le droit de l'entité d'en percevoir le paiement est établi ;
- il est probable que les avantages économiques associés aux dividendes iront à l'entité ;
- le montant des dividendes peut être évalué de façon fiable.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

• Acquisition et cession temporaire de titres

Les cessions temporaires de titres (prêts de titres, titres donnés en pension livrée) ne remplissent généralement pas les conditions de décomptabilisation.

Les titres prêtés ou mis en pension sont maintenus au bilan. Dans le cas de titres mis en pension, le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan par le cédant.

Les titres empruntés ou reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan du cessionnaire.

Dans le cas de titres pris en pension, une créance à l'égard du cédant est enregistrée au bilan du cessionnaire en contrepartie du montant versé. En cas de revente ultérieure du titre, le cessionnaire enregistre un passif évalué à la juste valeur qui matérialise son obligation de restituer le titre reçu en pension.

Les produits et charges relatifs à ces opérations sont rapportés au compte de résultat prorata temporis sauf en cas de classement des actifs et passifs à la juste valeur par résultat.

• Décomptabilisation des actifs financiers

Un actif financier (ou groupe d'actifs financiers) est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui lui sont liés arrivent à expiration ;
- ou sont transférés, ou considérés comme tels parce qu'ils appartiennent de fait à un ou plusieurs bénéficiaires et lorsque la quasi-totalité des risques et avantages liés à cet actif financier est transférée.

Dans ce cas, tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et en passifs.

Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés mais que seule une partie des risques et avantages, ainsi que le contrôle, sont conservés, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest continue à comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans cet actif.

Les actifs financiers renégociés pour raisons commerciales en l'absence de difficultés financières de la contrepartie et dans le but de développer ou conserver une relation commerciale sont décomptabilisés en date de renégociation. Les nouveaux prêts accordés aux clients sont enregistrés à leur juste valeur à la date de renégociation. La comptabilisation ultérieure dépend du modèle de gestion et du test « SPPI ».

- Intérêts pris en charge par l'Etat (IAS 20)

Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du groupe Crédit Agricole accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'Etat. En conséquence, ces entités perçoivent de l'Etat une bonification représentative du différentiel de taux existant entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. Ainsi, les prêts qui bénéficient de ces bonifications sont accordés au taux de marché.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'Etat.

Les bonifications perçues de l'Etat sont enregistrées en résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à la norme IAS 20.

□ Passifs financiers

- Classement et évaluation des passifs financiers

Les passifs financiers sont classés au bilan dans les deux catégories comptables suivantes :

- passifs financiers à la juste valeur par résultat, par nature ou sur option ; passifs financiers au coût amorti.

- ❖ Passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature

Les instruments financiers émis principalement en vue d'être rachetés à court terme, les instruments faisant partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prise de bénéfice à court terme, et les dérivés (à l'exception de certains dérivés de couverture) sont évalués à la juste valeur par nature.

Les variations de juste valeur de ce portefeuille sont constatées en contrepartie du compte de résultat.

- ❖ Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Les passifs financiers répondant à l'un des trois cas prévus par la norme ci-après, peuvent être évalués à la juste valeur par résultat sur option : émissions hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables, réduction ou élimination de distorsion de traitement comptable ou groupes de passifs financiers gérés et dont la performance est évaluée à la juste valeur.

Cette option est irrévocable et s'applique obligatoirement à la date de comptabilisation initiale de l'instrument.

Lors des évaluations ultérieures, ces passifs financiers sont évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat pour les variations de juste valeur non liées au risque de crédit propre et en contrepartie des capitaux propres non recyclables pour les variations de valeur liées au risque de crédit propre sauf si cela aggrave la non-concordance comptable (auquel cas les variations de valeur liées

au risque de crédit propre sont enregistrées en résultat, comme prévu par la norme).

❖ Passifs financiers évalués au coût amorti

Tous les autres passifs répondant à la définition d'un passif financier (hors dérivés) sont évalués au coût amorti.

Ces passifs sont enregistrés en juste valeur à l'origine (produits et coûts de transaction inclus) puis sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

❖ Produits de la collecte

Les produits de la collecte sont comptabilisés dans la catégorie des « Passifs financiers au coût amorti – Dettes envers la clientèle » malgré les caractéristiques du circuit de collecte dans le groupe Crédit Agricole, avec une centralisation de la collecte chez Crédit Agricole S.A. en provenance des Caisses régionales. La contrepartie finale de ces produits de collecte pour le Groupe reste en effet la clientèle.

L'évaluation initiale est faite à la juste valeur, l'évaluation ultérieure au coût amorti.

Les produits d'épargne réglementée sont par nature considérés comme étant à taux de marché.

Les plans d'épargne logement et les comptes d'épargne logement donnent lieu le cas échéant à une provision telle que détaillée dans la note 6.15 « Provisions ».

• Reclassement de passifs financiers

Le classement initial des passifs financiers est irrévocable. Aucun reclassement ultérieur n'est autorisé.

• Distinction dettes – capitaux propres

La distinction entre instruments de dette et instruments de capitaux propres est fondée sur une analyse de la substance des dispositifs contractuels.

Un passif financier est un instrument de dette s'il inclut une obligation contractuelle :

- de remettre à une autre entité de la trésorerie, un autre actif financier ou un nombre variable d'instruments de capitaux propres ; ou
- d'échanger des actifs et des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un instrument financier non remboursable qui offre une rémunération discrétionnaire met tant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de tous ses passifs financiers (actif net) et qui n'est pas qualifié d'instrument de dette.

• Décomptabilisation et modification des passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsqu'il arrive à extinction ; ou
- lorsque les analyses quantitative ou qualitative concluent qu'il a été substantiellement modifié en cas de restructuration.

Une modification substantielle d'un passif financier existant doit être enregistré comme une extinction du passif financier initial et la comptabilisation d'un nouveau passif financier (la novation). Tout différentiel entre la valeur comptable du passif éteint et du nouveau passif sera enregistré immédiatement au compte de résultat.

Si le passif financier n'est pas décomptabilisé, le TIE d'origine est maintenu. Une décote / surcote est constatée immédiatement au compte de résultat en date de modification puis fait l'objet d'un étalement au TIE d'origine sur la durée de vie résiduelle de l'instrument.

✓ **Intérêts négatifs sur actifs et passifs financiers**

Conformément à la décision de l'IFRS IC de janvier 2015, les produits d'intérêt négatifs (charges) sur actifs financiers ne répondant pas à la définition d'un revenu au sens d'IFRS 15 sont comptabilisés en charges d'intérêts en compte de résultat, et non en réduction du produit d'intérêts. Il en est de même pour les charges d'intérêts négatives (produits) sur passifs financiers.

✓ **Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit**

• Champ d'application

Conformément à IFRS 9, la *Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest* comptabilise une correction de valeur au titre des pertes de crédit attendues ("*Expected Credit Losses*" ou "*ECL*") sur les encours suivants :

- les actifs financiers d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables (prêts et créances, titres de dette) ;
- les engagements de financement qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les engagements de garantie financière relevant d'IFRS 9 et qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les créances locatives relevant de la norme IFRS 16 ; et
- les créances commerciales générées par des transactions de la norme IFRS 15.

Les instruments de capitaux propres (à la juste valeur par résultat ou à la juste valeur par OCI non recyclables) ne sont pas concernés par les dispositions en matière de dépréciation.

Les instruments dérivés et les autres instruments financiers évalués à la juste valeur par résultat font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie qui n'est pas visé par le modèle ECL. Ce calcul est décrit dans le chapitre 5 « Risques et Pilier 3 » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

• **Risque de crédit et étapes de dépréciation / provisionnement**

Le risque de crédit se définit comme le risque de pertes lié au défaut d'une contrepartie entraînant son incapacité à faire face à ses engagements vis-à-vis du Groupe.

Le processus de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes (*Stages*) :

- 1^{ère} étape (*Stage 1*) : dès la comptabilisation initiale de l'instrument financier (crédit, titre de dette, garantie ...), la *Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest* comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois.
- 2^{ème} étape (*Stage 2*) : si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, la *Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest* comptabilise les pertes attendues à maturité.

- 3^{ème} étape (*Stage 3*) : dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en *Stage 3* ne sont plus respectées, les instruments financiers sont reclassés en *Stage 2*, puis en *Stage 1* en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

o Définition du défaut

La définition du défaut pour les besoins du provisionnement ECL est identique à celle utilisée en gestion et pour les calculs de ratios réglementaires. Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours en défaut (*Stage 3*) est dit déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier. Les indications de dépréciation d'un actif financier englobent les données observables au sujet des événements suivants :

- des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- l'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- la probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- la disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- l'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Il n'est pas nécessairement possible d'isoler un événement en particulier, la dépréciation de l'actif financier pouvant résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

La contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation (90 jours) qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation de défaut (appréciation par la Direction des Risques).

o La notion de perte de crédit attendue « ECL »

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

• Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres IFRS 9 s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le Groupe s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres IFRS 9 nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et d'extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, doivent être retenues.

La formule de calcul intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique. La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêt (*Point in Time*) tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macroéconomiques (*Forward Looking*), alors que la vue prudentielle s'analyse à travers le cycle (*Through The Cycle*) pour la probabilité de défaut (PD) et en bas de cycle (*Downturn*) pour la perte en cas de défaut.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut (« Loss Given Default » ou « LGD »).

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits :
instruments financiers et instruments hors bilan.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir (Stage 1) sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie (Stage 2 et 3), et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'instrument financier est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'instrument financier.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. Conformément à la norme IFRS 9, la prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Le *backtesting* des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima à fréquence annuelle.

Les données macroéconomiques prospectives (*Forward Looking*) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- au niveau du Groupe dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du *Forward Looking* dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles.

• Dégradation significative du risque de crédit

Toutes les entités du Groupe doivent apprécier, pour chaque instrument financier, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêt. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (*Stages*).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe (Forward Looking Central) ;
- un second niveau lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre du Forward Looking local, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement en Stage 2 (bascule de portefeuille ou sous-portefeuille d'ECL à 12 mois en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque instrument financier. Aucune contagion n'est requise pour le passage de *Stage 1* à *Stage 2* des instruments financiers d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les deux critères suivants :

1. Critère relatif

Pour apprécier le caractère significatif de la dégradation relative du risque de crédit, des seuils sont calibrés régulièrement en fonction des probabilités de défaut à maturité qui incluent l'information prospective en date de clôture et en date de comptabilisation initiale.

Ainsi, un instrument financier est classé en Stage 2, si le ratio entre la probabilité de défaut de l'instrument en date de clôture d'une part et celle en date de comptabilisation initiale d'autre part est supérieur au seuil multiplicatif défini par le Groupe.

Ces seuils sont déterminés par portefeuille homogène d'instruments financiers en s'appuyant sur la segmentation du dispositif prudentiel de gestion des risques.

Le Groupe décline également systématiquement en Stage 2 dès lors que la probabilité de défaut à date est supérieure à 3 fois la probabilité de défaut à l'origine et si la probabilité de défaut à date est supérieure à 0,3%.

Ce critère en variation relative est complété par un critère en variation absolue de la probabilité de défaut de +30bps. Lorsque la probabilité de défaut à un an est inférieure 0,3%, le risque de crédit est considéré « non significatif ».

2. Critère absolu

- Compte tenu des pratiques de gestion du risque de crédit du groupe Crédit Agricole, quand la probabilité de défaut à 1 an en date de clôture est supérieure à 15 % pour la clientèle de détail et 12% pour la grande clientèle, la dégradation du risque est considérée comme significative et l'instrument financier classé en Stage 2.

- Le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil de dégradation significative et de classement en Stage 2

- L'instrument financier est classé en Stage 2 en cas de restructuration en raison de difficultés financières.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en *Stage 2*.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (*Stage 1*).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- le type d'instrument ;
- la note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- le type de garantie ;
- la date de comptabilisation initiale ;
- la durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- le secteur d'activité ;
- l'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- la valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ; le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur une base de portefeuille homogène peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Pour les titres, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest utilise l'approche qui consiste à appliquer un niveau absolu de risque de crédit, conformément à IFRS 9, en deçà duquel les expositions seront classées en *Stage 1* et dépréciées sur la base d'une ECL à 12 mois.

Ainsi, les règles suivantes s'appliqueront pour le suivi de la dégradation significative des titres :

- les titres notés "Investment Grade", en date d'arrêt, seront classés en *Stage 1* et provisionnés sur la base d'une ECL à 12 mois ;
- les titres notés "Non Investment Grade" (NIG), en date d'arrêt, devront faire l'objet d'un suivi de la dégradation significative, depuis l'origine, et être classés en *Stage 2* (ECL à maturité) en cas de dégradation significative du risque de crédit.

La détérioration relative doit être appréciée en amont de la survenance d'une défaillance avérée (*Stage 3*).

• Restructurations pour cause de difficultés financières

Les instruments de dette restructurés pour difficultés financières sont ceux pour lesquels la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, maturité, etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi, ils concernent tous les instruments de dette, quelle que soit la catégorie de classement de l'instrument de dette en fonction de la dégradation du risque de crédit observée depuis la comptabilisation initiale.

Conformément à la définition de l'ABE (Autorité Bancaire Européenne) précisée dans le chapitre « Gestion des risques » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A., les restructurations de créances pour difficultés financières du débiteur correspondent à l'ensemble des modifications apportées à un ou à des contrats de crédit à ce titre, ainsi qu'aux refinancements accordés en raison des difficultés financières rencontrées par le client.

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Par « modification de contrat », sont visées par exemple les situations dans lesquelles :

- il existe une différence en faveur de l'emprunteur entre le contrat modifié et les conditions antérieures au contrat ;
- les modifications apportées au contrat conduisent à des conditions plus favorables pour l'emprunteur concerné que ce qu'auraient pu obtenir, au même moment, d'autres emprunteurs de la banque ayant un profil de risque similaire.

Par « refinancement », sont visées les situations dans lesquelles une dette nouvelle est accordée au client pour lui permettre de rembourser totalement ou partiellement une autre dette dont il ne peut assumer les conditions contractuelles en raison de sa situation financière.

Une restructuration de prêt (sain ou en défaut) indique une présomption d'existence d'un risque de perte avérée (*Stage 3*).

La nécessité de constituer une dépréciation sur l'exposition restructurée doit donc être analysée en conséquence (une restructuration n'entraîne pas systématiquement la constitution de dépréciation pour perte avérée et un classement en défaut).

La qualification de « créance restructurée » est temporaire.

Dès lors que l'opération de restructuration au sens de l'ABE a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

En l'absence de décomptabilisation liée à ce type d'événement, la réduction des flux futurs accordée à la contrepartie ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration donne lieu à l'enregistrement d'une décote en coût du risque.

Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisé au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur comptable de la créance ;
- et la somme des flux futurs de trésorerie théoriques du prêt « restructuré », actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

En cas d'abandon d'une partie du capital, ce montant constitue une perte à enregistrer immédiatement en coût du risque.

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque.

Lors de la reprise de la décote, la part due à l'effet de l'écoulement du temps est enregistrée en « Produit Net Bancaire ».

• Irrécouvrabilité

Lorsqu'une créance est jugée irrécouvrable, c'est-à-dire qu'il n'y a plus d'espoir de la récupérer en tout ou partie, il convient de décomptabiliser du bilan et de passer en perte le montant jugé irrécouvrable.

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert. Chaque entité doit donc le fixer, avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité. Avant tout passage en perte, une dépréciation en *Stage 3* aura dû être constitué (à l'exception des actifs à la juste valeur par résultat).

Pour les crédits au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant passé en perte est enregistré en coût du risque pour le nominal, en Produit Net bancaire (PNB) pour les intérêts.

☐ Instruments financiers dérivés

• Classement et évaluation

Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers classés par défaut en instruments dérivés détenus à des fins de transaction sauf à pouvoir être qualifiés d'instruments dérivés de couverture.

Ils sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur initiale à la date de négociation.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur.

A chaque arrêté comptable, la contrepartie des variations de juste valeur des dérivés au bilan est enregistrée :

- en résultat s'il s'agit d'instruments dérivés détenus à des fins de transaction ou de couverture de juste valeur ;
- en capitaux propres recyclables s'il s'agit d'instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie ou d'un investissement net dans une activité à l'étranger, pour la part efficace de la couverture.

• La comptabilité de couverture

o Cadre général

Conformément à la décision du Groupe, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest n'applique pas le volet « comptabilité de couverture » d'IFRS 9 suivant l'option offerte par la norme. L'ensemble des relations de couverture reste documenté selon les règles de la norme IAS 39, et ce au plus tard jusqu'à la date d'application du texte sur la macro-couverture lorsqu'il sera adopté par l'Union européenne. Néanmoins, l'éligibilité des instruments financiers à la comptabilité de couverture selon IAS 39 prend en compte les principes de classement et d'évaluation des instruments financiers de la norme IFRS 9.

Sous IFRS 9, et compte tenu des principes de couverture d'IAS 39, sont éligibles à la couverture de juste valeur et à la couverture de flux de trésorerie, les instruments de dette au coût amorti et à la juste valeur par capitaux propres recyclables.

o Documentation

Les relations de couverture doivent respecter les principes suivants :

- la couverture de juste valeur a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut affecter le résultat (par exemple, couverture de tout ou partie des variations de juste valeur dues au risque de taux d'intérêt d'une dette à taux fixe) ;
- la couverture de flux de trésorerie a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de flux de trésorerie futurs d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une transaction prévue hautement probable, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut ou pourrait (dans le cas d'une transaction prévue mais non réalisée) affecter le résultat (par exemple, couverture des variations de tout ou partie des paiements d'intérêts futurs sur une dette à taux variable) ;
- la couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger a pour objet de se prémunir contre le risque de variation défavorable de la juste valeur liée au risque de change d'un investissement réalisé à l'étranger dans une monnaie autre que l'euro, monnaie de présentation de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest.

Dans le cadre d'une intention de couverture, les conditions suivantes doivent également être respectées afin de bénéficier de la comptabilité de couverture :

- éligibilité de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert ;
- documentation formalisée dès l'origine, incluant notamment la désignation individuelle et les caractéristiques de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, la nature de la relation de couverture et la nature du risque couvert ;
- démonstration de l'efficacité de la couverture, à l'origine et rétrospectivement, à travers des tests effectués à chaque arrêté.

Pour les couvertures d'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers, le groupe Crédit Agricole privilégie une documentation de couverture en juste valeur telle que permise par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (version dite *carve out*). Notamment :

- le Groupe documente ces relations de couverture sur la base d'une position brute d'instruments dérivés et d'éléments couverts ;
- la justification de l'efficacité de ces relations de couverture s'effectue par le biais d'échéanciers.

o Evaluation

L'enregistrement comptable de la réévaluation du dérivé à sa juste valeur se fait de la façon suivante :

- Couverture de juste valeur : la réévaluation du dérivé et la réévaluation de l'élément couvert à hauteur du risque couvert sont inscrites symétriquement en résultat. Il n'apparaît, en net en résultat, que l'éventuelle inefficacité de la couverture ;
- Couverture de flux de trésorerie : la réévaluation du dérivé, hors intérêts courus et échus, est portée au bilan en contrepartie d'un compte spécifique de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables pour la partie efficace et la partie inefficace de la couverture est, le cas échéant, enregistrée en résultat. Les profits ou pertes sur le dérivé accumulés en capitaux propres sont ensuite recyclés en résultat au moment où les flux couverts se réalisent ;
- Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte d'écarts de conversion en capitaux propres recyclables et la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

Lorsque les conditions ne sont plus respectées pour bénéficier de la comptabilité de couverture, le traitement comptable qui suit doit être appliqué prospectivement, sauf en cas de disparition de l'élément couvert :

- Couverture de juste valeur : seul l'instrument dérivé continue à être réévalué en contrepartie du résultat. L'élément couvert est intégralement comptabilisé conformément à son classement. Pour les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, les variations de juste valeur postérieures à l'arrêt de la relation de couverture, sont enregistrées en capitaux propres en totalité. Pour les éléments couverts évalués au coût amorti, qui étaient couverts en taux, le stock d'écart de réévaluation est amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- Couverture de flux de trésorerie : l'instrument de couverture est valorisé à la juste valeur par résultat. Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres jusqu'à ce que les flux couverts de l'élément couvert affectent le résultat. Pour les éléments qui étaient couverts en taux, le résultat est affecté au fur et à mesure du versement des intérêts. Le stock d'écart de réévaluation est en pratique amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- Couverture d'investissement net à l'étranger : Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres tant que l'investissement net est détenu. Le résultat est constaté lorsque l'investissement net à l'étranger sort du périmètre de consolidation.

• Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Cette désignation s'applique uniquement aux passifs financiers et aux contrats non financiers. Le dérivé incorporé doit être comptabilisé séparément du contrat hôte si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;
- séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ; les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celles du contrat hôte.

☐ Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers est déterminée en maximisant le recours aux données d'entrée observables. Elle est présentée selon la hiérarchie définie par IFRS 13.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

La juste valeur s'applique à chaque actif financier ou passif financier à titre individuel. Par exception, elle peut être estimée par portefeuille, si la stratégie de gestion et de suivi des risques le permet et fait l'objet d'une documentation appropriée. Ainsi, certains paramètres de la juste valeur sont calculés sur une base nette lorsqu'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers est géré sur la base de son exposition nette aux risques de marché ou de crédit.

la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest considère que la meilleure indication de la juste valeur est la référence aux cotations publiées sur un marché actif.

En l'absence de telles cotations, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation des données observables pertinentes et minimisent celle des données non observables.

Lorsqu'une dette est évaluée à la juste valeur par résultat (par nature ou sur option), la juste valeur tient compte du risque de crédit propre de l'émetteur.

- Hiérarchie de la juste valeur

La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

- Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours (non ajustés) sur des marchés actifs

Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif, des parts de fonds d'investissement cotées sur un marché actif et des dérivés contractés sur un marché organisé, notamment les futures.

Un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sur les actifs et passifs financiers présentant des risques de marché qui se compensent, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest retient des cours *midprice* comme base pour déterminer la juste valeur de ces positions. Pour les positions nettes vendeuses, les valeurs de marché retenues sont celles aux cours acheteurs et pour les positions nettes acheteuses, il s'agit des cours vendeurs.

- Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1

Ces données sont directement observables (à savoir des prix) ou indirectement observables (données dérivées de prix) et répondent généralement aux caractéristiques suivantes : il s'agit de données qui ne sont pas propres à la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest, qui sont disponibles / accessibles publiquement et fondées sur un consensus de marché.

Sont présentés en niveau 2 :

- les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs, le modèle de *Black & Scholes*) et fondée sur des données de marché observables ;

- les instruments négociés de gré à gré pour lesquels la valorisation est faite à l'aide de modèles qui utilisent des données de marché observables, c'est-à-dire qui peuvent être obtenues à partir de plusieurs sources externes, indépendantes des sources internes et ce de façon régulière. Par exemple, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêté.

Lorsque la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest utilise des modèles standards, et sur des paramètres de marchés observables (tels que les courbes de taux ou les nappes de volatilité implicite), la marge à l'origine dégagée sur les instruments ainsi valorisés est constatée en compte de résultat dès l'initiation.

- Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité

La détermination de la juste valeur de certains instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques de valorisation utilisant des hypothèses qui ne sont pas étayées par des données observables sur le marché pour le même instrument. Ces produits sont présentés en niveau 3.

Il s'agit pour l'essentiel de produits complexes de taux, de dérivés actions et de produits structurés de crédit dont la valorisation requiert, par exemple, des paramètres de corrélation ou de volatilité non directement comparables à des données de marché.

Le prix de transaction à l'origine est réputé refléter la valeur de marché et la reconnaissance de la marge initiale est différée.

La marge dégagée sur ces instruments financiers structurés est généralement constatée en résultat par étalement sur la durée pendant laquelle les paramètres sont jugés inobservables. Lorsque les données de marché deviennent « observables », la marge restant à étaler est immédiatement reconnue en résultat.

Les méthodologies et modèles de valorisation des instruments financiers présentés en niveau 2 et niveau 3 intègrent l'ensemble des facteurs que les acteurs du marché utilisent pour calculer un prix. Ils doivent être au préalable validés par un contrôle indépendant. La détermination des justes valeurs de ces instruments tient compte notamment du risque de liquidité et du risque de contrepartie.

✓ **Compensation des actifs et passifs financiers**

Conformément à la norme IAS 32, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement si elle a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et le passif simultanément.

Les instruments dérivés et les opérations de pension traités avec des chambres de compensation dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères requis par la norme IAS 32 font l'objet d'une compensation au bilan.

✓ **Gains ou pertes nets sur instruments financiers**

- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

Pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans les actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les plus et moins-values de cession réalisées sur des actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur et les résultats de cession ou de rupture des instruments dérivés n'entrant pas dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

Ce poste comprend également l'inefficacité résultant des opérations de couverture.

- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

Pour les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en capitaux propres, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes provenant d'instruments de capitaux propres classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres non recyclables ;
- les plus et moins-values de cession ainsi que les résultats liés à la rupture de la relation de couverture sur les instruments de dette classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les résultats de cession ou de rupture des instruments de couverture de juste valeur des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres lorsque l'élément couvert est cédé.

☐ **Engagements de financement et garanties financières donnés**

Les engagements de financement qui ne sont pas désignés comme actifs à la juste valeur par résultat ou qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IFRS 9 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions pour risque de crédit conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

Un contrat de garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser son titulaire d'une perte qu'il subit en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié qui n'effectue pas un paiement à l'échéance selon les conditions initiales ou modifiées d'un instrument de dette.

Les contrats de garantie financière sont évalués initialement à la juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre :

- le montant de la correction de valeur pour pertes déterminée selon les dispositions de la norme IFRS 9, chapitre « Dépréciation » ; ou
- le montant initialement comptabilisé diminué, s'il y a lieu, du cumul des produits comptabilisés selon les principes d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients ».

☐ **Provisions (dont IAS 37)**

la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest identifie les obligations (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable. Ces estimations sont le cas échéant actualisées dès lors que l'effet est significatif.

Au titre des obligations autres que celles liées au risque de crédit, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest a constitué des provisions qui couvrent notamment :

- Les risques opérationnels ;
- Les avantages au personnel ;
- Les risques d'exécution des engagements par signature ;
- Les litiges et garanties de passif ;
- Les risques fiscaux (hors impôt sur le résultat) Les risques liés à l'épargne logement.

Cette dernière provision est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne logement et

pour l'ensemble des comptes d'épargne logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- Le comportement modélisé des souscripteurs, en utilisant des hypothèses d'évolution de ces comportements, fondées sur des observations historiques et susceptibles de ne pas décrire la réalité de ces évolutions futures ;
- L'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur, établie à partir d'observations historiques de longue période ;
- La courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

L'évaluation des provisions suivantes peut également faire l'objet d'estimations :

- La provision pour risques opérationnels, pour lesquels un recensement des risques avérés, et une appréciation par la Direction de la fréquence de l'incident et le montant de l'impact financier potentiel sont pris en compte.
- Les provisions pour risques juridiques qui résultent de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêté des comptes.

Des informations détaillées sont fournies en note 6.15 « Provisions ».

☐ **Avantages au personnel (IAS 19)**

Les avantages au personnel, selon la norme IAS 19, se regroupent en quatre catégories :

- Les avantages à court terme ;
- Les avantages postérieurs à l'emploi, classés eux-mêmes en deux catégories décrites ci-après : les régimes à prestations définies et les régimes à cotisations définies ;
- Les autres avantages à long terme (médailles du travail, primes et rémunérations payables douze mois ou plus à la clôture de l'exercice) ;
- Les indemnités de cessation d'emploi.

✓ **Avantages à court terme**

Les avantages à court terme sont ceux accordés aux salariés pendant leur période d'activité, et dont on s'attend à ce qu'ils soient réglés intégralement dans les 12 mois suivant l'exercice au cours duquel les services ont été rendus, tels que les salaires, les primes, les congés annuels rémunérés, les charges sociales et fiscales afférentes, ainsi que la participation et l'intéressement des salariés.

✓ **Avantages postérieurs à l'emploi**

- Régimes à prestations définies

la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest détermine à chaque arrêté ses engagements de retraite et avantages similaires

ainsi que l'ensemble des avantages sociaux accordés au personnel et relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel ou d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction. (Cf. note 7.4 « Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies »).

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de turnover. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iBoxx AA.

Conformément à la norme IAS 19, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest impute la totalité des écarts actuariels constatés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables. Les écarts actuariels sont constitués des ajustements liés à l'expérience (différence entre ce qui a été estimé et ce qui s'est produit) et de l'effet des changements apportés aux hypothèses actuarielles.

Le rendement attendu des actifs de régimes est déterminé sur la base des taux d'actualisation retenus pour évaluer l'obligation au titre de prestations définies. La différence entre le rendement attendu et le rendement réel des actifs de régimes est constatée en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables.

Le montant de la provision est égal à :

- La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la norme IAS 19 ;
- Diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une police d'assurance correspondant exactement, par son montant et sa période, à tout ou partie des prestations payables en vertu du régime, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Afin de couvrir ses engagements, la Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest a souscrit des assurances auprès de Prédica et d'ADICAM.

Au titre de ces engagements non couverts, une provision destinée à couvrir les indemnités de départ à la retraite figure au passif du bilan sous la rubrique « Provisions ». Cette provision est égale au montant correspondant aux engagements concernant les personnels de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest, présents à la clôture de l'exercice, relevant de la Convention Collective du groupe Crédit Agricole entrée en vigueur le 1er janvier 2005.

Une provision destinée à couvrir le coût des congés de fin de carrière figure sous la même rubrique « Provisions ». Cette provision couvre le coût supplémentaire actualisé des différents accords de départs anticipés signés par les entités du groupe Crédit Agricole qui permettent à leurs salariés ayant l'âge requis de bénéficier d'une dispense d'activité.

Enfin, les engagements de retraite complémentaires, qui génèrent des obligations pour les sociétés concernées, font l'objet de provisions déterminées à partir de la dette actuarielle représentative de ces engagements. Ces provisions figurent également au passif du bilan sous la rubrique « Provisions ».

- Régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé qui constituent des charges de l'exercice.

✓ **Autres avantages à long terme**

Les autres avantages à long terme sont les avantages à verser aux salariés, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrats, mais non intégralement dus dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les services correspondants ont été rendus.

Sont notamment concernés les bonus et autres rémunérations différées versés douze mois ou plus après la fin de l'exercice au cours duquel ils ont été acquis, mais qui ne sont pas indexés sur des actions.

La méthode d'évaluation est similaire à celle utilisée par le Groupe pour les avantages postérieurs à l'emploi relevant de la catégorie de régimes à prestations définies.

✓ **Indemnités de cessation d'emploi**

Les « indemnités de cessation d'emploi » résultent, soit de la décision de l'entité de mettre fin à l'emploi du salarié avant l'âge normal de départ à la retraite, soit de la décision de ce dernier d'accepter les indemnités offertes par l'entité en échange de la cessation de son emploi (offre faite aux salariés visant à encourager les départs volontaires).

□ **Impôts sur le résultat (IAS 12)**

Conformément à la norme IAS 12, l'impôt sur le résultat comprend tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés.

Pour rappel, IAS 12 impose que les passifs et actifs d'impôts exigibles et différés doivent être évalués en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés. En France, un texte est quasi adopté après le vote favorable de l'Assemblée nationale et du Sénat et après approbation du Conseil constitutionnel ou dès que le délai de saisine du Conseil constitutionnel a expiré.

Lundi 2 décembre 2024, la responsabilité du gouvernement français a été engagée par le déclenchement de l'article 49.3 de la Constitution concernant le Projet de Loi de Finances de la Sécurité Sociale 2025. Mercredi 4 décembre 2024, une des motions de censure déposées a été adoptée, aboutissant à la démission du gouvernement et à la suspension des travaux de l'Assemblée nationale, notamment la Loi de Finance 2025 qui prévoyait initialement des contributions exceptionnelles additionnelles à l'Impôt sur les Sociétés.

À la suite de ces événements et à ce stade, les différentes options au niveau législatif possibles conduisent à reconduire le budget 2024 en 2025 dans l'attente de discussions législatives. Ainsi à date, il convient alors de considérer un maintien du taux d'IS à 25,83% (conformément au budget 2024) pour l'évaluation des passifs et actifs d'impôts exigibles et différés au 31 décembre 2024.

□ **Impôts exigibles**

La norme IAS 12 définit l'impôt exigible comme « le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'une période ». Le bénéfice imposable est le bénéfice (ou la perte) d'un exercice déterminé selon les règles établies par les administrations fiscales et sur la base desquelles l'impôt sur le résultat doit être payé (recouvré).

Les taux et règles applicables pour déterminer la charge d'impôt exigible sont ceux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du Groupe.

L'impôt exigible concerne tout impôt sur le résultat, dû ou à recevoir, et dont le paiement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices.

L'impôt exigible, tant qu'il n'est pas payé, doit être comptabilisé en tant que passif. Si le montant déjà payé au titre de l'exercice et des exercices précédents excède le montant dû pour ces exercices, l'excédent doit être comptabilisé en tant qu'actif.

Les crédits d'impôts sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôts sur les bénéfices » du compte de résultat.

✓ **Impôts différés**

Certaines opérations réalisées par la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest peuvent générer des impôts sur le résultat payables ou recouvrables au cours de périodes futures. Les différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale sont qualifiées par la norme IAS 12 de différences temporelles.

La norme impose la comptabilisation d'impôts différés dans les cas suivants :

Un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, sauf dans la mesure où le passif d'impôt différé est généré par :

- La comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition ;
- La comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de la transaction.
- Un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, dans la mesure où il est jugé probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.
- Un actif d'impôt différé doit également être comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Le calcul des impôts différés tient compte des taux d'impôts de chaque pays et ne doit pas faire l'objet d'une actualisation.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si, et seulement si :

- la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ; et
- Les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale, soit sur la même entité imposable, soit sur les entités imposables différentes, qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôts exigibles sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément, lors de chaque exercice futur au cours duquel on s'attend à ce que des montants importants d'actifs ou de passifs d'impôts différés soient réglés ou récupérés.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés dans le résultat net de l'exercice sauf dans la mesure où l'impôt est généré :

- Soit par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans le même exercice ou un exercice différent, auquel cas il est directement débité ou crédité dans les capitaux propres ;
- Soit par un regroupement d'entreprises.
- Plus-values sur titres

Les plus-values latentes sur titres, lorsqu'elles sont taxables, ne génèrent pas de différences temporelles imposables entre la valeur comptable à l'actif et la base fiscale. Elles ne donnent donc pas lieu à constatation d'impôts différés. Lorsque les titres concernés sont classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les plus et moins-values latentes sont

comptabilisées en contrepartie des capitaux propres. Aussi par symétrie, la charge d'impôt ou l'économie d'impôt réel supportée par la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest au titre de ces plus-values ou moins-values latentes est reclassée en déduction des capitaux propres.

Les plus-values sur les titres de participation, tels que définis par le Code général des impôts, et relevant du régime fiscal du long terme, sont exonérées d'impôt sur les sociétés (à l'exception d'une quote-part de frais, taxée au taux de droit commun). Aussi les plus-values latentes constatées à la clôture de l'exercice génèrent une différence temporelle donnant lieu à la constatation d'impôts différés à hauteur de cette quote-part de frais.

- **Contrats de location IFRS 16**

Dans le cadre des contrats de location IFRS 16, un impôt différé passif est comptabilisé sur le droit d'utilisation et un impôt différé actif sur la dette locative pour les contrats de location dont le Groupe est preneur.

- ✓ **Risques fiscaux**

Les risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat donnent lieu à la comptabilisation d'une créance ou d'une dette d'impôt lorsque la probabilité de recevoir l'actif ou de payer le passif est jugée plus probable qu'improbable. Ces risques sont par ailleurs pris en compte dans l'évaluation des actifs et passifs d'impôts courants et différés.

L'interprétation IFRIC 23 portant sur l'évaluation des positions fiscales incertaines s'applique dès lors qu'une entité a identifié une ou des incertitudes à propos de positions fiscales prises concernant ses impôts sur le résultat. Elle apporte également des précisions sur leurs estimations :

- L'analyse doit être fondée sur une détection à 100 % de l'administration fiscale ;
- Le risque fiscal doit être comptabilisé au passif dès lors qu'il est plus probable qu'improbable que les autorités fiscales remettent en cause le traitement retenu, pour un montant reflétant la meilleure estimation de la Direction ;
- En cas de probabilité supérieure à 50 % de remboursement par l'administration fiscale, une créance doit être comptabilisée.

- **Traitement des immobilisations (IAS 16, 36, 38 et 40)**

Le groupe Crédit Agricole applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué des dépréciations éventuelles.

Les immeubles d'exploitation et de placement, ainsi que le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Outre les logiciels, les immobilisations incorporelles comprennent principalement les actifs acquis lors de regroupements d'entreprises résultant de droits contractuels (accord de distribution par exemple). Ceux-ci ont été évalués en fonction des avantages économiques futurs correspondants ou du potentiel des services attendus.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Le groupe Crédit Agricole applique la comptabilisation des immobilisations corporelles et incorporelles par composants. Les composants et durées d’amortissement sont adaptés à la nature de la construction et la localisation et sont définis comme suit.

Consécutivement à l’emménagement dans le nouveau siège des Casseaux, la Caisse Régionale de Centre Ouest a révisé les durées d’utilité de ses actifs immobiliers. Cette révision a été traitée comme un changement d’estimation conformément à IAS 8, avec une application prospective. Ainsi, à compte du 01 novembre 2024, la Caisse Régionale a allongé ses durées d’amortissements de 30 à 50 ans pour la construction, de 20 à 40 ans pour le second œuvre et de 8 à 15 ans pour le mobilier et l’agencement. Ce changement d’estimation a eu un impact en résultat pour 2024 de 0,4 M€.

Composant	Durée d’amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	30 à 50 ans
Second œuvre	8 à 40 ans
Installations techniques	5 à 15 ans
Agencements	5 à 15 ans
Matériel informatique	4 ans -dégressif
Matériel spécialisé	4 ans -dégressif

☐ Opérations en devises (IAS 21)

En date de clôture, les actifs et passifs libellés en monnaie étrangère sont convertis en euros, monnaie fonctionnelle du groupe Crédit Agricole.

En application de la norme IAS 21, une distinction est effectuée entre les éléments monétaires (ex : instruments de dette) et non monétaires (ex : instruments de capitaux propres).

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change de clôture. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte trois exceptions :

- Sur les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, la composante de l’écart de change calculée sur le coût amorti est comptabilisée en résultat ; le complément est enregistré en capitaux propres recyclables ;
- Sur les éléments désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d’un investissement net dans une entité étrangère, les écarts de change sont comptabilisés en capitaux propres recyclables pour la part efficace ;
- Sur les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, les écarts de change liés aux variations de juste de valeur du risque de crédit propre sont enregistrés en capitaux propres non recyclables.

Les traitements relatifs aux éléments non monétaires diffèrent selon le traitement comptable de ces éléments avant conversion :

- Les éléments au coût historique restent évalués au cours de change du jour de la transaction (cours historique) ;
- Les éléments à la juste valeur sont convertis au cours de change à la date de clôture.

Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés :

- En résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat ;
- En capitaux propres non recyclables si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres non recyclables.

☐ Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients (IFRS 15)

Les produits et charges de commissions sont enregistrés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les commissions qui font partie intégrante du rendement d'un instrument financier sont comptabilisées comme un ajustement de la rémunération de cet instrument et intégrées à son taux d'intérêt effectif (en application d'IFRS 9).

Concernant les autres natures de commissions, leur comptabilisation au compte de résultat doit refléter le rythme de transfert au client du contrôle du bien ou du service vendu :

Le résultat d'une transaction associée à une prestation de services est comptabilisé dans la rubrique Commissions, lors du transfert du contrôle de la prestation de service au client s'il peut être estimé de façon fiable. Ce transfert peut intervenir au fur et à mesure que le service est rendu (service continu) ou à une date donnée (service ponctuel).

a) Les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, par exemple) sont enregistrées en résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation rendue.

b) Les commissions perçues ou versées en rémunération de services ponctuels sont, quant à elles, intégralement enregistrées en résultat lorsque la prestation est rendue.

Les commissions à verser ou à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées à hauteur du montant pour lequel il est hautement probable que le revenu ainsi comptabilisé ne fera pas ultérieurement l'objet d'un ajustement significatif à la baisse lors de la résolution de l'incertitude. Cette estimation est mise à jour à chaque clôture. En pratique, cette condition a pour effet de différer l'enregistrement de certaines commissions de performance jusqu'à l'expiration de la période d'évaluation de performance et jusqu'à ce qu'elles soient acquises de façon définitive.

☐ Contrats de location (IFRS 16)

Le Groupe peut être bailleur ou preneur d'un contrat de location.

Contrats de location dont le Groupe est bailleur

Les opérations de location sont classées selon les cas, soit en opérations de location financement si le contrat de location transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sous-jacent, soit en opérations de location simple si l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur.

- S'agissant d'opérations de location financement, elles sont assimilées à une vente d'immobilisation au preneur financée par un crédit accordé par le bailleur à ce dernier. Le bailleur constate ainsi une créance financière sur le preneur, comptabilisée en « actifs financiers au coût amorti » pour une valeur égale à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements de location à recevoir, majorée de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur.

Les loyers perçus sont décomposés entre d'une part les intérêts enregistrés au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés », et d'autre part l'amortissement du capital, de façon que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel.

Pour les créances de location financement, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest applique l'approche générale de dépréciation des actifs financiers au coût amorti d'IFRS 9.

- S'agissant d'opérations de location simple, le bailleur comptabilise les biens loués parmi les « immobilisations corporelles » à l'actif de son bilan et les amortit linéairement sur leur durée d'utilité hors valeur résiduelle. Les loyers sont également comptabilisés en résultat de manière linéaire sur la durée des contrats de location. Les produits de location et les dotations aux amortissements sont enregistrés au compte de résultat parmi les « produits des autres activités » et les « charges des autres activités ».

Contrats de location dont le Groupe est preneur

Les opérations de location sont comptabilisées dans le bilan à la date de mise à disposition de l'actif loué. Le preneur constate un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué parmi les immobilisations corporelles pendant la durée estimée du contrat et une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers parmi les passifs divers sur cette même durée.

La durée de location d'un contrat correspond à la durée non résiliable du contrat de location à justée des options de prolongation du contrat que le preneur est raisonnablement certain d'exercer et option de résiliation que le preneur est raisonnablement certain de ne pas exercer.

En France, le principe Groupe applicable aux contrats à durée indéterminée ou renouvelables partacite prolongation est de retenir la première option de sortie post 5 ans. La durée retenue pour les baux commerciaux dits « 3/6/9 » est généralement de 9 ans avec une période initiale non résiliable de 3 ans. Lorsque le preneur estime qu'il est raisonnablement certain ne pas exercer l'option de sortie au bout de 3 ans, le principe Groupe sera appliqué aux baux commerciaux français dans la majeure partie des cas, à la date de début du contrat de location. Ainsi, la durée initiale sera estimée à 6 ans. La principale exception sera le cas d'un bail dans lequel les options de sortie intermédiaires ont été abandonnées (par exemple en contrepartie d'une réduction de loyers) ; dans ce cas, on retiendra une durée de location initiale de 9 ans par application du principe Groupe.

La dette locative est comptabilisée pour un montant égal à la valeur actualisée des paiements de loyers sur la durée du contrat. Les paiements de loyers comprennent les loyers fixes, les loyers variables basés sur un taux ou un indice et les paiements que le preneur s'attend à payer au titre des garanties de valeur résiduelle, d'option d'achat ou de pénalité de résiliation anticipée. Les loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux et la TVA non déductible sur les loyers sont exclus du calcul de la dette et sont comptabilisés en charges générales d'exploitation.

Le taux d'actualisation applicable pour le calcul du droit d'utilisation et du passif de location est par défaut le taux d'en dettement marginal du preneur sur la durée du contrat à la date de signature du contrat, lorsque le taux implicite n'est pas aisément déterminable. Le taux d'emprunt marginal tient compte de la structure de paiement des loyers. Il reflète les conditions du bail (durée, garantie, environnement économique...).

La charge au titre des contrats de location est décomposée entre d'une part les intérêts et d'autre part l'amortissement du capital.

Le droit d'utilisation de l'actif est évalué à la valeur initiale de la dette locative augmentée des coûts directs initiaux, des paiements d'avance, des coûts de remise en état et diminuée des avantages incitatifs à la location. Il est amorti sur la durée estimée du contrat.

La dette locative et le droit d'utilisation peuvent être ajustés en cas de modification du contrat de location, de réestimation de la durée de location ou de révision des loyers liée à l'application d'indices ou de taux.

Des impôts différés sont comptabilisés au titre des différences temporelles des droits d'utilisation et des passifs de location chez le preneur.

Conformément à l'exception prévue par la norme, les contrats de location à court terme (durée initiale inférieure à douze mois) et les contrats de location dont la valeur à neuf du bien loué est de faible valeur ne sont pas comptabilisés au bilan. Les charges de location correspondantes sont enregistrées de manière linéaire dans le compte de résultat parmi les charges générales d'exploitation.

Selon les dispositions prévues par la norme, le Groupe n'applique pas la norme IFRS 16 aux contrats de location d'immobilisations incorporelles.

☐ Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées (IFRS 5)

Un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) est considéré comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue.

Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel et sa vente doit être hautement probable.

Les actifs et passifs concernés sont isolés au bilan sur les postes « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » et « Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ».

Ces actifs non courants (ou groupe d'actifs destiné à être cédé) classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. En cas de moins-value latente, une dépréciation est enregistrée en résultat. Par ailleurs, les actifs non courants correspondant à des immobilisations amortissables cessent d'être amortis à compter de leur déclassement.

Pour les participations mises en équivalence, la quote-part de résultat à hauteur du pourcentage détenu en vue de la vente cesse d'être comptabilisée. Si la juste valeur du groupe d'actifs destiné à être cédé diminuée des coûts de la vente est inférieure à sa valeur comptable après dépréciation des actifs non courants, la différence est allouée aux autres actifs du groupe d'actifs destiné à être cédé y compris les actifs financiers.

Est considérée comme activité abandonnée toute composante dont le Groupe s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente, et qui est dans une des situations suivantes :

- Elle représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ;
- Elle fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ; ou
- Elle est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat :

- Le résultat net après impôt des activités abandonnées ;

- Le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités abandonnées.

1.3 Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28)

☐ Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles, selon les dispositions des normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest dispose d'un pouvoir de contrôle, d'un contrôle conjoint ou d'une influence notable, hormis ceux présentant un caractère non significatif par rapport à l'ensemble des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation.

☐ Consolidation des Caisses régionales

Les normes de consolidation existantes en IFRS sont définies en référence à des groupes ayant des structures juridiques intégrant les notions classiques de société mère et de filiales.

Le groupe Crédit Agricole, qui repose sur une organisation mutualiste, ne s'inscrit pas directement et simplement dans le cadre de ces règles, compte tenu de sa structure dite de pyramide inversée.

Le Crédit Agricole Mutuel a été organisé, par la loi du 5 novembre 1894, qui a posé le principe de la création des Caisses locales de Crédit Agricole, la loi du 31 mars 1899 qui fédère les Caisses locales en Caisses régionales de Crédit Agricole et la loi du 5 août 1920 qui crée l'Office National du Crédit Agricole, transformé depuis en Caisse Nationale de Crédit Agricole, puis Crédit Agricole S.A., dont le rôle d'organe central a été rappelé et précisé par le Code Monétaire et financier.

Ces différents textes expliquent et organisent la communauté d'intérêts qui existe, au niveau juridique, financier, économique et politique, entre Crédit Agricole S.A., les Caisses régionales et les Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel. Cette communauté repose, notamment, sur un même mécanisme de relations financières, sur une politique économique et commerciale unique, et sur des instances décisionnaires communes, constituant ainsi, depuis plus d'un siècle, le socle du groupe Crédit Agricole.

Ces différents attributs, déclinés au niveau régional et attachés à la communauté régionale du Crédit Agricole du Centre Ouest représentent les éléments principaux qui caractérisent généralement la notion de société mère : valeurs, objectifs et idéal communs, centralisation financière et prises de décisions politiques commerciales communes, histoire partagée.

C'est pourquoi, en accord avec les autorités de régulation française, le Crédit Agricole a défini une société mère conventionnelle et existant à deux niveaux, national et régional.

Cette maison mère conventionnelle étant définie, le groupe Crédit Agricole applique les normes de consolidation prévues par les IFRS.

La maison mère conventionnelle régionale est constituée de la Caisse régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest et des Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel qui lui sont affiliées ; ses comptes consolidés sont constitués de l'agrégation des comptes de ces différentes entités après élimination des opérations réciproques.

☐ Notions de contrôle

Conformément aux IFRS, toutes les entités contrôlées, sous contrôle conjoint ou sous influence notable sont consolidées, sous réserve qu'elles n'entrent pas dans le cadre des exclusions évoquées ci-après.

Le contrôle sur une entité est présumé exister lorsque la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest est exposée ou a droit à des rendements variables résultant de son implication dans l'entité et si le pouvoir qu'elle détient sur cette dernière lui permet d'influer sur ces rendements. Pour apprécier la notion de pouvoir, seuls les droits (de vote ou contractuels) substantifs sont examinés. Les droits sont substantifs lorsque leur détenteur a la capacité, en pratique, de les exercer, lors de la prise de décision concernant les activités pertinentes de l'entité.

Le contrôle d'une filiale régie par les droits de vote est établi lorsque les droits de vote détenus confèrent à la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes de la filiale. La Caisse Régionale de Crédit

Agricole du Centre Ouest contrôle généralement la filiale lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote existants ou potentiels d'une entité, sauf s'il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas de diriger les activités pertinentes. Le contrôle existe également lorsque la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest détient la moitié ou moins de la moitié des droits de vote, y compris potentiels, d'une entité mais dispose en pratique de la capacité de diriger seul(e) les activités pertinentes en raison notamment de l'existence d'accords contractuels, de l'importance relative des droits de vote détenus au regard de la dispersion des droits de vote détenus par les autres investisseurs ou d'autres faits et circonstances.

Le contrôle d'une entité structurée ne s'apprécie pas uniquement sur la base du pourcentage des droits de vote qui n'ont, par nature, pas d'incidence sur les rendements de l'entité. L'analyse du contrôle tient compte des accords contractuels et des risques encourus par la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest, mais également de l'implication et des décisions de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest lors de la création de l'entité, des droits résultants d'accords qui confèrent à l'investisseur le pouvoir de diriger les activités pertinentes uniquement lorsque des circonstances particulières se produisent ainsi que de s'autres faits ou circonstances qui indiquent que l'investisseur a la possibilité de diriger les activités pertinentes de l'entité.

Lorsqu'il existe un mandat de gestion, l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant ainsi que les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels sont analysées afin de déterminer si le gérant agit en tant qu'agent (pouvoir délégué) ou principal (pour son propre compte). Ainsi, au moment où les décisions relatives aux activités pertinentes de l'entité doivent être prises, les indicateurs à analyser pour définir si une entité agit en tant qu'agent ou en tant que principal sont l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant sur l'entité, les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels mais aussi les droits substantifs pouvant affecter la capacité du décideur détenus par les autres parties impliquées dans l'entité et, l'exposition à la variabilité des rendements tirés d'autres intérêts détenus dans l'entité.

Le contrôle conjoint s'exerce lorsqu'il existe un partage contractuel du contrôle sur une activité économique. Les décisions affectant les activités pertinentes de l'entité requièrent l'unanimité des parties partageant le contrôle.

Dans les entités traditionnelles, l'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle que celui-ci soit exclusif ou conjoint. la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest est présumée exercer une influence notable lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité.

□ Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28. Elles résultent de la nature du contrôle exercé par la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- l'intégration globale, pour les entités contrôlées, y compris les entités à structure de comptes différente, même si leur activité ne se situe pas dans le prolongement de celle de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest ;
- la mise en équivalence, pour les entités sous influence notable et les coentreprises (hors activités conjointes).

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au bilan et au compte de résultat consolidés.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont telles que définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe.

Les participations dans des entreprises associées ou contrôlées conjointement sont comptabilisées comme un élément distinct au bilan dans la rubrique « Participations dans les entreprises mises en équivalence ». La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées.

Lors d'acquisitions complémentaires ou de cessions partielles avec maintien du contrôle conjoint ou de l'influence notable la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest constate :

- en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêts, un écart d'acquisition complémentaire ;
 - en cas de diminution du pourcentage d'intérêts, une plus ou moins-value de cession/dilution en résultat.
- ☐ Retraitements et éliminations

Conformément à IFRS 10, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest effectue les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé pour les entités intégrées globalement.

Dans les comptes de l'entité consolidante, les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; la présence de moins-values chez le cédant peut entraîner la constatation d'une dépréciation de l'actif cédé à l'occasion de cette cession interne.

☐ Conversion des états financiers des activités à l'étranger (IAS 21)

Les états financiers des entités représentant une « activité à l'étranger » (filiale, succursale, entreprise associée ou coentreprise) sont convertis en euros en deux étapes :

- Conversion, de la monnaie locale de tenue de compte en monnaie fonctionnelle (monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère l'entité) : la conversion se fait comme si les éléments avaient été comptabilisés initialement dans la monnaie fonctionnelle (mêmes principes de conversion que pour les transactions en monnaie étrangère ci-avant) ;
- Conversion de la monnaie fonctionnelle en euros, monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe : les actifs et les passifs, y compris les écarts d'acquisition, sont convertis au cours de clôture. Les éléments de capitaux propres, tels que le capital social ou les réserves, sont convertis au cours de change historique. Les produits et les charges du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en tant que composante distincte des capitaux propres. Ces écarts de conversion sont comptabilisés en résultat en cas de sortie de l'activité à l'étranger (cession, remboursement de capital, liquidation, abandon d'activité) ou en cas de déconsolidation due à une perte de contrôle (même sans cession) lors de la comptabilisation du résultat de sortie ou de perte de contrôle.

2 Principales opérations de structure et événements significatifs de la période

Conformément à IFRS 3, la juste valeur provisoire des actifs et passifs acquis peut être ajustée afin de refléter les informations nouvelles obtenues à propos des faits et des circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition pendant la période d'évaluation qui ne doit pas excéder un an à compter de la date d'acquisition. Par conséquent les écarts d'acquisition présentés dans ce paragraphe peuvent faire l'objet d'ajustements ultérieurs dans ce délai.

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 31 décembre 2024 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 13 « Périmètre de consolidation au 31 décembre 2024 ».

☐ Pilier 2 Globe

Les nouvelles règles fiscales internationales établies par l'OCDE, visant à soumettre les grands groupes internationaux à une imposition complémentaire lorsque le Taux Effectif d'Impôt (TEI) d'une juridiction dans laquelle ils sont implantés est inférieur à 15%, sont entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2024.

Le premier exercice d'application de ces règles est l'exercice 2024.

Sur la base des dispositions de la Directive européenne adoptée fin 2022 et sa transposition dans les pays de l'union européenne, le Groupe a procédé à une estimation de l'impôt complémentaire GloBE au titre de l'année 2024.

En outre, conformément aux amendements à la norme IAS 12, publiés le 23 mai 2023 par l'IASB et adoptés par l'Union européenne le 8 novembre 2023, le Groupe applique l'exception obligatoire et temporaire à la comptabilisation des impôts différés liés à la mise en œuvre des règles GloBE.

□ **Risque de crédit**

Le calcul du montant des pertes attendues doit s'effectuer en prenant compte des conditions économiques politique et géopolitique. Dans le contexte macroéconomique global, le Groupe a revu ses prévisions macroéconomiques prospectives (forward looking) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest a décidé d'augmenter le stress de la filière Immobilier en la découpant en 2 sous-filières :

- une sous-filière « IMMOBILIER Marchands de bien, Promotion/Construction et partie Corporate d'Exploitation Investissements dégradé » pour laquelle un choc de dégradation des Stage 1 en Stage 2 est appliqué
- une sous-filière « IMMOBILIER hors Marchands de bien et Promotion/Construction » avec des chocs de PD et LGD (PD x 2 en structurel et conjoncturel + LGD sur le Retail x 1,3 en structurel et x 1,2 en conjoncturel)

En outre, elle a choisi de maintenir les stress de l'an passé sur les filières Agriculture et Résilience (9 secteurs les plus fragilisés par les crises successives : hôtellerie, restauration, tourisme, transport de voyageurs, commerce de détail non alimentaire, événementiel, salles de spectacle, culture, parcs d'attraction, sports, sous-traitance automobile).

Les provisions FLC et FLL s'élèvent à 76.4 M€ au 31/12/2024 contre 74.8 M€ au 31/12/2023. □ **FCT Crédit Agricole Habitat 2024**

Au 31/12/2024, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2024) a été consolidée au sein du groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les Caisses régionales et LCL, le 27 mars 2024. Cette transaction est pour partie un RMBS français auto souscrit et pour le reste un RMBS français placé sur le marché.

Cette opération s'est traduite par une cession de prêts à l'habitat octroyés par les Caisses régionales et LCL au FCT Crédit Agricole Habitat 2024 pour un montant de 1,67 milliard d'euros.

Les Caisses régionales ont souscrit pour 166,7 millions d'euros de titres subordonnés et pour 750 millions d'euros de titres senior (émission auto souscrite uniquement).

Dans le cadre de cette titrisation, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Centre Ouest a cédé, à l'origine, des crédits habitat pour un montant de 12,7 millions d'euros au FCT Crédit Agricole Habitat 2024. Elle a souscrit pour 7 millions d'euros de titres, dont 5,7 millions d'euros de titres sénior et 1,3 million € de titres subordonnés (mis sur le marché).

Pour l'émission placée sur le marché, les titres seniors adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès d'investisseurs (gestionnaires d'actifs (61%) et établissements de crédit (39%)) pour un montant de 750 M€.

□ **Entrée dans le périmètre de consolidation de l'entité SAS CENTRE OUEST EXPANSION**

L'entité SAS CENTRE OUEST EXPANSION est détenue par la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest à hauteur de 100% (contrôle exclusif).

Selon les règles du groupe Crédit Agricole, la significativité de l'entrée dans le périmètre de consolidation d'une entité est appréciée

en fonction de son total bilan, situation nette (résultat inclus) et résultat. Les seuils sont les suivants : Total Bilan (0,03%) Situation Nette (0,10%) Résultat (0,30%).

L'entité SAS CENTRE OUEST EXPANSION est entrée dans le périmètre de consolidation à la suite du dépassement de 2 des seuils présentés ci-dessus (analyse établie suivant les données financières arrêtées au 31/12/2023) :

Données financières du GEC en K€ au 31/12/2023		Critères groupe	Seuils en K€
Total du Bilan	10 346 605	0,03%	3 104
Situation nette	1 542 504	0,10%	1 543
Résultat net part du groupe	38 770	0,30%	116

Données financières de SAS CENTRE OUEST EXPANSION en K€ au 31/12/2023		Montant en K€
Total du Bilan		4 854
Situation nette		4 807
Résultat net		321

3 Gestion financière, exposition aux risques et politique de couverture

Le pilotage des risques bancaires au sein de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest est assuré par la Direction des Risques. Cette direction est rattachée au Directeur général et a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent dans le rapport de gestion, chapitre "Gestion des risques", comme le permet la norme IFRS 7 Instruments financiers : informations à fournir. Les tableaux de ventilations comptables figurent dans les états financiers.

3.1 Risque de crédit

(Cf. chapitre « Gestion des risques – Risques de crédit »)

3.1.1 Variation des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes sur la période

Les corrections de valeur pour pertes correspondent aux dépréciations sur actifs et aux provisions sur engagement hors bilan comptabilisées en résultat net (Coût du risque) au titre du risque de crédit.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des corrections de valeur pour perte comptabilisées en Coût du risque et des valeurs comptables associées, par catégorie comptable et type d'instruments.

Actifs financiers au coût amorti : Titres de dettes

-en milliers d'euros	Actifs sains				Actifs dépréciés -Stage 3		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois -Stage 1		Actifs soumis à une ECL à maturité -Stage 2						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute -a	Correction de valeur pour pertes -b	Valeur nette comptable -a + -b
Au 31 décembre 2023	388 075	-204	-	-	-	-	388 075	-204	387 871
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Transferts vers Stage 3 -1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total après transferts	388 075	-205	-	-	-	-	388 075	-205	387 870
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	-6 116	-80	2 229	-3	-	-	-3 887	-83	
Nouvelle production : achat, octroi, origination, -2	50 383	-89 9	2 229	-4 1	-	-	52 612	-93	
Décomptabilisation : cession,	-52 132		-4 367		-	-	-56 499	10	
							-	-	

remboursement, arrivée à échéance...					-	-	-	-	
Passages à perte	-	-	-	-	-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période									
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-4 367	-	4 367	-	-	-	-	-	
Total	381 959	-285	2 229	-3	-	-	384 188	-288	383 900
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques - sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte -3	223		879		-		1 102		
Au 31 décembre 2024	382 182	-285	3 108	-3	-	-	385 290	-288	385 002
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif)

Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)

-en milliers d'euros	Actifs sains				Actifs dépréciés -Stage 3		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois -Stage 1		Actifs soumis à une ECL à maturité -Stage 2						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute -a	Correction de valeur pour pertes -b	Valeur nette comptable -a + -b
Au 31 décembre 2023	13 779	-	-	-	-	-	13 779	-	13 779
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-			-	-	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-			-	-	
Transferts vers Stage 3 -1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total après transferts	13 779	-	-	-	-	-	13 779	-	13 779
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	8 935	-	-	-	-	-	8 935	-	
Nouvelle production : achat, octroi, origination, -2	10 160	-3 1	-	-			10 160	-3 1	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-1 225		-	-	-	-	-1 225	-	
Passages à perte					-	-	-	2	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	2	-	-	-	-			
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période									
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total	22 714	-	-	-	-	-	22 714	-	22 714

Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques - sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte -3	-1 660		-		-		-1 660		
Au 31 décembre 2024	21 054	-	-	-	-	-	21 054	-	21 054

Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		
---	---	--	---	--	---	--	---	--	--

- (1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.
- (2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.
- (3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées.

Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur la clientèle

-en milliers d'euros	Actifs sains				Actifs dépréciés -Stage 3		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois		Actifs soumis à une ECL à maturité						
	-Stage 1		-Stage 2						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute -a	Correction de valeur pour pertes -b	Valeur nette comptable -a + -b
Au 31 décembre 2023	6 987 497	-28 068	706 156	-39 290	145 406	-81 078	7 839 059	-148 436	7 690 623
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-530 406	1 384	494 131	-13 452	36 275	-11 630	-	-23 698	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-811 690	8 584	811 690	-28 712			-	-20 128	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	294 897	-7 404 254	-294 897 -26 797	13 719 1 723			-	6 315	
Transferts vers Stage 3 -1	-18 573				45 370	-13 157	-	-11 180	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	4 960	-50	4 135	-182	-9 095	1 527	-	1 295	
Total après transferts	6 457 091	-26 684	1 200 287	-52 742	181 681	-92 708	7 839 059	-172 134	7 666 925
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	-13 692	4 882	-82 350	3 231	-35 965	15 143	-132 007	23 256	
Nouvelle production : achat, octroi, origination, -2	985 772	-4 845 3 266	78 016	-6 257 5 308			1 063 788	-11 102	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-984 679		-160 366		-25 352	14 736	-1 170 397	23 310	
Passages à perte					-10 479	10 464	-10 479	10 464	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	6 461	-	4 180	-181	97	-181	97	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période						-11 184		-543	
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-		-	-	-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	47	-47	47	-47	
Autres	-14 785	-	-	-	-	1 077	-14 785	1 077	
Total	6 443 399	-21 802	1 117 937	-49 511	145 716	-77 565	7 707 052	-148 878	7 558 174
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques - sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte -3	1 302		-68		9 795		11 029		
Au 31 décembre 2024	6 444 701	-21 802	1 117 869	-49 511	155 511	-77 565	7 718 081	-148 878	7 569 203
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

- (1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.
- (2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées

Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)

-en milliers d'euros	Engagements sains				Engagements provisionnés -Stage 3		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois -Stage 1		Engagements soumis à une ECL à maturité -Stage 2						
	Montant de l'engagement	Correction de valeur de pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur de pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur de pertes	Montant de l'engagement -a	Correction de valeur de pertes -b	Montant net de l'engagement -a + -b
Au 31 décembre 2023	588 281	-2 788	19 958	-1 217	4 247	-2 371	612 486	-6 376	606 110
Transferts d'engagements en cours de vie d'un Stage à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-			-	-	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-			-	-	
Transferts vers Stage 3 -1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total après transferts	588 281	-2 788	19 958	-1 217	4 247	-2 371	612 486	-6 376	606 110
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	-94 408	825	16 093	153	-364	599	-78 679	1 577	
Nouveaux engagements donnés -2	233 511	-7 642 1	33 441	-6 840 1			266 952	-14 482 3	
Extinction des engagements	-327 919		-17 348		-364	1	-345 631	-	
Passages à perte					-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	8 466	-	6 992		598		16 056	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période									
Changements dans le modèle / méthodologie		-	-	-		-		-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	
Au 31 décembre 2024	493 873	-1 963	36 051	-1 064	3 883	-1 772	533 807	-4 799	529 008

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 concernent les engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)

-en milliers d'euros	Engagements sains				Engagements provisionnés -Stage 3		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois -Stage 1		Engagements soumis à une ECL à maturité -Stage 2						
	Montant de l'engagement	Correction de valeur de pertes pour	Montant de l'engagement	Correction de valeur de pertes pour	Montant de l'engagement	Correction de valeur de pertes pour	Montant de l'engagement -a	Correction de valeur de pertes -b pour	Montant net de l'engagement -a + -b
Au 31 décembre 2023	162 923	-591	7 979	-2 616	1 310	-1 160	172 212	-4 367	167 845
Transferts d'engagements en cours de vie d'un Stage à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Transferts de Stage 1	-	-	-	-			-	-	

vers Stage 2									
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Transferts vers Stage 3 - I	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total après transferts	162 923	-591	7 979	-2 616	1 310	-1 160	172 212	-4 367	167 845
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	-17 380	253	7 331	1 141	177	-453	-9 872	941	
Nouveaux engagements donnés -2	14 763	-369 1	13 662	-2 727 1			28 425	-3 096 3	
Extinction des engagements	-32 143		-6 331		-1 040	1	-39 514	-	
Passages à perte								4 035	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-		-454			
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		621		3 868					
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-		-	-	-	
Variations de périmètre	-	-	-	-		-	-	-	
Autres	-	-	-	-1	1 217	-	1 217	-1	
Au 31 décembre 2024	145 543	-338	15 310	-1 475	1 487	-1 613	162 340	-3 426	158 914

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 concernent les engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

3.1.2 Exposition maximale au risque de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit d'une entité correspond à la valeur comptable, nette de toute perte de valeur comptabilisée et compte non tenu des actifs détenus en garantie ou des autres rehaussements de crédit (par exemple les accords de compensation qui ne remplissent pas les conditions de compensation d'IAS 32).

Les tableaux ci-dessous présentent les expositions maximales ainsi que le montant des actifs détenus en garantie et autres techniques de rehaussements de crédit permettant de réduire cette exposition.

Les actifs dépréciés en date de clôture correspondent aux actifs dépréciés (Stage 3).

Actifs financiers non soumis aux exigences de dépréciation (comptabilisés à la juste valeur par résultat)

	Au 31 décembre 2024					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<i>-en milliers d'euros</i>						
Actifs financiers à la juste valeur par résultat						
-hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte	86 259	-	-	-	3 323	-
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	5 120	-	-	-	-	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	81 139	-	-	-	3 323	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	118 422	-	-	-	-	-
Total	204 681	-	-	-	3 323	-

<div>-en milliers d'euros</div>	Au 31 décembre 2023					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par résultat						
-hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte	83 650	-	-	-	3 392	-
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	4 292	-	-	-	-	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	79 358	-	-	-	3 392	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	164 823	-	-	-	-	-
Total	248 473	-	-	-	3 392	-

Actifs financiers soumis aux exigences de dépréciation

<div>-en milliers d'euros</div>	Au 31 décembre 2024					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti dont : actifs dépréciés en date de clôture	7 975 259	-	1 835 137	358 118	3 116 030	-
-	77 946	-	21 037	4 130	33 815	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit -hors opérations internes au Crédit Agricole dont : actifs dépréciés en date de clôture	21 054	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	7 569 203	-	1 835 137	358 118	3 075 290	-
dont : actifs dépréciés en date de	77 946	-	21 037	4 130	33 815	-
clôture	385 002	-	-	-	40 740	-
Titres de dettes dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Total	7 975 259	-	1 835 137	358 118	3 116 030	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	77 946	-	21 037	4 130	33 815	-

	Au 31 décembre 2023				
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit			
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit

<div>-en milliers d'euros</div>		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti dont : actifs dépréciés en date de clôture	8 092 272	-	1 891 084	334 116	3 150 458	-
	64 328	-	18 515	2 166	32 718	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit -hors opérations internes au Crédit Agricole	13 779	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	7 690 623	-	1 891 084	334 116	3 094 279	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	64 328	-	18 515	2 166	32 718	-
Titres de dettes	387 870	-	-	-	56 179	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Total	8 092 272	-	1 891 084	334 116	3 150 458	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	64 328	-	18 515	2 166	32 718	-

Engagements hors bilan soumis aux exigences de provisionnement

<div>-en milliers d'euros</div>	Au 31 décembre 2024					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Engagements de garantie -hors opérations internes au Crédit Agricole	158 914	-	-	-	-	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	-126	-	-	-	-	-
Engagements de financement -hors opérations internes au Crédit Agricole	529 008	-	18 060	43 470	59 764	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	2 111	-	506	585	2 221	-
Total	687 922	-	18 060	43 470	59 764	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	1 985	-	506	585	2 221	-

<div>-en milliers d'euros</div>	Au 31 décembre 2023					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Engagements de garantie -hors opérations internes au Crédit Agricole	167 845	-	-	-	-	-

dont : engagements provisionnés en date de clôture	150	-	-	-	-	-
Engagements de financement -hors opérations internes au Crédit Agricole	606 110	-	41 078	52 355	72 326	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	1 876	-	4	39	1 216	-
Total	773 955	-	41 078	52 355	72 326	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	2 026	-	4	39	1 216	-

Une description des actifs détenus en garantie est présentée dans la note 9 « Engagements de financement et de garantie et au tres garanties ».

3.1.3 Actifs financiers modifiés

Les actifs financiers modifiés correspondent aux actifs restructurés pour difficultés financières. Il s'agit de créances pour lesquelles la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, durée) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi elles concernent les créances classées en défaut et les créances saines, au moment de la restructuration. (Une définition plus détaillée des encours restructurés et leur traitement comptable est détaillée dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", chapitre « Instruments financiers Risque de crédit »).

Pour les actifs ayant fait l'objet d'une restructuration au cours de la période, la valeur comptable établie à l'issue de la restructuration est de :

	2024		
	Actifs sains		Actifs dépréciés -Stage 3
	Actifs soumis à une ECL 12 mois	Actifs soumis à une ECL à maturité	
	-Stage 1	-Stage 2	
-en milliers d'euros			
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-
Valeur comptable brute avant modification	-	-	-
Gains ou pertes nets de la modification	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	3 342
Valeur comptable brute avant modification	-	-	3 523
Gains ou pertes nets de la modification	-	-	-181
Titres de dettes	-	-	-
Valeur comptable brute avant modification	-	-	-
Gains ou pertes nets de la modification	-	-	-

3.1.4 Concentrations du risque de crédit

Les valeurs comptables et montants des engagements sont présentés nets de dépréciations et de provisions.

Exposition au risque de crédit par catégories de risque de crédit

Les catégories de risques de crédit sont présentées par intervalles de probabilité de défaut. La correspondance entre les notations internes et les intervalles de probabilité de défaut est détaillée dans le chapitre « Risques et pilier 3 – Gestion des risques Risques de crédit ».

Actifs financiers au coût amorti (hors opérations internes au Crédit Agricole)

		Au 31 décembre 2024
		Valeur comptable

-en milliers d'euros	Catégories de risque de crédit	Actifs sains				Actifs dépréciés -Stage 3		Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois -Stage 1	Dépréciations des actifs au coût amorti	Actifs soumis à une ECL à maturité	Dépréciations des actifs au coût amorti	Actifs dépréciés -Stage 3	Dépréciations des actifs au coût amorti	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	4 198 373	-1 811	82 894	-596			4 278 860
	0,5% < PD ≤ 2%	548 867	-2 383	234 553	-5 266			775 771
	2% < PD ≤ 20%	388 153	-7 855	288 188 9 456	-18 502 -1 263			649 984
	20% < PD < 100%							8 193
	100% PD = 100%					107 603	-51 546	56 057
Total Clientèle de détail		5 135 393	-12 049	615 091	-25 627	107 603	-51 546	5 768 865
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	1 259 118	-1 785	154 649	-1 985			1 409 997
	0,6% < PD < 12%	453 426	-8 253	317 088 34 149	-15 143 -6 759			747 118
	12% ≤ PD < 100%							27 390
	100% PD = 100%							21 889
						47 908	-26 019	
Total Hors clientèle de détail		1 712 544	-10 038	505 886	-23 887	47 908	-26 019	2 206 394
Total		6 847 937	-22 087	1 120 977	-49 514	155 511	-77 565	7 975 259
-en milliers d'euros	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2023						
		Valeur comptable						
		Actifs sains		Actifs dépréciés				
		Actifs soumis à une ECL 12 mois -Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité -Stage 2	Actifs dépréciés -Stage 3	Total			
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	4 311 828 584 451	61 605		4 373 433			
	0,5% < PD ≤ 2%		227 924		812 375			
	2% < PD ≤ 20%	326 850	276 368 12 095		603 218			
	20% < PD < 100%				12 095			
	100% PD = 100%			95 790	95 790			
Total Clientèle de détail		5 223 129	577 992	95 790	5 896 911			
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	1 486 043 680 179	7 278		1 493 321			
	0,6% < PD < 12%		89 118		769 297			
	12% ≤ PD < 100%		31 768		31 768			
	100% PD = 100%			49 616	49 616			
Total Hors clientèle de détail		2 166 222	128 164	49 616	2 344 002			
Dépréciations		-28 273	-39 290	-81 078	-148 641			
Total		7 361 078	666 866	64 328	8 092 272			

Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)

-en milliers d'euros	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024						
		Montant de l'engagement						
		Engagements sains				Engagements provisionnés		Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois -Stage 1	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois -Stage 1-1	Engagements soumis à une ECL à maturité -Stage 2	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité -Stage 2-1	Engagements provisionnés -Stage 3	Provisions des engagements -Stage 3-1	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	202 948 41 890	-153	608	-2	-	-	203 401

	0,5% < PD ≤ 2%		-195	3 143	-27	-	-	44 811
	27 773		-781			-	-	31 960
	2% < PD ≤ 20%			5 220 171	-252 -10	-	-	161
	20% < PD <	-	-			-	-	652
	100% PD = 100%	-	-	-	-	1 309	-657	
Total Clientèle de détail		272 611	-1 129	9 142	-291	1 309	-657	280 985
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%		-157	10 745	-154			152 398
	0,6% < PD <	141 964 79 298	-677			-	-	
	12%			13 975 2 189	-239	-	-	92 357
	12% ≤ PD <	-	-		-380	-	-	1 809
	100% PD = 100%	-	-	-	-	2 574	-1 115	1 459
Total Hors clientèle de détail		221 262	-834	26 909	-773	2 574	-1 115	248 023
Total		493 873	-1 963	36 051	-1 064	3 883	-1 772	529 008

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

		Au 31 décembre 2023			
		Montant de l'engagement			
		Engagements sains		Engagements provisionnés	Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois	Engagements soumis à une ECL à maturité		
-en milliers d'euros	Catégories de risque de crédit	-Stage 1	-Stage 2	-Stage 3	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	242 121	1 459	-	243 580
	0,5% < PD ≤ 2%	45 118	3 550	-	48 668
	2% < PD ≤ 20%	27 432	6 579 343	-	34 011
	20% < PD <	-		-	343 1 281
	100% PD = 100%	-	-	1 281	
Total Clientèle de détail		314 671	11 931	1 281	327 883
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	145 154	7	-	145 161
	0,6% < PD <	128 456	6 288	-	134 744
	12%	-	1 732	-	1 732
	12% ≤ PD <	-			2 966
	100% PD = 100%	-	-	2 966	
Total Hors clientèle de détail		273 610	8 027	2 966	284 603
Provisions -1		-2 788	-1 217	-2 371	-6 376
Total		585 493	18 741	1 876	606 110

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)

		Au 31 décembre 2024		
		Montant de l'engagement		
		Engagements sains	Engagements provisionnés	Total

-en milliers d'euros	Catégories de risque de crédit	Engagements soumis à une ECL 12 mois -Stage 1	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois -Stage 1-1	Engagements soumis à une ECL à maturité -Stage 2	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité -Stage 2-1	Engagements provisionnés -Stage 3	Provisions des engagements -Stage 3-1	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	14 215 1 089	-6	-	-	-	-	14 209
	0,5% < PD ≤ 2%		-8	281	-2	-	-	1 360
	2% < PD ≤ 20%	1 018	-31	159	-14	-	-	1 132
	20% < PD < 100%	-	-	-	-	-	-	-
	100% PD = 100%	-	-	-	-	8	-1 420	-1 412
Total Clientèle de détail		16 322	-45	440	-16	8	-1 420	15 289
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	110 711 18 510	-77	4 116	-420	-	-	114 330
	0,6% < PD < 12%		-216		-904	-	-	
	12% ≤ PD < 100%	-	-	10 121 633	-135	-	-	27 511 498 1 286
	100% PD = 100%	-	-	-	-	1 479	-193	
Total Hors clientèle de détail		129 221	-293	14 870	-1 459	1 479	-193	143 625
TOTAL		145 543	-338	15 310	-1 475	1 487	-1 613	158 914

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

-en milliers d'euros	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2023			
		Montant de l'engagement			
		Engagements sains		Engagements provisionnés -Stage 3	Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois -Stage 1	Engagements soumis à une ECL à maturité -Stage 2		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	12 945	54	-	12 999
	0,5% < PD ≤ 2%	864	342	-	1 206
	2% < PD ≤ 20%	529	336	-	865
	20% < PD < 100%	-	-	-	-
	100% PD = 100%	-	-	21	21
Total Clientèle de détail		14 338	732	21	15 091
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	126 141	160	-	126 301
	0,6% < PD < 12%	22 444	6 437 650	-	28 881
	12% ≤ PD < 100%	-	-	-	650 1 289
	100% PD = 100%	-	-	1 289	
Total Hors clientèle de détail		148 585	7 247	1 289	157 121
Provisions -1		-591	-2 616	-1 160	-4 367
TOTAL		162 332	5 363	150	167 845

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Concentrations du risque de crédit par agent économique

Actifs financiers au coût amorti par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 31 décembre 2024						
	Valeur comptable						
	Actifs sains				Actifs dépréciés	Dépréciation des actifs au coût	Total brut
	Actifs soumis à une ECL 12 mois -Stage 1	Dépréciation des actifs au coût amorti Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité -Stage 2	Dépréciation des actifs au coût amorti Stage 2	-Stage 3	amorti Stage 3	
-en milliers d'euros							
Administration générale	489 584	-378	308	-6	-	-	489 892
Etablissements de crédit	122 697	-69	-	-	-	-	122 697
Grandes entreprises	1 100 263	-9 591	505 578	-23 881	47 908	-26 019	1 653 749
Clientèle de détail	5 135 393	-12 049	615 091	-25 627	107 603	-51 546	5 858 087
Total	6 847 937	-22 087	1 120 977	-49 514	155 511	-77 565	8 124 425
	Au 31 décembre 2023						
	Valeur comptable						
	Actifs sains				Actifs dépréciés	Dépréciation des actifs au coût	Total brut
	Actifs soumis à une ECL 12 mois -Stage 1	Dépréciation des actifs au coût amorti Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité -Stage 2	Dépréciation des actifs au coût amorti Stage 2	-Stage 3	amorti Stage 3	
-en milliers d'euros							
Administration générale	527 563	-328	109	-1	-	-	527 672
Etablissements de crédit	114 671	-51	-	-	-	-	114 671
Grandes entreprises	1 523 988	-17 242	128 055	-17 291	49 616	-30 489	1 701 659
Clientèle de détail	5 223 129	-10 652	577 992	-21 998	95 790	-50 589	5 896 911
Total	7 389 351	-28 273	706 156	-39 290	145 406	-81 078	8 240 913

Dettes envers la clientèle par agent économique

-en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Administration générale	18 162	21 941
Grandes entreprises	1 090 117	1 071 401
Clientèle de détail	2 195 886	2 051 380
Total Dettes envers la clientèle	3 304 165	3 144 722

Engagements de financement par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 31 décembre 2024						
	Montant de l'engagement						
	Engagements sains				Engagements Provisionnés	Provisions sur engagements	Total brut
	Engagements soumis à une ECL 12 mois -Stage 1	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois -Stage 1	Engagements soumis à une ECL à maturité -Stage 2	Provisions sur engagements soumis à une ECL à maturité -Stage 2	-Stage 3	-Stage 3 -1	
-en milliers d'euros							
Administration générale	7 544	-5	-	-	-	-	7 544
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	213 718	-829	26 909	-773	2 574	-1 115	243 201
Clientèle de détail	272 611	-1 129	9 142	-291	1 309	-657	283 062
Total	493 873	-1 963	36 051	-1 064	3 883	-1 772	533 807
Au 31 décembre 2023							

	Montant de l'engagement						
	Engagements sains				Engagements Provisionnés -Stage 3	Provisions sur engagements -Stage 3 -1	Total brut
	Engagements soumis à une ECL 12 mois -Stage 1	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois -Stage 1 -1	Engagements soumis à une ECL à maturité -Stage 2	Provisions sur engagements soumis à une ECL à maturité -Stage 2 -1			
	-en milliers d'euros						
Administration générale	17 231	-9	-	-	-	-	17 231
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	256 379	-1 869	8 027	-851	2 966	-1 583	267 372
Clientèle de détail	314 671	-910	11 931	-366	1 281	-788	327 883
Total	588 281	-2 788	19 958	-1 217	4 247	-2 371	612 486

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 31 décembre 2024						
	Montant de l'engagement						
	Engagements sains				Engagements Provisionnés -Stage 3	Provisions sur engagements -Stage 3 -1	Total brut
	Engagements soumis à une ECL 12 mois -Stage 1	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois -Stage 1 -1	Engagements soumis à une ECL à maturité -Stage 2	Provisions sur engagements soumis à une ECL à maturité -Stage 2 -1			
-en milliers d'euros							
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	129 221	-293	14 870	-1 459	1 479	-193	145 570
Clientèle de détail	16 322	-45	440	-16	8	-1 420	16 770
Total	145 543	-338	15 310	-1 475	1 487	-1 613	162 340

	Au 31 décembre 2023						
	Montant de l'engagement						
	Engagements sains				Engagements Provisionnés -Stage 3	Provisions sur engagements -Stage 3 -1	Total brut
	Engagements soumis à une ECL 12 mois -Stage 1	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois -Stage 1 -1	Engagements soumis à une ECL à maturité -Stage 2	Provisions sur engagements soumis à une ECL à maturité -Stage 2 -1			
-en milliers d'euros							
Etablissements de crédit	3 512	-	-	-	-	-	3 512
Grandes entreprises	145 073	-561	7 247	-2 529	1 289	-724	153 609
Clientèle de détail	14 338	-30	732	-87	21	-436	15 091
Total	162 923	-591	7 979	-2 616	1 310	-1 160	172 212

Concentrations du risque de crédit par zone géographique

Actifs financiers au coût amorti par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 31 décembre 2024				Au 31 décembre 2023			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés -Stage 3	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés -Stage 3	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois -Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité -Stage 2			Actifs soumis à une ECL 12 mois -Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité -Stage 2		
-en milliers d'euros								
France -y compris DROMCOM	6 635 876	1 116 024	155 218	7 907 118	7 196 216	703 205	145 157	8 044 578
Autres pays de l'Union européenne	180 016	1 994	156	182 166	164 800	184	145	165 129
Autres pays d'Europe	9 625	432	137	10 194	10 372	178	103	10 653
Amérique du Nord	7 052	-	-	7 052	7 079	-	1	7 080
Amériques centrale et du Sud	394	-	-	394	54	409	-	463
Afrique et Moyen-Orient	2 299	2 527	-	4 826	3 071	2 023	-	5 094
Asie et Océanie -hors Japon	2 540	-	-	2 540	2 685	157	-	2 842
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-
Organismes supranationaux	10 135	-	-	10 135	5 074	-	-	5 074
Dépréciations	-22 087	-49 514	-77 565	-149 166	-28 273	-39 290	-81 078	-148 641
Total	6 825 850	1 071 463	77 946	7 975 259	7 361 078	666 866	64 328	8 092 272

Dettes envers la clientèle parzone géographique

-en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
France -y compris DROMCOM	3 281 283	3 123 013
Autres pays de l'Union européenne	6 957	6 003
Autres pays d'Europe	6 054	5 798
Amérique du Nord	4 373	4 806
Amériques centrale et du Sud	475	529
Afrique et Moyen-Orient	2 857	2 726
Asie et Océanie -hors Japon	2 159	1 844
Japon	7	3
Organismes supranationaux	-	-
Total Dettes envers la clientèle	3 304 165	3 144 722

Engagements de financement parzone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 31 décembre 2024			Au 31 décembre 2023		
	Montant de l'engagement			Montant de l'engagement		
	Engagements sains	Engagements	Total	Engagements sains	Engagements	Total

<i>-en milliers d'euros</i>	Engagements soumis à une	Engagements soumis à une	provisionnés		Engagements soumis à une	Engagements soumis à une	provisionnés	
	ECL 12 mois	ECL à maturité	-Stage 3		ECL 12 mois	ECL à maturité	-Stage 3	
	-Stage 1	-Stage 2			-Stage 1	-Stage 2		
France -y compris DROMCOM	490 967	35 278	3 883	530 128	587 015	19 946	4 247	611 208
Autres pays de l'Union européenne	2 559	760	-	3 319	902	2	-	904
Autres pays d'Europe	291	10	-	301	267	2	-	269
Amérique du Nord	30	3	-	33	70	4	-	74
Amériques centrale et du Sud	2	-	-	2	2	-	-	2
Afrique et Moyen-Orient	21	-	-	21	21	4	-	25
Asie et Océanie -hors Japon	3	-	-	3	4	-	-	4
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-
Organismes supranationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions -1	-1 963	-1 064	-1 772	-4 799	-2 788	-1 217	-2 371	-6 376
Total	491 910	34 987	2 111	529 008	585 493	18 741	1 876	606 110

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

<i>-en milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2024				Au 31 décembre 2023			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés	Total
	Engagements soumis à une	Engagements soumis à une			Engagements soumis à une	Engagements soumis à une		
	ECL 12 mois	ECL à maturité			ECL 12 mois	ECL à maturité		
	-Stage 1	-Stage 2	-Stage 3		-Stage 1	-Stage 2	-Stage 3	
France -y compris DROMCOM	145 543	15 310	1 487	162 340	162 830	7 979	1 310	172 119
Autres pays de l'Union européenne	-	-	-	-	93	-	-	93
Autres pays d'Europe	-	-	-	-	-	-	-	-
Amérique du Nord	-	-	-	-	-	-	-	-
Amériques centrale et du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-
Afrique et Moyen-Orient	-	-	-	-	-	-	-	-
Asie et Océanie -hors Japon	-	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-
Organismes supranationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions -1	-338	-1 475	-1 613	-3 426	-591	-2 616	-1 160	-4 367
Total	145 205	13 835	-126	158 914	162 332	5 363	150	167 845

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

3.1.5 Informations sur les actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement

Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement par agent économique

<i>-en milliers d'euros</i>	Valeur comptable au 31 décembre 2024								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés			Actifs dépréciés -Stage 3		
	-Stage 1			-Stage 2					
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	64 573	2 006	-	52 091	8 912	-	3 436	3 988	37 764
Administration générale	2 120	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	28 852	547	-	29 203	4 525	-	543	1 234	9 867
Clientèle de détail	33 601	1 459	-	22 888	4 387	-	2 893	2 754	27 897
Total	64 573	2 006	-	52 091	8 912	-	3 436	3 988	37 764

-en milliers d'euros	Valeur comptable au 31 décembre 2023								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale -Stage 1			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés -Stage 2			Actifs dépréciés -Stage 3		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	143 654	835	-	31 282	4 536	-	4 094	3 966	29 560
Administration générale	55 920	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	53 989	241	-	4 957	638	-	147	118	8 628
Clientèle de détail	33 745	594	-	26 325	3 898	-	3 947	3 848	20 932
Total	143 654	835	-	31 282	4 536	-	4 094	3 966	29 560

3.2 Expositions au risque souverain

Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'État, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation pour les actifs financiers non évalués à la juste valeur par résultat (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Les expositions de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest au risque souverain sont les suivantes :

Activité bancaire

31/12/2024	Expositions nettes de dépréciations					
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	Actifs financiers à la juste valeur par	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brute de couvertures	Couvertures	Total activité banque nette de couvertures

	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	capitaux propres recyclables				
<i>-en milliers d'euros</i>							
Allemagne	-	-	-	-	-	-	-
Arabie Saoudite	-	-	-	-	-	-	-
Argentine	-	-	-	-	-	-	-
Belgique	-	-	-	-	-	-	-
Brésil	-	-	-	-	-	-	-
Chine	-	-	-	-	-	-	-
Egypte	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	-	-	-	-	-
Etats-Unis	-	-	-	-	-	-	-
France	-	16 556	-	15 665	32 221	-	32 221
Hong Kong	-	-	-	-	-	-	-
Israël	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-
Liban	-	-	-	-	-	-	-
Pologne	-	-	-	-	-	-	-
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	-
Russie	-	-	-	-	-	-	-
Taïwan	-	-	-	-	-	-	-
Turquie	-	-	-	-	-	-	-
Ukraine	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays souverains	-	28	-	-	28	-	28
Total	-	16 584	-	15 665	32 249	-	32 249

31/12/2023	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
<i>-en milliers d'euros</i>							
Allemagne	-	-	-	-	-	-	-
Arabie Saoudite	-	-	-	-	-	-	-
Argentine	-	-	-	-	-	-	-
Belgique	-	-	-	-	-	-	-
Brésil	-	-	-	-	-	-	-
Chine	-	-	-	-	-	-	-
Egypte	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	-	-	-	-	-
Etats-Unis	-	-	-	-	-	-	-
France	-	8 864	-	26 105	34 969	-	34 969
Hong Kong	-	-	-	-	-	-	-
Israël	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	-	-	-	-	-	-

Japon	-	-	-	-	-	-	-
Liban	-	-	-	-	-	-	-
Pologne	-	-	-	-	-	-	-
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	-
Russie	-	-	-	-	-	-	-
Taiwan	-	-	-	-	-	-	-
Turquie	-	-	-	-	-	-	-
Ukraine	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays souverains	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	8 864	-	26 105	34 969	-	34 969

3.3 Risque de marché

(Cf. Rapport de gestion chapitre 4 « Facteurs de risques et informations prudentielles »)

Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle

La ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

Instruments dérivés de couverture – juste valeur actif

-en milliers d'euros	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	4 199	51 550	62 673	118 422
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	4 199	51 550	62 673	118 422
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture Actif	4 199	51 550	62 673	118 422

-en milliers d'euros	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	4 910	58 580	101 333	164 823
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	4 910	58 580	101 333	164 823
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture Actif	4 910	58 580	101 333	164 823

Instruments dérivés de couverture – juste valeur passif

	31/12/2024	
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré	Total en valeur de marché

<i>-en milliers d'euros</i>	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	18	6 576	20 799	27 393
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	18	6 576	20 799	27 393
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture Passif	18	6 576	20 799	27 393

	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			
<i>-en milliers d'euros</i>	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en valeur de marché
Instruments de taux d'intérêt	1 643	3 067	17 438	22 148
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	1 643	3 067	17 438	22 148
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture Passif	1 643	3 067	17 438	22 148

Instruments dérivés de transaction – juste valeur actif

	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			
<i>-en milliers d'euros</i>	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en valeur de marché
Instruments de taux d'intérêt	-	71	4 810	4 881
Instruments de devises et or	45	-	-	45
Autres instruments	-	-	25	25
Sous-total	45	71	4 835	4 951
Opérations de change à terme	169	-	-	169
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction Actif	214	71	4 835	5 120

	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			
<i>-en milliers d'euros</i>	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en valeur de marché
Instruments de taux d'intérêt	249	139	3 462	3 850
Instruments de devises et or	222	17	-	239
Autres instruments	-	-	49	49
Sous-total	471	156	3 511	4 138
Opérations de change à terme	150	4	-	154
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction Actif	621	160	3 511	4 292

Instruments dérivés de transaction – juste valeur passif

<i>-en milliers d'euros</i>	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	71	4 843	4 914
Instruments de devises et or	45	-	-	45
Autres instruments	-	-	18	18
Sous-total	45	71	4 861	4 977
Opérations de change à terme	162	-	-	162
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction Passif	207	71	4 861	5 139

<i>-en milliers d'euros</i>	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	249	139	3 482	3 870
Instruments de devises et or	222	17	-	239
Autres instruments	-	-	7	7
Sous-total	471	156	3 489	4 116
Opérations de change à terme	140	3	-	143
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction Passif	611	159	3 489	4 259

Opérations sur instruments dérivés : montant des engagements

<i>-en milliers d'euros</i>	31/12/2024	31/12/2023
	Total encours notionnel	Total encours notionnel
Instruments de taux d'intérêt	2 812 872	3 013 637
Instruments de devises et or	44 270	28 234
Autres instruments	388	388
Sous-total	2 857 530	3 042 259
Opérations de change à terme	10 713	12 299
Total Notionnels	2 868 243	3 054 558

Risque de change

(Cf. Rapport de gestion chapitre 4 « Facteurs de risques et informations prudentielles »)

3.4 Risque de liquidité et de financement

(Cf. Rapport de gestion chapitre 4 « Facteurs de risques et informations prudentielles »)

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par durée résiduelle

<i>-en milliers d'euros</i>	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit -y compris opérations internes au Crédit Agricole	223 954	29 074	834 457	54 591	99	1 142 175

Prêts et créances émis sur la clientèle -dont location financement	427 504	710 730	2 519 684	4 051 422	8 741	7 718 081
Total	651 458	739 804	3 354 141	4 106 013	8 840	8 860 256
Dépréciations						-148 878
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle						8 711 378

	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
-en milliers d'euros						
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit -y compris opérations internes au Crédit Agricole	275 389	3 391	654 690	21 271	15	954 756
Prêts et créances émis sur la clientèle -dont location financement	422 646	734 965	2 551 545	4 103 551	26 352	7 839 059
Total	698 035	738 356	3 206 235	4 124 822	26 367	8 793 815
Dépréciations						-148 436
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle						8 645 379

Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle par durée résiduelle

	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminé	Total
-en milliers d'euros						
Dettes envers les établissements de crédit -y compris opérations internes au Crédit Agricole	444 582	1 027 670	2 755 814	976 247	-	5 204 313
Dettes envers la clientèle	2 471 966	317 519	507 274	7 406	-	3 304 165
Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	2 916 548	1 345 189	3 263 088	983 653	-	8 508 478

	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminé	Total
-en milliers d'euros						
Dettes envers les établissements de crédit -y compris opérations internes au Crédit Agricole	612 025	938 608	2 786 008	915 242	-	5 251 883
Dettes envers la clientèle	2 491 082	160 064	479 338	14 238	-	3 144 722
Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	3 103 107	1 098 672	3 265 346	929 480	-	8 396 605

Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
-en milliers d'euros						
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse	-	-	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	-	-
Titres de créances négociables	-	20 423	-	-	-	20 423
Emprunts obligataires	151	-	-	27 381	-	27 532

Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
Total Dettes représentées par un titre	151	20 423	-	27 381	-	47 955
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée	-	-	-	468	-468	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	-
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-	-	-	-	-
Titres et emprunts participatifs	-	-	-	-	-	-
Total Dettes subordonnées	-	-	-	468	-468	-

	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
-en milliers d'euros						
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse	-	-	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	-	-
Titres de créances négociables	-	26 055	-	-	-	26 055
Emprunts obligataires	185	-	-	21 790	-	21 975
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
Total Dettes représentées par un titre	185	26 055	-	21 790	-	48 030
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée	-	-	-	468	-468	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	-
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-	-	-	-	-
Titres et emprunts participatifs	-	-	-	-	-	-
Total Dettes subordonnées	-	-	-	468	-468	-

Garanties financières en risque données par maturité attendue

Les échéances contractuelles des instruments dérivés sont présentées dans la note 3.3 « Risque de marché ».

3.5 Comptabilité de couverture

(Cf. Note 3.3 « Risque de marché » et Chapitre « Gestion des risques – Gestion du bilan »)

Couverture de juste valeur

Les couvertures de juste valeur modifient le risque induit par les variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variable.

Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

Couverture de flux de trésorerie

Les couvertures de flux de trésorerie modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable.

Les couvertures de flux de trésorerie comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

Couverture d'un investissement net en devise

Les couvertures des investissements nets en devises modifient le risque inhérent aux fluctuations des taux de change liées aux

Instruments dérivés de couverture

-en milliers d'euros	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur de marché		Montant notionnel	Valeur de marché		Montant notionnel
	Positive	Négative		Positive	Négative	
Couverture de juste valeur	118 422	27 393	2 717 278	164 823	22 148	2 907 721
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-	-	-
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	-	-	-	-	-	-
Total Instruments dérivés de couverture	118 422	27 393	2 717 278	164 823	22 148	2 907 721

Le Groupe applique, conformément à nos Principes et Méthodes Comptables pour la couverture de juste valeur d'un portefeuille d'éléments de taux d'intérêt, d'un portefeuille d'actifs ou de passifs financiers, la norme IAS 39 tel qu'adoptée par l'Union européenne (version carveout). Les dispositions de la norme permettent notamment d'inclure les dépôts à vue faiblement ou non rémunérés dans cette relation de couverture.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest n'a pas constaté de déqualification significative dans le cadre de l'exercice 2024 au titre de ce contexte de marché de hausse des taux.

Opérations sur instruments dérivés de couverture : analyse par durée résiduelle (notionnels)

La ventilation des notionnels des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

-en milliers d'euros	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total notionnel
	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	471 717	1 019 634	1 225 927	2 717 278
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	471 717	1 019 634	1 225 927	2 717 278
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Notionnel des instruments dérivés de couverture	471 717	1 019 634	1 225 927	2 717 278

-en milliers d'euros	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total notionnel
	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	320 933	1 188 275	1 398 513	2 907 721
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	320 933	1 188 275	1 398 513	2 907 721
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Notionnel des instruments dérivés de couverture	320 933	1 188 275	1 398 513	2 907 721

☐ Couverture de juste valeur

Instruments dérivés de couverture

	31/12/2024				31/12/2023			
	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période	Montant notionnel	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période	Montant notionnel
	Actif	Passif	-y compris cessation de couverture au cours de la période		Actif	Passif	-y compris cessation de couverture au cours de la période	
-en milliers d'euros								
Couverture de juste valeur								
Marchés organisés et de gré à gré	3 901	1 683	-1 162	101 278	5 109	1 845	-3 435	101 721
Taux d'intérêt	3 901	1 683	-1 162	101 278	5 109	1 845	-3 435	101 721
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des micro-couvertures de juste valeur	3 901	1 683	-1 162	101 278	5 109	1 845	-3 435	101 721
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	114 521	25 710	-48 996	2 616 000	159 714	20 303	-107 116	2 806 000
Total couverture de juste valeur	118 422	27 393	-50 158	2 717 278	164 823	22 148	-110 551	2 907 721

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Eléments couverts

Micro-couvertures	31/12/2024				31/12/2023			
	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture -y compris cessations de couvertures au cours de la période	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture -y compris cessations de couvertures au cours de la période
	Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler		Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler	
-en milliers d'euros								
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	-	-	-	-	-	-
Taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-	-	-
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	99 527	-1 751	-	1 153	98 521	-3 200	-	3 398
Taux d'intérêt	99 527	-1 751	-	1 153	98 521	-3 200	-	3 398
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments d'actif	99 527	-1 751	-	1 153	98 521	-3 200	-	3 398
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-	-	-	5	-	-	-5	-
Taux d'intérêt	-	-	-	5	-	-	-5	-

Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments de passif	-	-	-	5	-	-	-5	-

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste du bilan auquel elle se rattache. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Macro-couvertures	31/12/2024		31/12/2023	
	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé
-en milliers d'euros				
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-		-	
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	2 095 060	3 233	2 223 725	4 486
Total Actifs	2 095 060	3 233	2 223 725	4 486
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	431 000	-	441 000	-98
Total Passifs	431 000	-	441 000	-98

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste « Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » au bilan. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Résultat de la comptabilité de couverture

	31/12/2024			31/12/2023		
	Résultat net -Résultat de la comptabilité de couverture			Résultat net -Résultat de la comptabilité de couverture		
	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture -y compris cessations de couverture	Variation de juste valeur sur les éléments couverts -y compris cessations de couverture	Part de l'inefficacité de la couverture	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture -y compris cessations de couverture	Variation de juste valeur sur les éléments couverts -y compris cessations de couverture	Part de l'inefficacité de la couverture
-en milliers d'euros						
Taux d'intérêt	-50 158	49 871	-287	-110 551	109 556	-995
Change	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
Total	-50 158	49 871	-287	-110 551	109 556	-995

3.6 Risques opérationnels

(Cf. Rapport de gestion chapitre 4 « Facteurs de risques et informations prudentielles »)

3.7 Gestion du capital et ratios réglementaires

Conformément au règlement européen (UE) 575/2013¹ (CRR), la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest est soumise au respect du ratio de solvabilité, de levier et de liquidité.

La gestion des fonds propres de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest est conduite de façon à respecter les niveaux

¹ Tel que supplémenté et amendé, en ce compris notamment au travers du règlement (UE) 2019/876 de juin 2019, du règlement (UE) 2020/873 de juin 2020 et du règlement (UE) 2024/1623 de juin 2024 pour les exigences réglementaires ayant une date d’application anticipée au 9 juillet 2024.

de fonds propres prudentiels au sens de la directive européenne (UE) 2013/36¹ et du règlement européen (UE) 575/2013, applicables depuis le 1er janvier 2014, et exigés par les autorités compétentes, la Banque centrale européenne (BCE) et l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) afin de couvrir les risques pondérés au titre des risques de crédit, des risques opérationnels et des risques de marché.

Ce dispositif prudentiel consiste notamment à renforcer la qualité et la quantité des fonds propres réglementaires requis, à mieux appréhender les risques, à inclure des coussins de fonds propres et des exigences supplémentaires en matière de la liquidité et du levier.

Les fonds propres sont répartis en trois catégories :

- les fonds propres de base de catégorie 1 ou *Common Equity Tier 1* (CET1), déterminés à partir des capitaux propres retraités, notamment de certains instruments de capital qui sont classés en *Additional Tier 1* (AT1), et de déductions des immobilisations incorporelles ;
- les fonds propres de catégorie 1 ou *Tier 1*, constitués du *Common Equity Tier 1* et des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 ou *Additional Tier 1* perpétuels ;
- les fonds propres globaux, qui sont constitués des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 ou *Tier 2* (T2) composés d'instruments subordonnés ayant une maturité minimale à l'émission de 5 ans.

Pour être reconnus en fonds propres, les instruments de catégorie 1 et de catégorie 2 doivent répondre à des critères d'inclusion exigeants. Si d'anciens instruments ne sont pas ou plus éligibles, ils font l'objet d'une clause de « grand-père » permettant de les éliminer des fonds propres de façon progressive.

Les déductions relatives aux participations dans d'autres établissements de crédit viennent minorer le total de ces fonds propres et s'imputent respectivement selon le type de l'instrument sur les montants du CET1, du *Tier 1* (AT1) et du *Tier 2* (T2). Elles s'appliquent également aux détentions dans le secteur des assurances, quand l'établissement ne bénéficie pas de la dérogation « conglomérat financier ».

En 2024 comme en 2023 et selon la réglementation en vigueur, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest a respecté les exigences réglementaires.

4 Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

4.1 Produits et charges d'intérêts

-en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Sur les actifs financiers au coût amorti	218 231	189 829
Opérations avec les établissements de crédit	2 884	1 293
Opérations internes au Crédit Agricole	43 038	36 574
Opérations avec la clientèle	166 553	147 654
Opérations de location financement	-	-
Titres de dettes	5 756	4 308
Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-
Opérations avec les établissements de crédit	-	-
Opérations avec la clientèle	-	-
Titres de dettes	-	-
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	103 878	97 209
Autres intérêts et produits assimilés	2	1
Produits d'intérêts -1 -2	322 111	287 039
Sur les passifs financiers au coût amorti	-212 916	-175 454
Opérations avec les établissements de crédit	-6 341	-10 205

¹ Telle que supplémentée et amendée, en ce compris notamment au travers de la directive (UE) 2019/878 de juin 2019.

Opérations internes au Crédit Agricole	-165 633	-143 550
Opérations avec la clientèle	-38 880	-20 539
Opérations de location financement	-	-
Dettes représentées par un titre	-2 062	-1 160
Dettes subordonnées	-	-
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-46 968	-48 118
Autres intérêts et charges assimilées	-126	-5
Charges d'intérêts	-260 010	-223 577

- (1) dont 3.632 milliers d'euros sur créances dépréciées (Stage 3) au 31 décembre 2024 contre 2.569 milliers d'euros au 31 décembre 2023.
- (2) dont 68 milliers d'euros correspondant à des bonifications reçues de l'Etat au 31 décembre 2024 contre 97 milliers d'euros au 31 décembre 2023. *Les bonifications de l'Etat concernent les prêts effectués auprès de la clientèle.*

Les montants d'intérêts négatifs enregistrés en produits d'intérêts pour les passifs financiers et charges d'intérêts pour les actifs financiers sont non significatifs.

4.2 Produits et charges de commissions

-en milliers d'euros	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	205	-13	192	290	-16	274
Sur opérations internes au Crédit Agricole	12 294	-11 371	923	14 229	-10 098	4 131
Sur opérations avec la clientèle	3 041	-339	2 702	3 243	-388	2 855
Sur opérations sur titres	-	-	-	-	-	-
Sur opérations de change	107	-	107	110	-	110
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	-	-	-	-	-	-
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	91 864	-6 141	85 723	85 941	-5 507	80 434
Gestion d'OPC, fiducie et activités analogues	797	-350	447	641	-269	372
Total Produits et charges de commissions	108 308	-18 214	90 094	104 454	-16 278	88 176

4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

-en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Dividendes reçus	2 391	1 269
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction	-60	-22
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	2 374	1 088
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI	2 711	3 358
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	-	-
Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option -1	-	-
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés -hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger	323	334
Résultat de la comptabilité de couverture	-287	-995
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	7 452	5 032

(1) Hors spread de crédit émetteur pour les passifs à la juste valeur par résultat sur option (sauf exception permise par la norme pour éliminer ou réduire une non-concordance en compte de résultat).

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

-en milliers d'euros	31/12/2024			31/12/2023		
	Profits	Pertes	Net	Profits	Pertes	Net
Couverture de juste valeur	12 302	-12 316	-14	16 190	-16 228	-38
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	6 437	-5 289	1 148	9 813	-6 415	3 398
Variations de juste valeur des dérivés de couverture -y compris cessations de couverture	5 865	-7 027	-1 162	6 377	-9 813	-3 436
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture partie inefficace	-	-	-	-	-	-
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	-	-	-	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture partie inefficace	-	-	-	-	-	-
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	317 068	-317 341	-273	462 718	-463 675	-957
Variations de juste valeur des éléments couverts	183 032	-134 309	48 723	284 916	-178 758	106 158
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	134 036	-183 032	-48 996	177 802	-284 917	-107 115
Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture partie inefficace	-	-	-	-	-	-
Total Résultat de la comptabilité de couverture	329 370	-329 657	-287	478 908	-479 903	-995

Le détail du résultat de la comptabilité de couverture par type de relation (Couverture de juste valeur, Couverture de flux de trésorerie, ...) est présenté dans la note 3.5 « Comptabilité de couverture ».

4.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

-en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables -1	-	-
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables -dividendes	36 034	30 946
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	36 034	30 946

(1) Hors résultat de cession sur instruments de dettes dépréciés (Stage 3) mentionné en note 4.10 « Coût du risque ».

4.5 Produits (charges) nets des autres activités

-en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation	-	-
Produits nets des immeubles de placement	215	407
Autres produits -charges nets	-1 360	-1 140
Produits -charges des autres activités	-1 145	-733

4.6 Charges générales d'exploitation

-en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Charges de personnel	-77 753	-74 030

Impôts, taxes et contributions réglementaires -1	-2 036	-4 034
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	-43 479	-46 050
Charges générales d'exploitation	-123 268	-124 114

(1) Dont 107 milliers d’euros comptabilisés au titre du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2024.contre 1 490 milliers d’euros au 31 décembre 2023.

Honoraires des commissaires aux comptes

La répartition par cabinet et partype de mission des honoraires des Commissaires aux comptes des sociétés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest intégrées globalement est la suivante au titre de 2024 :

Collège des Commissaires aux comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest

-en milliers d'euros hors taxes	KPMG		MAZARS		Total 2024
	2024	2023	2024	2023	
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	70	74	67	70	137
Emetteur	70	74	67	70	137
Filiales intégrées globalement	-	-	-	-	-
Services autres que la certification des comptes	20	21	4	4	24
Emetteur	20	21	4	4	24
Filiales intégrées globalement	-	-	-	-	-
Total	90	95	71	74	161

Le montant total des honoraires de KPMG SA, Commissaire aux comptes de Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 90 milliers d’euros, dont 70 milliers d’euros au titre de la mission de certification des comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest et ses filiales, et 20 milliers d’euros a u titre de services autres que la certification des comptes (lettres de confort, procédures convenues, attestations, consulta tions, etc.)

Le montant total des honoraires de MAZARS, Commissaire aux comptes de Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 71 milliers d’euros, dont 67 milliers d’euros au titre la mission de certification des comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest et ses filiales, et 4 milliers d’euros au titre de services autres que la certification des comptes (lettres de confort, procédures convenues, attestations, revue de conformité de déclarations fiscales, consultations, etc.)

4.7 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

-en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Dotations aux amortissements	-7 150	-6 685
Immobilisations corporelles -1	-7 131	-6 669
Immobilisations incorporelles	-19	-16
Dotations -reprises aux dépréciations	-	-
Immobilisations corporelles	-	-
Immobilisations incorporelles	-	-
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-7 150	-6 685

(1) Dont 537 milliers d’euros comptabilisés au titre de l'amortissement du droit d'utilisation (IFRS 16) au 31 décembre 2024 contre 760 milliers d'euros au 31 décembre 2023

4.8 Coût du risque

-en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
----------------------	------------	------------

Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan sains -Stage 1 et Stage 2 -A	-1 664	-5 794
Stage 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	7 265	1 147
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	6 187	316
Engagements par signature	1 078	831
Stage 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie	-8 929	-6 941
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-10 224	-5 087
Engagements par signature	1 295	-1 854
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan dépréciés -Stage 3 -B	-7 405	-5 347
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-7 551	-5 564
Engagements par signature	146	217
Autres actifs -C	-35	36
Risques et charges -D	-1 500	-1 655
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions -E= -A+-B+-C+-D	-10 604	-12 760
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés	-	-
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés	-	-
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-868	-60
Récupérations sur prêts et créances	209	802
comptabilisés au coût amorti	209	802
comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Décotes sur crédits restructurés	-181	-150
Pertes sur engagements par signature	-	-
Autres pertes	-132	-220
Autres produits	-	-
Coût du risque	-11 576	-12 388

4.9 Gains ou pertes nets sur autres actifs

<i>-en milliers d'euros</i>	31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	-41	136
Plus-values de cession	57	287
Moins-values de cession	-98	-151
Résultat de cession sur participations consolidées	-	-
Plus-values de cession	-	-

Moins-values de cession	-	-
Produits -charges nets sur opérations de regroupement d'entreprises	-	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-41	136

4.10 Impôts

Charge d'impôt

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Charge d'impôt courant	-7 476	-6 387
Charge d'impôt différé	4 250	1 325
Total Charge d'impôt	-3 226	-5 062

Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

Au 31 décembre 2024

-en milliers d'euros	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	52 501	25,83%	-13 561
Effet des différences permanentes		-27,48%	14 426
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		0,00%	-
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		12,01%	-6 304
Effet de l'imposition à taux réduit		-0,69%	365
Changement de taux		0,00%	-
Effet des autres éléments		-3,52%	1 848
Taux et charge effectifs d'impôt		6,14%	-3 226

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2024.

Au 31 décembre 2023

-en milliers d'euros	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	43 832	25,83%	-11 322
Effet des différences permanentes		16,57%	7 262
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		0,00%	-
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		5,56%	-2 436
Effet de l'imposition à taux réduit		-0,44%	194
Changement de taux		0,00%	-
Effet des autres éléments		-2,83%	1 240
Taux et charge effectifs d'impôt		11,55%	-5 062

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2023.

4.11 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période :

-en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		
Gains et pertes sur écarts de conversion	-	-
Ecart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	-	-
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Ecart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	-	-
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	-	-
Ecart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	-	-
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres recyclables	-	-
Produits financiers ou charges financières de réassurance ventilés en capitaux propres	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables		
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	-1 108	-1 738
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre	-	-
Ecart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en réserves	-	-
Autres variations	-	-
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	88 588	76 547
Ecart de réévaluation de la période	88 588	76 547
Transferts en réserves	-	-
Autres variations	-	-
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres non recyclables	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	-2 431	-1 898
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	85 049	72 911
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	85 049	72 911
Dont part du Groupe	85 049	72 911
Dont participations ne donnant pas le contrôle	-	-

5 Informations sectorielles

Définition des secteurs opérationnels

6Notes relatives au bilan

6.1Caisse, banques centrales

-en milliers d'euros	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	35 752	-	34 302 8 997	-
Banques centrales	6 565	-	-	-
Valeur au bilan	42 317	-	43 299	-

6.2Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

-en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	5 120	4 292
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	168 876	120 390
Instruments de capitaux propres	22 147	16 044
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI -1	146 729	104 346
Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	-	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Valeur au bilan	173 996	124 682
Dont Titres prêtés	-	-

(1) Dont 144.559 milliers d’euros d’OPC au 31 décembre 2024 contre 103.269 milliers d’euros au 31 décembre 2023

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

-en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	5 139	4 259
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Valeur au bilan	5 139	4 259

Une information détaillée sur les instruments dérivés de transaction est fournie dans la note 3.3 relative au risque de marché, notamment sur taux d’intérêt.

6.3Instruments dérivés de couverture

L’information détaillée est fournie à la note 3.5 « Comptabilité de couverture ».

6.4Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

-en milliers d'euros	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	-	-	-	-

Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	975 680	336 122	-3 975	863 933	248 440	-4 881
Total	975 680	336 122	-3 975	863 933	248 440	-4 881

Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres non recyclables

	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
-en milliers d'euros						
Actions et autres titres à revenu variable	4 669	-	-	4 129	-	-
Titres de participation non consolidés	971 011	336 122	-3 975	859 804	248 440	-4 881
Total Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	975 680	336 122	-3 975	863 933	248 440	-4 881
Impôts sur les bénéfices		-9 877	-		-7 160	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables -nets d'impôt		326 245	-3 975		241 280	-4 881

6.5

Actifs financiers au coût amorti

-en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 142 175	954 756
Prêts et créances sur la clientèle	7 569 203	7 690 623
Titres de dettes	385 002	387 870
Valeur au bilan	9 096 380	9 033 249

Prêts et créances sur les établissements de crédit

-en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Etablissements de crédit		
Comptes et prêts	21 054	13 779
dont comptes ordinaires débiteurs non douteux	14 114	6 048
dont comptes et prêts au jour le jour non douteux	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-
Prêts subordonnés	-	-
Autres prêts et créances	-	-
Valeur brute	21 054	13 779
Dépréciations	-	-

Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	21 054	13 779
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires	178 558	250 651
Titres reçus en pension livrée	-	-
Comptes et avances à terme	942 563	690 326
Prêts subordonnés	-	-
Total Prêts et créances internes au Crédit Agricole	1 121 121	940 977
Valeur au bilan	1 142 175	954 756

Prêts et créances sur la clientèle

-en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	6 553	3 808
Autres concours à la clientèle	7 674 897	7 779 036
Valeurs reçues en pension	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-
Prêts subordonnés	198	198
Créances nées d'opérations d'assurance directe	-	-
Créances nées d'opérations de réassurance	-	-
Avances en comptes courants d'associés	8 817	26 532
Comptes ordinaires débiteurs	27 616	29 485
Valeur brute	7 718 081	7 839 059
Dépréciations	-148 878	-148 436
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	7 569 203	7 690 623
Opérations de location financement		
Location financement immobilier	-	-
Location financement mobilier, location simple et opérations assimilées	-	-
Valeur brute	-	-
Dépréciations	-	-
Valeur nette des opérations de location financement	-	-
Valeur au bilan	7 569 203	7 690 623

Titres de dettes

-en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Effets publics et valeurs assimilées	15 672	26 113
Obligations et autres titres à revenu fixe	369 618	361 962
Total	385 290	388 075
Dépréciations	-288	-205
Valeur au bilan	385 002	387 870

Nature des actifs transférés -en milliers d'euros	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité						
	Actifs transférés			Passifs associés			Actifs et passifs associés
	Valeur comptable	dont titrisations -non déconsolidantes	Juste valeur -1	Valeur comptable	dont titrisations -non déconsolidantes	Juste valeur	Juste valeur nette
Actifs financiers au coût amorti	30 449	30 449	29 962	27 533	27 533	27 533	2 429
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	30 449	30 449	29 962	27 533	27 533	27 533	2 429
Total Actifs financiers	30 449	30 449	29 962	27 533	27 533	27 533	2 429
Opérations de location financement	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL ACTIFS TRANSFÉRÉS	30 449	30 449	29 962	27 533	27 533	27 533	2 429

(1) Dans le cas où la « garantie de la ou des autres parties à l'accord donnant lieu aux passifs associés se limite aux actifs transférés » (IFRS 7.42D.(d)).

Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2023

Nature des actifs transférés -en milliers d'euros	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité						
	Actifs transférés			Passifs associés			Actifs et passifs associés
	Valeur comptable	dont titrisations -non déconsolidantes	Juste valeur -1	Valeur comptable	dont titrisations -non déconsolidantes	Juste valeur	Juste valeur nette
Actifs financiers au coût amorti	24 231	24 231	23 209	21 975	21 975	21 648	1 561
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	24 231	24 231	23 209	21 975	21 975	21 648	1 561
Total Actifs financiers	24 231	24 231	23 209	21 975	21 975	21 648	1 561
Opérations de location financement	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL ACTIFS TRANSFÉRÉS	24 231	24 231	23 209	21 975	21 975	21 648	1 561

(1) Dans le cas où la « garantie de la ou des autres parties à l'accord donnant lieu aux passifs associés se limite aux actifs transférés » (IFRS 7.42D.(d)).

Titrisations

Les titrisations consolidées avec investisseurs externes constituent un transfert d'actifs au sens d'IFRS 7. En effet, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest a une obligation contractuelle indirecte de remettre aux investisseurs externes les flux de trésorerie des actifs cédés au fonds de titrisation (bien que ces actifs figurent au bilan de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest via la consolidation du fonds). Les créances cédées au fonds de titrisation servent de garantie aux investisseurs.

Les titrisations consolidées intégralement auto souscrites ne constituent pas un transfert d'actif au sens de la norme IFRS 7.

Engagements encourus relatifs aux actifs transférés décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2024

Au titre de l'exercice, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest n'a constaté aucun engagement encouru relatif aux actifs transférés décomptabilisés intégralement.

6.7 Passifs financiers au coût amorti

-en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Dettes envers les établissements de crédit	5 204 313	5 251 883
Dettes envers la clientèle	3 304 165	3 144 722
Dettes représentées par un titre	47 955	48 030
Valeur au bilan	8 556 433	8 444 635

Dettes envers les établissements de crédit

-en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Etablissements de crédit		
Comptes et emprunts	3 963	7 388
dont comptes ordinaires créditeurs	3 868	7 099
dont comptes et emprunts au jour le jour	-	-
Valeurs données en pension	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-
Total	3 963	7 388
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs	1 019	1 018
Titres donnés en pension livrée	-	-
Comptes et avances à terme	5 199 331	5 243 477
Total	5 200 350	5 244 495
Valeur au bilan	5 204 313	5 251 883

Dettes envers la clientèle

-en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires créditeurs	2 210 758	2 340 843
Comptes d'épargne à régime spécial	26 161	27 033
Autres dettes envers la clientèle	1 067 246	776 846
Titres donnés en pension livrée	-	-
Valeur au bilan	3 304 165	3 144 722

Dettes représentées par un titre

-en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Bons de caisse	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-
Titres de créances négociables	20 423	26 055
Emprunts obligataires	27 532	21 975
Autres dettes représentées par un titre	-	-
Valeur au bilan	47 955	48 030

6.8

Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers

Compensation – Actifs financiers

Nature des instruments financiers	31/12/2024				
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires				
	Montants bruts des actifs	Montants bruts des passifs	Montants nets des actifs	Autres montants compensables sous conditions	Montant net après l'ensemble des effets

-en milliers d'euros	comptabilisés avant tout effet de compensation	effectivement compensés comptablement	financiers présentés dans les états de synthèse	Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	de compensation
Dérivés	123 536	-	123 536	27 619	91 029	4 888
Prises en pension de titres	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
Total des actifs financiers soumis à compensation	123 536	-	123 536	27 619	91 029	4 888

Nature des instruments financiers -en milliers d'euros	31/12/2023 Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés	169 095	-	169 095	22 589	142 675	3 831
Prises en pension de titres	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
Total des actifs financiers soumis à compensation	169 095	-	169 095	22 589	142 675	3 831

Compensation – Passifs financiers

Nature des instruments financiers -en milliers d'euros	31/12/2024					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés	32 514	-	32 514	27 619	-	4 895
Mises en pension de titres	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
Total des passifs financiers soumis à compensation	32 514	-	32 514	27 619	-	4 895

Nature des instruments financiers	31/12/2023					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					

<div>-en milliers d'euros</div>	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés	26 393	-	26 393	22 589	-	3 804
Mises en pension de titres	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
Total des passifs financiers soumis à compensation	26 393	-	26 393	22 589	-	3 804

6.9 Actifs et passifs d’impôts courants et différés

<div>-en milliers d'euros</div>	31/12/2024	31/12/2023
Impôts courants	237	4 317
Impôts différés	25 516	24 558
Total Actifs d'impôts courants et différés	25 753	28 875
Impôts courants	4 482	4 537
Impôts différés	2	3
Total Passifs d'impôts courants et différés	4 484	4 540

Le net des actifs et passifs d’impôts différés se décompose comme suit :

<div>-en milliers d'euros</div>	31/12/2024		31/12/2023	
	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif
Décalages temporaires comptables fiscaux	35 021	-	30 676	-
Charges à payer non déductibles	3 403	-	2 064	-
Provisions pour risques et charges non déductibles	27 758	-	23 617	-
Autres différences temporaires	3 859	-	4 995	-
Impôts différés sur réserves latentes	-9 051	-	-6 566	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-46 978	-37 099	-55 187	-48 027
Couverture de flux de trésorerie	37 100	37 100	48 027	48 027
Gains et pertes sur écarts actuariels	827	-	594	-
Gains et pertes sur variation du risque de crédit propre	-	-	-	-
Impôts différés sur résultat	-454	2	448	3
Total Impôts différés	25 516	2	24 558	3

Les impôts différés sont nettés au bilan par entité fiscale.

6.10 Comptes de régularisation actif, passif et divers

Comptes de régularisation et actifs divers

<div>-en milliers d'euros</div>	31/12/2024	31/12/2023
---------------------------------	------------	------------

Autres actifs	66 020	56 003
Comptes de stocks et emplois divers	246	478
Gestion collective des titres Livret de développement durable et solidaire	-	-
Débiteurs divers - I	65 765	55 519
Comptes de règlements	9	6
Capital souscrit non versé	-	-
Comptes de régularisation	46 125	69 565
Comptes d'encaissement et de transfert	10 768	28 489
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	3	1
Produits à recevoir	34 584	40 142
Charges constatées d'avance	379	571
Autres comptes de régularisation	391	362
Valeur au bilan	112 145	125 568

(1) dont 1.991 milliers d'euros au titre du dépôt de garantie constitué au bénéfice du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2024 contre 1.960 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Pour rappel, le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière a été complété par la directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 (Directive relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances) établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. Le dispositif de financement du mécanisme de résolution est institué par le règlement européen UE n° 806/2014 du 15 juillet 2014 pour les établissements assujettis.

Le dépôt de garantie correspond aux garanties pour les établissements ayant eu recours aux engagements de paiement irrévocables visés à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 prévoyant que ces engagements ne dépassent pas 30 % du montant total des contributions perçues conformément à ce même article).

Au titre de l'exercice 2024, le montant de la contribution sous forme d'engagements irrévocables de paiement s'élève à 3 984 milliers d'euros ; le montant versé sous forme de cotisation s'élève à 107 milliers d'euros en Charges générales d'exploitation (annexe 4.8 « Charges générales d'exploitation »).

Conformément au règlement d'Exécution UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, lorsqu'une mesure de résolution fait intervenir le Fonds conformément à l'article 76 du règlement (UE) n° 806/2014, le CRU appelle tout ou partie des engagements de paiement irrévocables, effectués conformément au règlement (UE) n° 806/2014, afin de rétablir la part des engagements de paiement irrévocables dans les moyens financiers disponibles du Fonds fixés par le CRU dans la limite du plafond fixé à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 susmentionné.

Les garanties dont sont assortis ces engagements seront restituées conformément à l'article 3 du règlement UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, une fois que le Fonds reçoit dûment la contribution liée aux engagements de paiement irrévocables qui ont été appelés. Le Groupe ne s'attend pas à ce qu'une mesure de résolution nécessitant un appel à contribution pour le Groupe, dans le cadre du dispositif susmentionné, intervienne en zone euro dans un horizon prévisible ; ni à une perte ou un retrait de son agrément bancaire.

Par ailleurs, ce dépôt de garantie classé en débiteur divers, à l'actif de l'établissement, sans changement par rapport aux exercices précédents, est rémunéré conformément à l'accord concernant l'engagement de paiement irrévocable et le dispositif de garantie contracté entre le Groupe et le Conseil de Résolution Unique. Celui-ci s'élève à 70 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 57 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Comptes de régularisation et passifs divers

- en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Autres passifs - I	181 125	215 827
Comptes de règlements	-	-
Créditeurs divers	171 081	203 859
Versements restant à effectuer sur titres	8 524	11 377 591
Dettes locatives	1 520	-
Autres	-	-

Comptes de régularisation	97 156	92 617
Comptes d'encaissement et de transfert -2	21 162	12 929
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	-	-
Produits constatés d'avance	40 980	33 942
Charges à payer	33 887	42 247
Autres comptes de régularisation	1 127	3 499
Valeur au bilan	278 281	308 444

- (1) Les montants indiqués incluent les dettes rattachées.
- (2) Les montants sont indiqués en net.

6.11 Coentreprises et entreprises associées

Au 31 décembre 2024, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Ouest n'a pas d'intérêts dans des partenariats et des entreprises associées

6.12 Immeubles de placement

Les immeubles de placement évalués au coût dans les états financiers du Groupe sont les immeubles, y compris donnés en location simple, qui ne constituent pas des éléments sous-jacents à des contrats d'assurance.

-en milliers d'euros	31/12/2023	Variations périmètre	de	Augmentations acquisitions	-	Diminutions cessions	-	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Valeur brute	5 973	-		585		-18		-	-	6 540
Amortissements et dépréciations	-2 283	-		-195		-		-	-231	-2 709
Valeur au bilan -1	3 690	-		390		-18		-	-231	3 831

- (1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

-en milliers d'euros	31/12/2022	Variations périmètre	de	Augmentations -acquisitions	Diminutions -cessions	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2023
Valeur brute	6 737	-		24	-788	-	-	5 973
Amortissements et dépréciations	-2 411	-		-237	365	-	-	-2 283
Valeur au bilan -1	4 326	-		-213	-423	-	-	3 690

- (1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

Juste valeur des immeubles de placement

La valeur de marché des immeubles de placement comptabilisés au coût, établie "à dire d'expert", s'élève à 6.540 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 5.973 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

-en milliers d'euros		31/12/2024	31/12/2023
Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			
Valorisation fondée sur des données observables	Niveau 1	-	-
	Niveau 2	6 540	5 973
Valorisation fondée sur des données non observables	Niveau 3	-	-
Valeur de marché des immeubles de placement		6 540	5 973

Tous les immeubles de placement font l'objet d'une comptabilisation au coût au bilan.

6.13 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

Les immobilisations corporelles d'exploitation incluent les droits d'utilisation des immobilisations prises en location en tant que

Les amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles d'exploitation sont présentés y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

-en milliers d'euros	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations acquisitions	Diminutions -cessions	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	157 430	-	60 662	-50 469	-	-2 114	165 509
Amortissements et dépréciations	-65 700	-	-7 130	6 382	-	231	-66 217
Valeur au bilan	91 730	-	53 532	-44 087	-	-1 883	99 292
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	592	-	-	-43	-	-	549
Amortissements et dépréciations	-558	-	-19	53	-	-	-524
Valeur au bilan	34	-	-19	10	-	-	25

-en milliers d'euros	31/12/2022	Variations de périmètre	Augmentations -acquisitions	Diminutions -cessions	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2023
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	146 995	-	13 116	-2 681	-	-	157 430
Amortissements et dépréciations	-61 993	-	-6 669	2 962	-	-	-65 700
Valeur au bilan	85 002	-	6 447	281	-	-	91 730
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	567	-	25	-	-	-	592
Amortissements et dépréciations	-542	-	-16	-	-	-	-558
Valeur au bilan	25	-	9	-	-	-	34

6.14 Ecarts d'acquisition

Au 31 décembre 2024, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Ouest n'a pas de participations pour lesquelles un écart d'acquisition est constaté dans son bilan, ni pour lesquels il existe des pertes de valeur.

6.15 Provisions

-en milliers d'euros	31/12/2023	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Risques sur les produits épargne logement	2 566	-	-	-	-541	-	-	2 025
Risques d'exécution des engagements par signature	10 743	-	24 534	-	-27 053	-	-	8 225
Risques opérationnels	2 089	-	585	-177	-210	-	-	2 287
Engagements sociaux -retraites et assimilés -1	2 621	-	822	-685	-	-	1 136	3 894
Litiges divers	336	47	50	-	-	-	-	433
Participations	745	-	2 633	-437	-1 544	-	-	1 398
Restructurations	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres risques	4 584	-	740	-735	-2 502	-	-	2 087
TOTAL	23 684	47	29 364	-2 034	-31 850	-	1 136	20 349

(1) Dont 3.276 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 586 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

-en milliers d'euros	31/12/2022	Variations périmètre	de Dotations	Reprises utilisées	Reprises utilisées non	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2023
Risques sur les produits épargne logement	5 746	-	-	-	-3 180	-	-	2 566
Risques d'exécution des engagements par signature	9 933	-	30 132	-	-29 326	-	-	10 743
Risques opérationnels	1 481	-	1 306	-8	-690	-	-	2 089
Engagements sociaux -retraites et assimilés - l	1 071	-	1 880	-1 833	-	-	1 503	2 621
Litiges divers	-	-	336	-	-	-	-	336
Participations	610	-	759	-498	-126	-	-	745
Restructurations	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres risques	4 142	-	1 941	-1 483	-16	-	-	4 584
TOTAL	22 983	-	36 354	-3 822	-33 338	-	1 503	23 684

(1) Dont 2.093 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 527 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

Provision épargne logement :

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne logement sur la phase d'épargne

-en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Plans d'épargne logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	93 037	70 732
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	74 225	84 044
Ancienneté de plus de 10 ans	748 462	829 697
Total plans d'épargne logement	915 725	984 473
Total comptes épargne logement	143 599	142 427
Total encours collectés au titre des contrats épargne logement	1 059 324	1 126 900

Les encours de collecte, hors prime de l'Etat, sont des encours sur base d'inventaire à fin novembre 2024 pour les données au 31 décembre 2024 et à fin novembre 2023 pour les données au 31 décembre 2023.

Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne logement

-en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Plans d'épargne logement	5 678	1 362
Comptes épargne logement	1 613	1 037
Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne logement	7 291	2 399

Provision au titre des comptes et plans d'épargne logement

-en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Plans d'épargne logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	200	390

Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	112	257
Ancienneté de plus de 10 ans	931	1 857
Total plans d'épargne logement	1 243	2 504
Total comptes épargne logement	55	62
Total Provision au titre des contrats épargne logement	1 298	2 566

La provision Epargne Logement comprend 3 composantes :

- La composante épargne est liée à l'option vendue au détenteur d'un PEL de pouvoir proroger son placement à des conditions de taux préfixées.
- La composante engagement est liée aux crédits PEL et CEL qui pourront être réalisés dans le futur à des conditions de taux préfixées.
- La composante crédit est liée aux crédits PEL et CEL déjà réalisés à des conditions de taux qui, à l'époque de leur réalisation, ont pu être en décalage avec les taux de marché.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest a décidé de figer le niveau de la provision Epargne Logement (EL) au 31 décembre 2024 à son niveau du 30 juin 2024, soit 2.025 M€.

L'option clientèle d'utilisation des droits portée par les contrats PEL/CEL donnerait la possibilité d'un tirage de crédit à taux réduits. Elle n'a été utilisée que très marginalement avant 2022 et demeure très faiblement exercée par la clientèle en raison d'un marché immobilier perturbé par la hausse des taux historique de 2023. La récente stabilisation du marché immobilier engendre une incertitude quant au niveau futur du coefficient d'utilisation des droits à prêt des PEL et CEL. Des travaux d'évaluation ont été lancés et sont toujours en cours. Dans ces conditions, par prudence, le niveau des provisions est resté figé au 31 décembre 2024.

Le calcul de la provision de la composante engagement prend en compte des paramètres qui ont été fixés à dire d'expert pour les générations PEL à 2.5%, 2%, 1.5% et 1% : le coefficient d'utilisation trimestrielle des droits à prêt et le taux des prêts accordés dans le cadre du contrat du PEL. Ces paramètres ont été fixés à dire d'expert dans la mesure où l'historique à notre disposition qui aurait permis leur évaluation ne reflète pas les conditions actuelles.

Une hausse de 0.1% du coefficient d'utilisation trimestrielle des droits à prêt engendrerait (toutes choses égales par ailleurs) une hausse de la provision de 5.97% pour la Caisse régionale. Une hausse de 0.1% du taux des prêts accordés dans le cadre du contrat du PEL engendrerait (toutes choses égales par ailleurs) une baisse de la provision de 16.02% pour la Caisse régionale.

Il est à noter que la mise à jour selon les modèles actuels du calcul de la provision Épargne Logement aurait entraîné une reprise mécanique de 35.91% du montant provisionné en lien avec une baisse des taux annuels moyens de près de 50bps.

L'organisation financière du groupe Crédit Agricole concernant les comptes d'épargne à régime spécial est décrite dans le paragraphe « Relations internes aux Crédit Agricole mécanismes financiers internes » de la partie « Cadre général ».

6.16 Capitaux propres

Composition du capital au 31 décembre 2024

La Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest est une société coopérative à capital variable, soumise notamment aux articles L. 51220 et suivants du Code monétaire et financier relatifs au Crédit agricole, aux articles L. 2311 et suivants du Code de commerce relatifs aux sociétés à capital variable, et aux dispositions de la loi n° 471775 du 10 septembre 1947 modifié portant statut de la coopération.

Son capital est composé de parts sociales cessibles nominatives souscrites par les sociétaires, de Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) et de Certificats Coopératifs d'Associés (CCA).

Conformément aux dispositions de l'IFRIC 2, la qualité de capital est reconnue aux parts sociales des coopératives dans la mesure où la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement des parts.

La cession des parts sociales étant soumise à l'agrément du conseil d'administration de la Caisse régionale, cette dernière caractéristique confirme par conséquent leur qualité de capital social au regard des normes IFRS.

Les CCI et/ou CCA sont des valeurs mobilières sans droit de vote émises pour la durée de la société et représentatives de droits pécuniaires attachés à une part de capital. Leur émission est régie par les titres II *quater* et *quinquies* de la loi du 10 septembre 1947.

A la différence des parts sociales, ils confèrent à leurs détenteurs un droit sur l'actif net de la société dans la proportion du capital qu'ils représentent.

Les CCI sont émises au profit de titulaires n'ayant pas à justifier de la qualité de sociétaire, et sont librement négociables.

Les CCA ne peuvent en revanche être souscrits et détenus que par les sociétaires de la Caisse régionale et des Caisses locales qui lui sont affiliées.

	Nombre de titres au 31/12/2023	Nombre de titres émis	Nombre de titres remboursés	Nombre de titres au 31/12/2024	% du capital	% des droits de vote
Répartition du capital de la Caisse Régionale						
Certificats Coopératifs d'investissements -CCI	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Dont part du Public	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Dont part Sacam Mutualisation	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Dont part auto-détenue	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Certificats Coopératifs d'associés -CCA	14 450 282	-	-	14 450 282	25,00%	0,00%
Dont part du Public	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Dont part Crédit Agricole S.A.	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Dont part Sacam Mutualisation	14 450 282	-	-	14 450 282	25,00%	0,00%
Parts sociales	43 350 998	-	-	43 350 998	75,00%	0,00%
Dont XXX Caisses Locales	43 348 565	-	-	43 348 565	75,00%	0,00%
Dont XX administrateurs de la Caisse régionale	2 432	-	-	2 432	0,00%	0,00%
Dont Crédit Agricole S.A.	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Dont Sacam Mutualisation	1	-	-	1	0,00%	0,00%
Dont Autres	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Total	57 801 280	-	-	57 801 280	100,00%	0,00%

La valeur nominale des titres est de 1 euros et le montant total du capital est de 57.801 milliers d’euros

Rémunération par titre de capital

Conformément à la norme IAS 33, une entité doit calculer le résultat attribuable aux porteurs d’actions ordinaires de l’entité mère. Celui-ci doit être calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d’actions ordinaires par le nombre moyen d’actions ordinaires en circulation.

Ainsi qu’il est évoqué au paragraphe précédent, les capitaux propres de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest sont composés de parts sociales, de CCI (le cas échéant) et de CCA.

Conformément aux dispositions de l’article 14 de la loi n° 471775 du 10 septembre 1947 modifié relative au statut de la coopération, la rémunération des parts sociales est au plus égale à la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l’assemblée générale, du taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées, majorée de deux points, publié par le ministre chargé de l’économie.

La rémunération des CCI et CCA est quant à elle fixée annuellement par l’Assemblée générale des sociétaires et doit être au moins égale à celle des parts sociales.

Par conséquent, du fait des particularités liées au statut des sociétés coopératives à capital variable portant tant sur la composition des capitaux propres qu’aux caractéristiques de leur rémunération, les dispositions de la norme IAS 33 relative à la communication du résultat par action ne sont pas applicables.

Au titre de l’exercice 2024, le Conseil d’administration de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest a décidé de proposer à l’Assemblée générale du 28/03/2025 le paiement d’un dividende par part sociale de 0,185 euros, sous réserve de l’approbation par l’Assemblée générale.

Année de rattachement	Par CCI	Par CCA	Par part sociale
	Montant Net	Montant Net	Montant Net
2021	-	0,130	1,30%
2022	-	0,145	2,00%
2023	-	0,172	3,10%
Prévu 2024		0,185	3,00%

Dividendes payés au cours de l’exercice

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 4.919 milliers d'euros en 2024 contre 3.701 milliers d'euros en 2023.

Affectations du résultat et fixation du dividende 2024

L'affectation du résultat la fixation et la mise en paiement du dividende 2024 sont proposées dans le projet de résolutions présentées par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest du 28/03/2025

Le texte de la résolution est le suivant :

L'Assemblée Générale approuve la proposition du Conseil d'Administration en ce qui concerne la répartition des excédents de l'exercice 2024 telle qu'elle a été elle-même approuvée par Crédit Agricole S.A, conformément à l'article 643 du Code Rural.

L'excédent, après report à nouveau, est de : 35 568 579,15

- Intérêts aux parts à 3.0% 1 300 529,94

- Rémunération des CCA 2 667 643,44

Le solde, soit : 31 600 405,77

Sera affecté pour les 3/4 au moins à :

- La réserve légale 23 700 304,33

- La réserve facultative 7 900 101,44

6.17 Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle

La ventilation des soldes au bilan des actifs et passifs financiers est réalisée par date d'échéance contractuelle.

L'échéance des instruments dérivés de transaction et de couverture correspond à leur date de maturité contractuelle.

Les instruments de capitaux propres sont par nature sans échéance contractuelle ; ils sont positionnés en « Indéterminée ».

-en milliers d'euros	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	42 317	-	-	-	-	42 317
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	31	183	71	5 028	168 683	173 996
Instruments dérivés de couverture	588	3 611	51 550	62 673	-	118 422
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	975 680	975 680
Actifs financiers au coût amorti	623 401	745 819	3 464 804	4 253 678	8 678	9 096 380 -84 535
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-84 535					
Total Actifs financiers par échéance	581 802	749 613	3 516 425	4 321 379	1 153 041	10 322 260
Banques centrales	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	30	177	71	4 861	-	5 139
Instruments dérivés de couverture	6	12	6 576	20 799	-	27 393
Passifs financiers au coût amorti	2 916 699	1 365 612	3 263 088	1 011 034	-	8 556 433
Dettes subordonnées	-	-	-	468	-468	-
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-2 172					-2 172
Total Passifs financiers par échéance -1	2 914 563	1 365 801	3 269 735	1 037 162	-468	8 586 793

-en milliers d'euros	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	43 299	-	-	-	-	43 299
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	139	482	160	3 674	120 227	124 682

Instruments dérivés de couverture	-	4 910	58 580	101 333	-	164 823
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	863 933	863 933
Actifs financiers au coût amorti	664 278	758 072	3 312 023	4 273 751	25 125	9 033 249 -133 278
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-133 278					
Total Actifs financiers par échéance	574 438	763 464	3 370 763	4 378 758	1 009 285	10 096 708
Banques centrales	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	138	473	159	3 489	-	4 259
Instruments dérivés de couverture	-	1 643	3 067	17 438	-	22 148
Passifs financiers au coût amorti	3 103 292	1 124 727	3 265 346	951 270	-	8 444 635
Dettes subordonnées	-	-	-	468	-468	-
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-3 609					-3 609
Total Passifs financiers par échéance -I	3 099 821	1 126 843	3 268 572	972 665	-468	8 467 433

(1) Dont 32.004 milliers d’euros de dettes rattachées en 2024 contre 27.668 milliers d’euros en 2023

7 Avantages au personnel et autres rémunérations

7.1 Détail des charges de personnel

-en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Salaires et traitements -I	-40 587	-39 527
Cotisation au titre des retraites -régimes à cotisations définies	-5 217	-5 094
Charge au titre des retraites -régimes à prestations définies	-1 748	-445
Autres charges sociales	-15 811	-14 992
Intéressement et participation	-7 079	-6 916
Impôts et taxes sur rémunération	-7 311	-7 056
Total Charges de personnel	-77 753	-74 030

(1) Dont indemnités liées à la retraite pour 258 milliers d’euros au 31 décembre 2024 contre 358 milliers d’euros au 31 décembre 2023.

Dont médailles du travail pour 60 milliers d’euros au 31 décembre 2024 contre 47 milliers d’euros au 31 décembre 2023.

7.2 Effectif moyen de la période

Effectif moyen	31/12/2024	31/12/2023
France	930	927
Étranger	-	-
Total	930	927

7.3 Avantages postérieurs à l’emploi, régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n’ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n’ont pas suffisamment d’actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l’exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, les sociétés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest n'ont pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

7.4 Avantages postérieurs à l’emploi, régimes à prestations définies

Variation dette actuarielle

	31/12/2024			31/12/2023
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
-en milliers d'euros				
Dette actuarielle au 31/12/N1	20 300	-	20 300	18 788
Ecart de change	-	-	-	-
Coût des services rendus sur l'exercice	1 620	-	1 620	1 426
Coût financier	644	-	644	689
Cotisations employés	-	-	-	-
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	-	-	-726
Variations de périmètre	30	-	30	-20
Prestations versées -obligatoire	-1 756	-	-1 756	-1 512
Taxes, charges administratives et primes	-	-	-	-
Gains/-pertes actuariels liés aux hypothèses démographiques -1	1 502	-	1 502	1 006
Gains/-pertes actuariels liés aux hypothèses financières -1	-317	-	-317	649
Dette actuarielle à la clôture	22 023	-	22 023	20 300

(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d’expérience.

Détail de la charge comptabilisée au résultat

	31/12/2024			31/12/2023
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
-en milliers d'euros				
Coût des services	1 620	-	1 620	700
Charge/produit d'intérêt net	-108	-	-108	-414
Impact en compte de résultat à la clôture	1 512	-	1 512	286

Détail des gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables

	31/12/2024			31/12/2023
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
-en milliers d'euros				
Réévaluation du passif -de l'actif net				
Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à l'ouverture	5 739	-	5 739	4 001
Ecart de change	-	-	-	-
Gains/-pertes actuariels sur l'actif	-77	-	-77	83
Gains/-pertes actuariels liés aux hypothèses démographiques -1	1 502	-	1 502	1 006
Gains/-pertes actuariels liés aux hypothèses financières -1	-317	-	-317	649
Ajustement de la limitation d'actifs	-	-	-	-

Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à la clôture	6 847	-	6 847	5 739
---	-------	---	-------	-------

(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

Variation de juste valeur des actifs

	31/12/2024			31/12/2023
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
-en milliers d'euros				
Juste valeur des actifs à l'ouverture	18 474	-	18 474	18 810
Ecart de change	-	-	-	-
Intérêt sur l'actif -produit	554	-	554	689
Gains/-pertes actuariels	77	-	77	-83
Cotisations payées par l'employeur	1 368	-	1 368	590
Cotisations payées par les employés	-	-	-	-
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	-	-	-
Variations de périmètre	30	-	30	-20
Taxes, charges administratives et primes	-	-	-	-
Prestations payées par le fonds	-1 756	-	-1 756	-1 512
Juste valeur des actifs à la clôture	18 747	-	18 747	18 474

Position nette

	31/12/2024			31/12/2023
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
-en milliers d'euros				
Dette actuarielle à la clôture	22 023	-	22 023	20 300
Impact de la limitation d'actifs	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Juste valeur des actifs fin de période	-18 747	-	-18 747	-18 474
Position nette -passif / actif à la clôture	-3 276	-	-3 276	-2 024

Régimes à prestations définies : principales hypothèses actuarielles

	31/12/2024		31/12/2023	
	Zone euro	Hors zone euro	Zone euro	Hors zone euro
-en milliers d'euros				
Taux d'actualisation -1	3,38%	0,00%	3,17%	0,00%
Taux de rendement effectifs des actifs du régime et des droits à remboursement	3,00%	0,00%	2,60%	0,00%
Taux attendus d'augmentation des salaires	2,67%	0,00%	4,03%	0,00%
Taux d'évolution des coûts médicaux	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Autres -à détailler	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

(1) Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne

Information sur les actifs des régimes Allocations d'actifs (1)

-en milliers d'euros	Zone euro			Hors zone euro			Toutes zones		
	en %	En montant	dont coté	en %	En montant	dont coté	en %	En montant	dont coté
Actions	18.09%	3 391	-	0,00%	-	-	18.09%	3 391	-
Obligations	71.92%	13 483 1 873	-	0,00%	-	-	71.92% 9.99%	13 483 1 873	-
Immobilier	9.99%			0,00%	-				
Autres actifs	0,00%	-		0,00%	-		0,00%	-	

(1) Dont juste valeur des droits à remboursement.

Au 31 décembre 2024, les taux de sensibilité démontrent que :

	Sensibilité des engagements aux variations du taux de base				
	Indemnités fin de carrière des salariés	Indemnités fin de carrière des cadres dirigeants	Contrats de retraite supplémentaire des cadres dirigeants	Contrats de retraite supplémentaire du Président	Contrats de retraite supplémentaire nouveau régime L.137112
Taux de base +0,5%	6,15%	2,13%	0,91%	0,50%	3,09%
Taux de base 0,5%	6,80%	2,22%	0,94%	0,60%	3,27%

7.5 Autres avantages sociaux

Les provisions constituées par la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest au titre de ces autres engagements sociaux s'élèvent à 587 milliers d'euros à la fin de l'exercice 2024.

7.6 Rémunérations de dirigeants

Le montant global des rémunérations allouées en 2024 aux membres des organes de direction et de surveillance s'élèvent à 2 276 milliers d'euros. Quant aux rémunérations versées pendant l'exercice aux membres des organes d'administration, elles s'élèvent à 210 milliers d'euros.

8 Contrats de location

8.1 Contrats de location dont le Groupe est preneur

Le poste « Immobilisations corporelles d'exploitation » au bilan est composé d'actifs détenus en propre et d'actifs loués qui ne remplissent pas la définition d'immeubles de placement.

-en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations corporelles détenues en propre	96 100	89 458
Droits d'utilisation des contrats de location	3 192	2 272
Total Immobilisations corporelles d'exploitation	99 292	91 730

La Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest est également preneur dans des contrats de location de matériel informatique (photocopieurs, ordinateurs, ...) pour des durées de 1 à 3 ans. Ces contrats sont de faible valeur et/ou de courte durée. La Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest a choisi d'appliquer les exemptions prévues par IFRS 16 et de ne pas comptabiliser au bilan de droit d'utilisation ni de dette locative sur ces contrats.

Variation des actifs au titre du droit d'utilisation

La Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest est preneur de nombreux actifs dont des bureaux, des agences et du matériel informatique.

Les informations relatives aux contrats dont la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest est preneur sont présentés ci-dessous :

-en milliers d'euros	31/12/2023	Variations périmètre	de	Augmentations -acquisitions	Diminutions -cessions	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Immobilier								
Valeur brute	3 863	-		711	-	-	-	4 574
Amortissements dépréciations	et -1 591	-		-537	746	-	-	-1 382
Total Immobilier	2 272	-		174	746	-	-	3 192
Mobilier								
Valeur brute		-		-	-	-	-	-
Amortissements dépréciations	et	-		-	-	-	-	-
Total Mobilier	-	-		-	-	-	-	-
Total Droits d'utilisation	2 272	-		174	746	-	-	3 192

-en milliers d'euros	31/12/2022	Variations périmètre	de	Augmentations -acquisitions	Diminutions -cessions	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2023
Immobilier								
Valeur brute	5 011	-		-	-1 148	-	-	3 863
Amortissements dépréciations	et -2 411	-		-760	1 580	-	-	-1 591
Total Immobilier	2 600	-		-760	432	-	-	2 272
Mobilier								
Valeur brute		-		-	-	-	-	-
Amortissements dépréciations	et	-		-	-	-	-	-
Total Mobilier	-	-		-	-	-	-	-
Total Droits d'utilisation	2 600	-		-760	432	-	-	2 272

Echéancier des dettes locatives

	31/1			2/2024
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives
-en milliers d'euros				
Dettes locatives	307	628	585	1 520

	31/1			2/2023
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives
-en milliers d'euros				
Dettes locatives	398	169	24	591

Détail des charges et produits de contrats de location

<i>-en milliers d'euros</i>	31/12/2024	31/12/2023
Charges d'intérêts sur dettes locatives	-28	-5
Total Intérêts et charges assimilées -PNB	-28	-
Charges relatives aux contrats de location court terme	-779	-837
Charges relatives aux contrats de location de faible valeur	-	-
Charges relatives aux paiements de loyers variables exclus de l'évaluation de la dette	-	-
Produits de sous-location tirés d'actifs au titre de droits d'utilisation	-	-
Profits ou pertes résultant de transactions de cession-bail	-	-
Profits ou pertes résultant de modifications de contrats de location	-	-
Total Charges générales d'exploitation	-779	-
Dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	-537	-760
Total Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	-537	-
Total Charges et produits de contrats de location	-1 344	-1 602

Montants des flux de trésorerie de la période

<i>-en milliers d'euros</i>	31/12/2024	31/12/2023
Total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location	-807	-842

8.2 Contrats de location dont le Groupe est bailleur

La Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest propose à ses clients des activités de location qui prennent la forme de contrats de crédit-bail, de location avec option d'achat, de location financière, ou de location longue durée. Les contrats de location sont classés en contrats de location financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent en substance la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété au preneur. Les autres contrats de location sont classés en location simple.

9 Engagements de financement et de garantie et autres garanties*Engagements donnés et reçus*

<i>-en milliers d'euros</i>	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés	696 147	792 258
Engagements de financement	533 807	612 486
Engagements en faveur des établissements de crédit	-	-
Engagements en faveur de la clientèle	533 807	612 486
Engagements de garantie	162 340	179 772
Engagements d'ordre des établissements de crédit	-	11 072
Engagements d'ordre de la clientèle	162 340	168 700
Engagements sur titres	-	-
Titres à livrer	-	-
Engagements reçus	2 863 164	2 910 560

Engagements de financement	8 041	8 041
Engagements reçus des établissements de crédit	8 041	8 041
Engagements reçus de la clientèle	-	-
Engagements de garantie	2 853 305	2 902 519
Engagements reçus des établissements de crédit	153 131	157 958
Engagements reçus de la clientèle	2 700 174	2 744 561
Engagements sur titres	1 818	-
Titres à recevoir	1 818	-

La Banque de France a mis fin, à compter du 13 décembre 2024, au canal de remise Additional Credit Claims Corporates dans le cadre des dispositifs exceptionnels mis en place en 2011 en réponse à la crise financière. Seules les créances « Prêts Garantis par l'Etat » resteront éligibles aux remises de créances en Banque Centrale.

Instruments financiers remis et reçus en garantie

-en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie -dont actifs transférés		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement -Banque de France, CRH ...	2 233 948	2 632 269
Titres prêtés	-	-
Dépôts de garantie sur opérations de marché	-	-
Autres dépôts de garantie	-	-
Titres et valeurs donnés en pension	-	-
Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie	2 233 948	2 632 269
Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie		
Autres dépôts de garantie	-	-
Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés		
Titres empruntés	-	-
Titres et valeurs reçus en pension	8 484	6 886
Titres vendus à découvert	-	-
Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés	8 484	6 886

Au 31 décembre 2024, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest n'a pas utilisé les titres souscrits auprès des « FCT Crédit Agricole Habitat » comme dispositif de refinancement.

Créances apportées en garantie

Au cours de l'année 2024, Crédit Agricole du Centre Ouest a apporté 2 233 948 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 2 632 269 milliers d'euros en 2023. La Caisse Régionales Crédit Agricole du Centre Ouest conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, Crédit Agricole du Centre Ouest a apporté :

- 674 654 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 1 123 452 milliers d'euros en 2023 ;
- 54 347 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 53 193 milliers d'euros en 2023 ;
- 1 504 947 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 1 455 623 milliers d'euros en 2023.

La Banque de France a mis fin, à compter du 13 décembre 2024, au canal de remise Additional Credit Claims Corporates dans le

En conséquence, Crédit Agricole du Centre Ouest ne postera plus 1 107 M€ de créance immobilière auprès de la Banque de France.

Garanties détenues et actifs reçus en garantie

La plus grande partie des garanties et rehaussements détenus correspond à des hypothèques, des nantissements ou des cautionnements reçus, quelle que soit la qualité des actifs garantis.

Au cours de la période, les actifs que la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest a obtenus par prise de possession de garantie et détenus à la date de clôture s’élèvent à 0 milliers d’euros, selon la répartition suivante :

-en milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées	-	-
Immobilisations corporelles	-	-
Immeubles de placement	-	-
Instruments de capitaux propres et de dettes	-	-
Autres	-	38
Total Actifs obtenus par prise de possession de garantie	-	38

10Reclassements d’instruments financiers

Comme les exercices précédents, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest n’a pas opéré lors de l’exercice 2024 de reclassement au titre du paragraphe 4.4.1 d'IFRS 9

11Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d’un actif ou payé pour le transfert d’un passif lors d’une transaction normale entre des participants de marché à la date d’évaluation.

La juste valeur est basée sur le prix de sortie (notion “d’exit price”).

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d’arrêté en ayant recours en priorité à des données de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d’autres périodes en raison de l’évolution des conditions de marché ou d’autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre d’hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique

Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

La hiérarchie de juste valeur des actifs et passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d’observabilité des données d’entrées utilisées dans l’évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s’applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s’applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s’agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations de spreads de *Credit Default Swaps* (CDS). Les pensions données et reçues portant sur des sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs et passifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il n’existe pas de donnée observable ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s’agit principalement des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s’agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d’intérêts n’ont pas d’influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s’ajustent fréquemment aux taux du marché ;
- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels il est considéré que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;

- des instruments réalisés sur un marché réglementé (ex : l'épargne réglementée) pour lesquels les prix sont fixés par les pouvoirs publics ;
- des actifs ou passifs exigibles à vue ;
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

11.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti

La norme IFRS 7 demande des informations portant sur les instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à la Juste Valeur. Les montants présentés dans « la valeur au bilan » des instruments financiers concernés incluent les créances et dettes rattachées et sont, pour les actifs, nets de dépréciation. Par ailleurs, la valeur au bilan des tableaux inclut la Juste Valeur de la portion couverte des éléments micro-couverts en couverture de Juste Valeur (Cf. note 3.5 « Comptabilité de couverture »). En revanche, la valeur comptable des éléments présentés dans ce tableau n'inclut pas l'écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux.

Pour être comptabilisés au coût amorti à l'actif du bilan, les instruments de dette doivent répondre cumulativement à deux critères :

- Être gérés dans un portefeuille dont la gestion a pour objectif la collecte des flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs et dont les ventes sont strictement encadrées et limitées ;
- Donner droit seulement au remboursement du principal et aux versements reflétant la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable (test "Solely Payments of Principal & Interests" ou test "SPPI").

A ce titre, les informations relatives à la juste valeur de ces instruments doivent être analysées avec une attention particulière :

- Les valeurs indiquées représentent une estimation de la valeur de marché du 31 décembre 2024. Néanmoins ces valeurs de marché peuvent faire l'objet de variations en fonction des paramètres de marché, notamment l'évolution des taux d'intérêt et la qualité du risque de crédit des contreparties. Ces fluctuations peuvent conduire à un écart pouvant être substantiel entre la juste valeur indicative présentée dans le tableau ci-après et la valeur de décomptabilisation, notamment à l'échéance ou proche de l'échéance compatible avec un modèle de gestion de collecte dans lequel les instruments financiers sont classés.

Ainsi, l'écart entre l'indication de la juste valeur et sa valeur comptable ne représente pas une valeur de réalisation dans une perspective de continuité d'activité de l'établissement.

- Compte tenu du modèle de gestion consistant à collecter les flux de trésorerie des instruments financiers du portefeuille auquel il appartient, il est rappelé que ces instruments financiers ne sont pas gérés en fonction de l'évolution de leur juste valeur et que la performance de ces actifs est appréciée sur la base des flux de trésorerie contractuels perçus sur leur durée de vie de l'instrument.
- L'estimation de la juste valeur indicative des instruments comptabilisés au coût amorti est sujette à l'utilisation de modèles de valorisation notamment les prêts et créances vis-à-vis de la clientèle et plus particulièrement ceux dont la valorisation est fondée sur des données non observables de niveau 3.

Juste valeur des actifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan

	Valeur au bilan au 31/12/2024	Juste valeur au 31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
-en milliers d'euros					
Prêts et créances	8 711 378	8 622 611	-	1 153 314	7 469 297
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 142 175	1 142 073	-	1 131 703	10 370
Prêts et créances sur la clientèle	7 569 203	7 480 538	-	21 611	7 458 927
Titres de dettes	385 002	361 267	361 260	-	7
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	9 096 380	8 983 878	361 260	1 153 314	7 469 304

	Valeur au bilan au 31/12/2023	Juste valeur au 31/12/2023	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
-en milliers d'euros					

Prêts et créances	8 645 379	8 505 104	-	986 543	7 518 561
Prêts et créances sur les établissements de crédit	954 756	954 729	-	950 713	4 016
Prêts et créances sur la clientèle	7 690 623	7 550 375	-	35 830	7 514 545
Titres de dettes	387 870	362 389	361 667	-	722
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	9 033 249	8 867 493	361 667	986 543	7 519 283

L'écart de réévaluation à l'actif du bilan s'élève à 113 millions d'euros au 31 décembre 2024 contre 166 millions d'euros au 31 décembre 2023.

Juste valeur des passifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan

	Valeur au bilan au 31/12/2024	Juste valeur au 31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
-en milliers d'euros					
Dettes envers les établissements de crédit	5 204 313	5 204 494	-	5 204 494	-
Dettes envers la clientèle	3 304 165	3 304 165	-	3 304 165	-
Dettes représentées par un titre	47 955	46 891	27 314	19 577	-
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	8 556 433	8 555 550	27 314	8 528 236	-

	Valeur au bilan au 31/12/2023	Juste valeur au 31/12/2023	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
-en milliers d'euros					
Dettes envers les établissements de crédit	5 251 883	5 251 883	-	5 251 883	-
Dettes envers la clientèle	3 144 722	3 134 739	-	3 134 739	-
Dettes représentées par un titre	48 030	47 731	21 648	26 083	-
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	8 444 635	8 434 353	21 648	8 412 705	-

L'écart de réévaluation au passif du bilan s'élève à 0,9 millions d'euros au 31 décembre 2024 contre 10 millions d'euros au 31 décembre 2023.

11.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

Evaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (Credit Valuation Adjustment ou CVA) du risque de non-exécution sur les dérivés passifs (Debit Valuation Adjustment ou DVA ou risque de crédit propre).

L'ajustement de valeur relatif à la qualité de la contrepartie (CVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque de crédit associé à la contrepartie (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut). Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions déduction faite d'éventuels collatéraux. Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des instruments financiers.

L’ajustement de valeur relatif au risque de crédit propre de notre établissement (DVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque porté par nos contreparties. Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d’expositions futures des transactions. Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des instruments financiers.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l’utilisation de données d’entrée observables. La probabilité de défaut est en priorité directement déduite de CDS cotés ou de proxys de CDS cotés lorsqu’ils sont jugés suffisamment liquides.

Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

Actifs financiers valorisés à la juste valeur

	31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
-en milliers d'euros				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	5 120	-	5 120	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	-	-	-	-
Instruments dérivés	5 120	-	5 120	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat - I	168 876	100 254	22 632	45 990
<i>Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat</i>	22 147	-	13 714	8 433
<i>Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI</i>	146 729	100 254	8 918	37 557
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	913	-	-	913
Titres de dettes	145 816	100 254	8 918	36 644
<i>Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature</i>	-	-	-	-
<i>Actifs représentatifs de contrats en unités de compte</i>	-	-	-	-
<i>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	975 680	-	968 467	7 213
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	975 680	-	968 467	7 213
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	118 422	-	118 422	-
TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	1 268 098	100 254	1 114 641	53 203
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-	-	-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	-
Total des transferts vers chacun des niveaux		-	-	-

(1) Le montant des OPC s'élève à 144.559 milliers d'euros au 31/12/2024.

	31/12/2023	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
-en milliers d'euros				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	4 292	-	4 292	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	-	-	-	-
Instruments dérivés	4 292	-	4 292	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat -1	120 390	58 710	24 266	37 414
<i>Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat</i>	16 044	-	13 842	2 202
<i>Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI</i>	104 346	58 710	10 424	35 212
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	914	-	-	914
Titres de dettes	103 432	58 710	10 424	34 298
<i>Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature</i>	-	-	-	-
<i>Actifs représentatifs de contrats en unités de compte</i>	-	-	-	-
<i>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	863 933	-	859 375	4 558
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	863 933	-	859 375	4 558
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	164 823	-	164 823	-
TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS A LA JUSTE VALEUR	1 153 438	58 710	1 052 756	41 972
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
Total des transferts vers chacun des niveaux		-	-	-

(1) Le montant des OPC s'élève à 103.269 milliers d'euros au 31/12/2023.

Passifs financiers valorisés à la juste valeur

	31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
-en milliers d'euros				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	5 139	-	5 139	-
Titres vendus à découvert	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-

Dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	5 139	-	5 139	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	27 393	-	27 393	-
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	32 532	-	32 532	-
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-	-	-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	-
Total des transferts vers chacun des niveaux		-	-	-

	31/12/2023	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
-en milliers d'euros				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	4 259	-	4 259	-
Titres vendus à découvert	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	4 259	-	4 259	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	22 148	-	22 148	-
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	26 407	-	26 407	-
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-	-	-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	-
Total des transferts vers chacun des niveaux		-	-	-

Instruments financiers valorisés selon un modèle de niveau 3

Variation du solde des instruments financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

Actifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

Tableau 1 sur 3	Total Actifs financiers valorisés à la juste Valeur selon le niveau 3	Actifs financiers détenus à des fins de transaction					
		Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres reçus en pension livrée	Valeurs reçues en pension	Titres détenus à des fins de transaction	Instruments dérivés
Solde de clôture 31/12/2023	41 972	-	-	-	-	-	-
Gains /pertes de la période -I	-868	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en résultat	-868	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	4 921	-	-	-	-	-	-

Tableau 3 sur 3	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		
	Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Instruments dérivés de couverture
-en milliers d'euros			
Solde de clôture 31/12/2023	4 558		-
Gains /pertes de la période -1			-
Comptabilisés en résultat			-
Comptabilisés en capitaux propres			-
Achats de la période	2 655		-
Ventes de la période			-
Emissions de la période			-
Dénouements de la période			-
Reclassements de la période			-
Variations liées au périmètre de la période			-
Transferts			-
Transferts vers niveau 3			-
Transferts hors niveau 3			-
Solde de clôture 31/12/2024	7 213		-

(1) ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des actifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :

Gains/ pertes de la période provenant des actifs de niveau 3 détenus au bilan en date de clôture	-811
Comptabilisés en résultat	-811
Comptabilisés en capitaux propres	-

12

Périmètre de consolidation au 31 décembre 2024

Date de clôture

Les états financiers utilisés pour la préparation des états financiers consolidés sont établis à la même date que celle des états financiers du Groupe.

12.1 Information sur les filiales

La Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest n’a accordé aucun soutien financier aux entités structurées consolidées au 31 décembre 2024 ni au 31 décembre 2023

Opérations de titrisation et fonds dédiés

Pour plus de détails sur ces opérations de titrisation et sur l’indication de la valeur comptable des actifs concernés et des passifs associés, il est possible de se reporter à la note 6.6 « Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication cont inue ».

Les Caisses régionales depuis 2015 ont participé à plusieurs titrisations True Sale. Ces titrisations sont des RMBS français soit auto souscrits, soit placés dans le marché par le Groupe.

Ces opérations se traduisent par une cession de crédits à l’habitat originés par les 39 Caisses régionales et éventuellement LCL pour certains FCT, à un FCT (un par titrisation). Les FCT sont consolidés au sein du groupe Crédit Agricole.

Dans le cadre de ces titrisations, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest a cédé, à l’origine, des crédits habitat pour un montant de 12.7 millions d’euros aux FCT.

12.2 Composition du périmètre

Périmètre de consolidation	Méthode de consolidation -1	Modification de périmètre -2	Implantation	Siège social	Type d'entité et nature du contrôle -3	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024
<i>Caisse Régionale</i> Caisse Régionale du Crédit Agricole de CENTRE OUEST	Globale		France	France	Mère	100 %	100 %	100 %	100 %
<i>Caisse Locale</i> Caisses Locales du Crédit Agricole de CENTRE OUEST	Globale		France	France	Mère	100 %	100 %	100 %	100 %
<i>Divers</i> Filiale Centre Ouest Expansion	Globale	S2	France	France	Filiale	0%	100%	0%	100%
FCT CAH 2024 Compartiment CR895 CENTRE OUEST	Globale	S1	France	France	ESC	0%	100%	0%	100%
FCT CAH 2020 Compartiment CR895 CENTRE OUEST	Globale		France	France	ESC	100%	100%	100%	100%
FCT CAH 2022 Compartiment CR895 CENTRE OUEST	Globale		France	France	ESC	100%	100%	100%	100%

-1 Méthode de consolidation	-2 Modification de périmètre	-3 Type d'entité et nature du contrôle
Intégration globale	Entrée dans le périmètre	Filiale
Mise en équivalence	Franchissement de seuil	Succursale
Juste valeur	Création	Entité structurée contrôlée -ESC
	Acquisition -dont les prises de contrôle	Coentreprise
	Sortie de périmètre	Coentreprises structurées
	Cessation d'activité -dont dissolution, liquidation S1	Opération en commun
	Société cédée au hors groupe ou perte de contrôle	Entreprise associée
	Entité déconsolidée en raison de son caractère non significatif	Entreprise associée structurée
	Fusion absorption	
	Transmission Universelle du Patrimoine	
	Divers	
	Changement de dénomination sociale	
	Modification de mode de consolidation	
	Entité nouvellement présentée dans la note de périmètre	
	Entité en IFRS 5	

Au 31 décembre 2024, la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest ayant participé aux opérations de titrisation Crédit Agricole Habitat a consolidé ses quotes-parts (analyse par silo) de chacun des FCT, le complément de prix de cession, le mécanisme de garantie ainsi que la convention de remboursement interne limitant in fine la responsabilité de chaque cédant à hauteur des « gains et pertes » réellement constatés sur les créances qu’il a cédées aux FCT.

Détail de la composition des Caisses Locales Centre Ouest

Liste des filiales coentreprises et entreprises associées	Pays d'implantation	Méthode de consolidation au 31/12/2024	% d'intérêt		% de contrôle	
			31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024
Aixe sur Vienne	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Ambazac	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Bellac	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Bessines	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Chalus	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%

Châteauneuf	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Châteauponsac	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Le Dorat	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Eymoutiers	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Lauriere	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Vanteaux	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Magnac Laval	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Mézières	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Nantiat	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Nexon	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Nieul	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Oradour sur vayres	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Pierre Buffière	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Rochechouart	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
St Germain	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
St Junien	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
St Laurent	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
St Léonard	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
St Mathieu	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
St Sulpice	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
St Yrieix	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Babylone	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Libération	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Châteauroux	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Aigurande Marche Bernichonne	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Ardentes	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Argenton	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Belabre	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Le Blanc	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Buzançais	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Chatillon	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
La Chatre	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Ecueillé	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Eguzon	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Issoudun	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Levroux	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Mézières en Brenne	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Neuvy st sepulchre	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
St Aout	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
St Benoit du Sault	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
St Christophe	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
St Gaultier	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Ste Sévère	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Tournon	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%

Valençay	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
Vatan	France	Intégration globale	100%	100%	100%	100%

13 Participations et entités structurées non consolidées

13.1 Participations non consolidées

Ces titres enregistrés à la juste valeur par résultat ou la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sont des titres à revenu variable représentatifs d’une fraction significative du capital des sociétés qui les ont émis et destinés à être détenus durablement.

Conformément au règlement ANC 201609 et à l’option offerte par la Recommandation ANC 201601, la liste exhaustive des entités contrôlées non consolidées et des titres de participations significatifs non consolidés est consultable sur le site internet de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest à l’adresse suivante : www.cacentreouest.fr

13.1.1 Entités non intégrées dans le périmètre de consolidation

Les entités sous contrôle exclusif, sous contrôle conjoint et sous influence notable non intégrées dans le périmètre de consolidation, sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Entités non consolidées	Siège social	% d'intérêt		Motif d'exclusion du périmètre de consolidation
		31/12/2023	31/12/2024	
29 BD de VANTEAUX	France	98,58%	98,58%	Entité non significative
SAINT LUC INVESTISSEMENT	France	99,80%	99,80%	Entité non significative
CENTRE OUEST FONCIERE INVESTISSEMENT	France	100,00%	100,00%	Entité non significative
SCI FONCIERE DES CASSEAUX	France		99,00%	Entité non significative
PATRIMOINE PIERRE	France	99,79%	99,79%	Entité non significative
CYBER CONSEIL & ASSISTANCE	France	100,00%	100,00%	Entité non significative
CENTRE OUEST EXPANSION	France	100,00%	100,00%	Entité non significative
SAS VILLAGE BY CA CHATEAUROUX	France	100,00%	100,00%	Entité non significative
CEI TP	France	25,00%	25,00%	Entité non significative
SAS GIBAUDERIE	France	25,00%	25,00%	Entité non significative
SCI Les LACS de la CHATRE	France	49,00%		Entité non significative
CAC PME	France	7,50%	7,50%	Autre raison
CAC PME 2	France	6,00%	6,00%	Autre raison

13.1.2 Titres de participation non consolidés et présentant un caractère significatif

Les titres de participation représentant une fraction du capital supérieure ou égale à 10 % n’entrant pas dans le périmètre de consolidation sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Titres de participations non consolidées	Siège social	% d'intérêt		Montant des capitaux propres -en K€	Résultat du dernier exercice -en K€
		31/12/2023	31/12/2024		
LIMOGES BIOMASSE ENERGIES	France	39,50%	39,50%	3.920K€	964 K€

13.2 Informations sur les entités structurées non consolidées

Conformément à IFRS 12, une entité structurée est une entité conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l’entité ; c’est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent

uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

Informations sur les risques associés aux intérêts détenus

Intérêts détenus dans des entités structurées non consolidées par nature d'activités

Au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023, l'implication de la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest dans des entités structurées non consolidées est présentée pour l'ensemble des familles d'entités structurées sponsorisées significatives pour la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Centre Ouest dans les tableaux ci-dessous :

-en milliers d'euros	31/12/2024		
	Fonds de placement -1		
	Valeur au bilan	Perte maximale	
		Exposition maximale au risque de perte	Exposition nette
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	72 153	72 153	72 153
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	72 153	72 153	72 153
Total Bilan des entités structurées non consolidées	4 735 153	-	-

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 « Exposition au risque de crédit » et dans la note 3.3 « Risque de marché ». Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

-en milliers d'euros	31/12/2023		
	Fonds de placement -1		
	Valeur au bilan	Perte maximale	
		Exposition maximale au risque de perte	Exposition nette
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	32 977	32 977	32 977
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	-	-	-
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	32 977	32 977	32 977
Total Bilan des entités structurées non consolidées	970 917	-	-

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 « Exposition au risque de crédit » et dans la note 3.3 « Risque de marché ». Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

Exposition maximale au risque de perte

L'exposition maximale au risque de perte des instruments financiers correspond à la valeur comptabilisée au bilan à l'exception des dérivés de vente d'option et de CDS (*credit default swap*) pour lesquels l'exposition correspond à l'actif au montant du notionnel et au passif au notionnel minoré du *marktomarket*. L'exposition maximale au risque de perte des engagements donnés correspond au montant du notionnel et la provision sur engagements donnés au montant comptabilisé au bilan.

14 Événements postérieurs au 31 décembre 2024

Néant

C. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Centre Ouest

20 rue Pierre Boulez 87044 Limoges

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Centre Ouest,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Centre Ouest relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Caisse régionale à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Conseil d'administration remplissant les fonctions de Comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de Société anonyme à conseil commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des d'administration experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et Siège social : rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux Tour EQHO

comptes de Versailles et du Centre.

2 avenue Gambetta

Société française membre du réseau KPMG constitué de CS 60055 cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, 92066 Paris La Défense Cedex une société de droit anglais - private company limited by Capital social : 5 497 100 € guarantee. 775 726 417 RCS Nanterre

Forvis Mazars

Société par actions simplifiée d'expertise comptable et de commissariat aux comptes

Capital de 4 196 204 euros RCS Toulouse 780 138 715

N° de TVA Intracommunautaire : FR 60 780 138 715

Justification des appréciations- Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.82153 et R.821180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées

face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

• Dépréciation des crédits sur une base individuelle	
Risque identifié	Notre réponse
<p>Du fait de son activité, la caisse régionale est notamment exposée à un risque de crédit sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture.</p> <p>Comme indiqué dans l'annexe aux comptes annuels -note 2.1 Créances et engagements par signature, les créances présentant un risque de crédit avéré donnent lieu à la comptabilisation d'une dépréciation correspondant à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.</p> <p>S'agissant de la détermination d'éventuelles dépréciations, la direction de votre caisse régionale est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement.</p> <p>Nous avons considéré la détermination de ces dépréciations des crédits portant sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture, comme un point clé de l'audit des comptes annuels en raison de leur importance dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour déterminer les flux futurs estimés actualisés. Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des dépréciations individuelles présentées dans la note 4.1 de l'annexe aux comptes annuels, qui s'élève à 77,5 M€.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif mis en place par la direction, dans le contexte macroéconomique de l'exercice 2024, pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.</p> <p>Nous avons en particulier :</p> <p>mené des entretiens au cours de l'exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de votre caisse régionale afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation ;</p> <p>testé l'efficacité des contrôles jugés clés mis en œuvre par votre caisse régionale relatifs à ces procédures ;</p> <p>analysé les hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit en prenant en compte, le cas échéant, l'impact du contexte macroéconomique sur ces flux ou les garanties spécifiques liées aux plans de soutien à l'économie ;</p> <p>mis en œuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux.</p>
• Provisions sur encours sains et dégradés	
Risque identifié	Notre réponse
<p>Comme indiqué dans l'annexe aux comptes annuels -note 2.1 Créances et engagements par signature, la caisse régionale constate au titre des expositions de crédits au passif de son bilan des provisions pour couvrir les risques de crédit attendus sur les douze mois à venir -expositions qualifiées de saines ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée -expositions qualifiées de dégradées.</p> <p>Ces provisions reposent sur des estimations qui intègrent des paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut selon des modèles internes de risque de crédit, en tenant compte de données macroéconomiques prospectives -Forward Looking appréciées au niveau du groupe Crédit Agricole et au regard de paramètres propres au portefeuille de crédit de votre caisse régionale sur la base d'éléments conjoncturels et/ou structurels locaux.</p> <p>Le cumul de ces provisions sur les prêts et créances représente 71,2 M€ au 31 décembre 2024 comme détaillé dans la note 14 de l'annexe aux comptes annuels. Nous considérons qu'il s'agit d'un point clé de l'audit des comptes annuels en raison de :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'importance de ces provisions dans le bilan de votre caisse régionale et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles -entreprises, particuliers, crédits à la consommation, etc, dont par exemple des informations prospectives -Forward Looking central et local.	<p>Nos travaux ont notamment consisté à :</p> <p>prendre connaissance, lors d'un examen critique, des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs de la consolidation du groupe Crédit Agricole, avec l'aide de leurs experts sur les modèles de dépréciation. Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants :</p> <p>les principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles ;</p> <p>le processus d'élaboration des paramètres utilisés dans les modèles -probabilité de défaut « PD », perte en cas de défaut Loss Given Default ou « LGD » en prenant en compte notamment le contexte macroéconomique de l'exercice 2024 ;</p> <p>la gouvernance des modèles et le changement des paramètres y compris l'analyse des scénarios et paramètres économiques projetés ainsi que le processus de validation indépendante ;</p> <p>la réalisation de tests ciblés sur les fonctions calculatoires de l'outil utilisé pour déterminer les corrections de valeur ;</p> <p>tester les données relatives aux expositions entrant dans le modèle de provisionnement sur la base d'un échantillon de dossiers ;</p> <p>contrôler le déversement des expositions servant de base au calcul des dépréciations et provisions dans l'outil de provisionnement ;</p> <p>apprécier les hypothèses et la documentation fournie par votre caisse régionale sur l'identification de dégradations significatives notamment dans le contexte macroéconomique pour des portefeuilles d'encours et la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l'application du Forward Looking local ;</p> <p>analyser l'évolution des expositions et des corrections de valeur par catégories homogènes de risques sur l'exercice 2024 ;</p> <p>examiner les informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans l'annexe aux comptes annuels.</p>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 4416 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre Caisse régionale considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Centre Ouest par l'assemblée générale du 30 mars 2007 pour le cabinet KPMG S.A. et du 23 mars 2023 pour le cabinet Forvis Mazars.

Au 31 décembre 2024, le cabinet KPMG S.A. était dans la 18^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Forvis Mazars dans la 2^e année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la Caisse régionale à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Caisse régionale ou de cesser son activité.

Il incombe au Conseil d'administration remplissant les fonctions de Comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.82155 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Caisse régionale.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Caisse régionale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au Conseil d'administration remplissant les fonctions de Comité d'audit

Nous remettons au Conseil d'administration remplissant les fonctions de Comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Conseil d'administration remplissant les fonctions de Comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Conseil d'administration remplissant les fonctions de Comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.82127 à L.82134 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Conseil d'administration remplissant les fonctions de Comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Labège, le 13 mars 2025

KPMG S.A.

Labège, le 13 mars 2025

Forvis Mazars

Signé par :

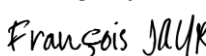
AD85F7710B4F43C...

Diego Dechelotte
Associé

DocuSigned by:

E24A9A3776F44B0...

Julie Mallet
Associée

DocuSigned by:

FAA4C0E5611F446...

François Jayr
Associé

D. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Centre Ouest

20 rue Pierre Boulez 87044 Limoges

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Centre Ouest,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Centre Ouest relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Conseil d'administration remplissant les fonctions de Comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés" du présent rapport.

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre. Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil

Forvis Mazars d'administration

Siège social :

Société par actions simplifiée d'expertise comptable et de

Tour EQHO

commissariat aux comptes

2 avenue Gambetta

CS 60055

Capital de 4 196 204 euros RCS Toulouse 780 138 715

92066 Paris La Défense Cedex

Capital social : 5 497 100 €

N° de TVA Intracommunautaire : FR 60 780 138 715

775 726 417 RCS Nanterre

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.82153 et R.821180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes consolidés de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

• Dépréciation des crédits sur une base individuelle	
Risque identifié	Notre réponse
<p>Du fait de son activité, votre caisse régionale est notamment exposée à un risque de crédit sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l’agriculture.</p> <p>Comme indiqué dans le paragraphe « Risque de crédit et étapes de dépréciation / provisionnement » de la note 1.2 de l’annexe aux comptes consolidés, les encours en défaut -Stage 3 sont dépréciés lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de ces actifs financiers.</p> <p>Le montant de ces dépréciations correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus à maturité -incluant le principal et les intérêts.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif mis en place par la direction, dans le contexte macroéconomique de l’exercice 2024, pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.</p> <p>Nous avons en particulier :</p> <p>mené des entretiens au cours de l’exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de votre caisse régionale afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation ;</p> <ul style="list-style-type: none">• testé l’efficacité des contrôles jugés clés mis en œuvre par votre caisse régionale relatifs à ces procédures ;
<p>S’agissant de la détermination d’éventuelles dépréciations, votre direction est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement.</p> <p>Nous considérons la détermination de ces dépréciations des crédits portant sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l’agriculture comme un point clé de l’audit des comptes consolidés en raison de leur importance dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour déterminer les flux futurs estimés actualisés. Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des dépréciations individuelles présentées dans la note 3.1.1 de l’annexe aux comptes consolidés qui s’élève à 77,6 M€.</p>	<ul style="list-style-type: none">• analysé les hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit en prenant en compte, le cas échéant, l’impact du contexte macroéconomique sur ces flux ou les garanties spécifiques liées aux plans de soutien à l’économie ; <p>mis en œuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux.</p>
• Risque de crédit et estimation des pertes attendues sur les expositions n’étant pas en défaut	
Risque identifié	Notre réponse
<p>Comme indiqué dans le paragraphe « Risque de crédit et étapes de dépréciation / provisionnement » de la note 1.2 de l’annexe aux comptes consolidés, votre caisse régionale comptabilise des corrections de valeur au titre des pertes de crédit attendues -<i>Expected Credit Losses</i> ou « ECL » dès la comptabilisation initiale d’un instrument financier -crédit, titre de dettes, garantie, etc., au titre des pertes de crédit attendues sur douze mois -Stage 1, et si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, à maturité -Stage 2.</p> <p>Les corrections de valeur reposent sur des estimations qui intègrent des paramètres de probabilité de défaut, de pertes en cas de défaut et d’exposition au moment du défaut</p>	<p>Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none">• prendre connaissance, lors d’un examen critique, des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs de la consolidation du groupe Crédit Agricole, avec l’aide de leurs experts sur les modèles de détermination des corrections de valeur au titre des pertes de crédit attendues. Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants : <p>les principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles ;</p> <p>le processus d’élaboration des paramètres utilisés dans les modèles -probabilité de défaut « PD », perte en cas de défaut <i>Loss Given Default</i> ou « LGD » en prenant en</p>
<p>tenant compte de données macroéconomiques prospectives -<i>Forward Looking</i> appréciées au niveau du groupe Crédit Agricole et au niveau de votre caisse régionale au regard des caractéristiques propres à ses portefeuilles de crédits. Ces corrections de valeur représentent en cumul sur les prêts et créances sur la clientèle et sur les engagements par signature, au 31 décembre 2024, un montant de 76,2 M€ comme détaillé dans la note 3.1.1 de l’annexe aux comptes consolidés. Nous considérons qu’il s’agissait d’un point clé de l’audit des comptes consolidés en raison de :</p> <p>l’importance des hypothèses prises, en particulier dans le contexte macroéconomique de l’exercice 2024 tel qu’indiqué dans la note 3.1 de l’annexe aux comptes consolidés ;</p> <p>l’importance des crédits à la clientèle dans le bilan, et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles -entreprises, particuliers, crédit à la consommation, etc., dont par</p>	<p>compte notamment le contexte macroéconomique de l’exercice 2024 ;</p> <ul style="list-style-type: none">• la gouvernance des modèles et le changement des paramètres y compris l’analyse des scénarios et des paramètres économiques projetés ainsi que le processus de validation indépendante ;• la réalisation de tests ciblés sur l’outil utilisé pour calculer les corrections de valeurs ;• tester les données relatives aux expositions entrant dans le modèle de détermination des corrections de valeur sur la base d’un échantillon de dossiers ;• contrôler le déversement des expositions servant de base au calcul des corrections de valeur dans l’outil de provisionnement ; apprécier les hypothèses et la documentation fournie par votre caisse régionale sur l’identification de dégradations significatives notamment dans le contexte macro• économique pour des portefeuilles d’encours et la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l’application du <i>Forward Looking</i> local ; analyser l’évolution des

exemple des informations prospectives -Forward Looking central et local ou des critères de transfert parmi les catégories d'expositions homogènes de risques -Stages 1 et 2.

expositions et des corrections de valeur par catégories homogènes de risques sur l'exercice 2024 ; examiner les informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans l'annexe aux comptes consolidés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Centre Ouest par l'assemblée générale du 30 mars 2007 pour le cabinet KPMG S.A. et du 23 mars 2023 pour le cabinet Forvis Mazars.

Au 31 décembre 2024, le cabinet KPMG S.A. était dans la 18^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Forvis Mazars dans la 2^e année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la Direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la Caisse régionale à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Caisse régionale ou de cesser son activité.

Il incombe au Conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.82155 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Caisse régionale.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants

et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Caisse régionale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la Direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit

Nous remettons au Conseil d'administration remplissant les fonctions de Comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Conseil d'administration remplissant les fonctions de Comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Conseil d'administration remplissant les fonctions de Comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.82127 à L.82134 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Conseil d'administration remplissant les fonctions de Comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Labège, le 13 mars 2025
KPMG S.A.

Labège, le 13 mars 2025
Forvis Mazars

Signé par :

AD85F7710B4F43C...

Diego Dechelotte
Associé

DocuSigned by:

E24A9A3776F44B0...

Julie Mallet
Associée

DocuSigned by:

FAA4C0E5611F446...

François Jayr
Associé

E. RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public sur simple demande à l'adresse suivante :

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Centre Ouest

Direction Financière – Comptabilité

20 rue Pierre Boulez

87044 LIMOGES CEDEX 1 – Tél. 05 55 05 75 50